



GROUPE CM11-CIC

BANQUE FEDERATIVE DU CREDIT MUTUEL

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

ACTUALISATION DU DOCUMENT DE REFERENCE

Document de référence 2013 enregistré auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 mai 2014 sous le numéro de visa R.14-028.

Première actualisation du document de référence 2013 déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers le 6 août 2014 sous le numéro de visa R.14-028-A01.



La présente actualisation du document de référence 2013 a été déposée auprès de l'Autorité des marchés financiers (AMF) le 6 août 2014 conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Elle pourra être utilisée à l'appui d'une opération financière si elle est complétée par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires.

Sommaire

1.	Définitions et Terminologie.....	3
2.	Rapport financier semestriel au 30 juin 2014.....	5
2.1	ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE DU 1 ^{ER} SEMESTRE 2014 : DIVERGENCE DES POLITIQUES MONETAIRES	6
2.2	ACTIVITE ET RESULTATS DES GROUPES CM11-CIC ET BFCM.....	8
2.3	SITUATION FINANCIERE DU GROUPE CM11-CIC AU 30 JUIN 2014.....	20
3.	Etats financiers consolidés au 30 juin 2014 du Groupe CM11-CIC	24
4.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du Groupe CM11-CIC.....	46
5.	Etats financiers consolidés au 30 juin 2014 du Groupe BFCM.....	47
6.	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du Groupe BFCM	71
7.	Compléments concernant les résultats et la situation financière relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013 ...	72
7.1	INTRODUCTION.....	73
7.2	RESULTATS	76
7.3	SITUATION FINANCIERE DU GROUPE CM11-CIC AU 31 DECEMBRE 2013	92
8.	Facteurs de risques	99
9.	Gouvernance	110
10.	Informations concernant le Groupe CM11-CIC et la BFCM – Evénements récents et perspectives	111
10.1	PRESENTATION DU GROUPE	111
10.2	REPARTITION DU CAPITAL DE LA BFCM AU 30 JUIN 2014	112
10.3	AUGMENTATION DE CAPITAL DE LA BFCM.....	112
10.4	CESSION DE LA PARTICIPATION DANS BANCA POPOLARE DI MILANO.....	113
10.5	PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LE SECOND SEMESTRE 2014	113
10.6	EVENEMENTS RECENTS PROPRES AU GROUPE CM11-CIC ET A LA BFCM INTERESSANT, DANS UNE MESURE IMPORTANTE, L'EVALUATION DE SA SOLVABILITE	113
11.	Documents accessibles au public – Responsable de l'information.....	114
12.	Responsable de l'actualisation du document de référence et du rapport financier semestriel – Attestations.....	115
13.	Tables de concordance	116
13.1	TABLE DE CONCORDANCE - GROUPE BFCM	116
13.2	TABLE DE CONCORDANCE – GROUPE CM11-CIC.....	117

1. Définitions et Terminologie

Dans la présente actualisation, les termes qui suivent répondent aux définitions indiquées ci-dessous (et, lorsque le contexte le permet, sont réputés désigner toute autre personne qui serait substituée aux entités mentionnées). Voir « Histoire et structure du Groupe CM11-CIC » pour prendre connaissance d'informations importantes relatives aux entités et aux groupes auxquels ces définitions se rapportent.

« **BFCM** » désigne la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

« **Groupe BFCM** » désigne la BFCM et ses filiales et participations consolidées.

« **CF de CM** » désigne la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel.

« **CIC** » désigne le Crédit Industriel et Commercial (CIC), qui est la principale filiale de BFCM et du Groupe CM11.

« **Groupe CM11-CIC** », « **Groupe CM10-CIC** » et « **Groupe CM5-CIC** » désigne le groupe bancaire mutualiste constitué des caisses locales du Crédit Mutuel qui sont adhérentes à leurs Fédérations respectives (11 fédérations, 10 fédérations ou 5 fédérations, selon le cas), et de la CF de CM, ainsi que des entités qui appartiennent au Groupe BFCM.

« **Fédération** » désigne chacune des 11 fédérations régionales constituées par les groupes de Caisses locales pour servir leurs intérêts mutuels, centraliser leurs produits, leur refinancement, leur gestion du risque et leurs fonctions administratives, ainsi que la Confédération nationale à laquelle chaque fédération est affiliée.

« **Groupe** » désigne le Groupe CM11-CIC à compter du 1^{er} janvier 2012, le Groupe CM10-CIC pour l'exercice du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 et le Groupe CM5-CIC pour la période du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010.

« **Caisses locales** » désigne les caisses locales de Crédit Mutuel qui sont membres du Groupe au moment considéré. Le terme « caisses locales » en minuscules fait référence aux Caisses locales qui sont membres du Groupe, ainsi qu'aux caisses locales de Crédit Mutuel qui sont adhérentes à des fédérations ne faisant pas partie du Groupe.

2. Rapport financier semestriel au 30 juin 2014

Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats du premier semestre 2014 comparé au premier semestre 2013

Le rapport de gestion qui suit doit être lu en relation avec les états financiers consolidés du Groupe et du Groupe BFCM incorporés par référence dans le présent document (respectivement les « Etats financiers au 30 juin 2014 du groupe CM11-CIC » et les « Etats financiers au 30 juin 2014 du groupe BFCM »), ainsi qu'en relation avec les notes qui s'y rapportent, incorporées par référence dans la présente actualisation. Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Depuis le 1er janvier 2014, sont appliqués :

a) les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation, qui introduisent notamment les évolutions suivantes :

- un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle, avec une définition unique du contrôle applicable à tout type d'entité (« classique » ou « ad hoc ») ;*
- un guide d'application pour les situations où le contrôle est plus difficile à apprécier ;*
- la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence ;*
- de nouvelles informations à fournir dans les comptes annuels sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, coentreprises, entités associées, SPV, entités non consolidées) ;*

La première application de la norme IFRS 10 n'a pas eu d'impact sur les comptes du groupe au 30 juin 2014. En effet, les analyses effectuées en liaison avec l'application d'IFRS 10 ont permis de recenser notamment des OPCVM figurant à l'actif des sociétés d'assurance. L'impact de la consolidation des entités recensées étant considéré comme non significatif au niveau du groupe, celles-ci n'ont pas été intégrées au périmètre de consolidation.

Les impacts de première application de la norme IFRS 11 sont détaillés en note 1b. Conformément à IFRS 11, des comptes retraités ont été établis du fait du changement de méthode de consolidation pour les coentreprises détenues par le groupe. Les sociétés TARGOBANK Espagne et Banque CASINO, détenues à 50% par le groupe et anciennement consolidées par intégration proportionnelle, sont désormais consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

b) les amendements de :

- IAS 32, visant à clarifier les conditions d'application des critères de compensation des actifs et passifs financiers ;*
- IAS 39 sur la novation des dérivés. Cet amendement permet par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires ;*
- IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.*

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

2.1 Environnement économique du 1^{er} semestre 2014 : divergence des politiques monétaires

Les chemins de sortie de crise se sont précisés dans le courant du premier semestre, marquant des différences croissantes à travers le monde. L'Europe peine à trouver des ressorts d'activité, pénalisée par des efforts d'économie budgétaire toujours importants. Aux Etats-Unis, la reprise a été confirmée, mais reste toujours fragile. Même constat au Japon, où les politiques très accommodantes menées par le gouvernement semblent se diffuser dans l'économie, même si le schéma de croissance est fortement perturbé par la hausse de la TVA effective en avril. Enfin, les pays émergents continuent de souffrir des effets du resserrement monétaire enclenché en 2013 pour juguler les sorties de capitaux, mais les derniers indicateurs avancés annoncent la fin de la dégradation de la conjoncture.

Depuis le début de l'année, la zone euro a enfin sorti la tête de l'eau. Son rythme d'expansion est devenu positif au premier trimestre, et les dernières statistiques restent à un niveau encourageant. La fin des programmes d'aide internationale s'est faite sans heurt pour l'Irlande et le Portugal, qui ont bénéficié de l'intérêt grandissant des investisseurs en quête de rendements pour les obligations souveraines, même les plus risquées de la zone euro. Néanmoins, le risque de déflation a refait surface, du fait d'une poursuite de la décélération du taux d'inflation à des niveaux très faibles (0,5% en juin), et la dynamique globale reste toujours faible. Dans ce contexte, la Banque Centrale Européenne (BCE) a choisi de se montrer plus conciliante, en rassurant dans un premier temps sur sa capacité à agir si nécessaire, et en annonçant enfin des mesures d'assouplissement monétaire en juin. Celles-ci visent à soutenir l'activité de crédit dans la zone, via des mesures d'octroi de liquidité bon marché au système bancaire. Elle a par ailleurs abaissé son taux de dépôt en négatif, pour la première fois de son histoire.

Ces choix très prudents de la BCE se sont accompagnés d'une posture toujours conciliante de la Commission européenne vis-à-vis des plans budgétaires présentés dans le cadre du Semestre européen.

La France a notamment obtenu un satisfecit de Bruxelles, bien qu'elle peine à crédibiliser sa trajectoire de déficit. Certes, le gouvernement français a prouvé son volontarisme en promettant un vaste programme d'économies budgétaires d'ici 2017 (69 MM€). Il a par ailleurs confirmé un changement de discours plus favorable à la politique de l'« offre », en annonçant des réformes structurelles visant à soutenir la compétitivité des entreprises françaises, tout en renforçant les aides aux ménages les plus modestes. Mais, au regard des derniers indicateurs statistiques, la prévision du gouvernement (1% en 2014) apparaît trop optimiste. Les chiffres du premier trimestre sont en effet décevants, aussi bien sur le niveau d'activité (0% en comparaison trimestre), que sur les composantes : les seules contributions positives sont apportées par la variation des stocks, par nature volatile, et par les dépenses publiques. Un sentiment partagé par de nombreuses institutions (notamment Insee, Haut conseil des finances publiques et Cour des Comptes), et qui renforce la probabilité d'un nouveau dérapage budgétaire cette année.

Aux Etats-Unis, des conditions climatiques particulièrement difficiles ont pénalisé l'activité en fin d'année 2013 et début d'année 2014. Mais à mesure que l'effet climat se dissipait, de bonnes statistiques ont par la suite rassuré quant à la capacité de l'économie américaine à reprendre une dynamique positive. Néanmoins, les chiffres particulièrement dégradés pour le T1-2014, et une dualité toujours forte observée sur le marché du travail, ont encouragé la Fed à maintenir une posture très prudente. Par ailleurs, le secteur immobilier, fer de lance du modèle américain, peine à trouver un nouveau souffle malgré la dissipation des effets climatiques. Dans ce contexte, la banque centrale a maintenu un ton accommodant, afin de repousser dans le temps les anticipations de remontée des taux directeurs. Elle a toutefois poursuivi le ralentissement de ses achats d'actifs, à un rythme inchangé de 10 MM\$ de baisse après chaque réunion de politique monétaire.

Les pays émergents ont continué de souffrir, dans leur ensemble, des politiques restrictives mises en place courant de 2013 pour juguler les fuites de capitaux et réduire leur dépendance aux financements étrangers. Les freins à l'importation, notamment en Inde, pour redresser le solde courant, ou encore les hausses des taux directeurs particulièrement marquées au Brésil depuis le milieu de l'année 2013 ont en effet limité leur capacité de rebond. Les chiffres du premier trimestre font état d'un ralentissement généralisé dans ces pays. L'incapacité en début d'année de trois banques centrales (Argentine, Russie, Turquie) à tenir le cours de leur devise a par ailleurs mis en lumière les risques de crise de change. Dans

le courant du T2, les pays en développement ont néanmoins bénéficié d'une posture plus prudente de la Fed, permettant une accalmie sur leurs devises. Ce répit a été mis à profit par plusieurs pays pour accélérer les programmes de réformes structurelles, en regagnant en résilience et en attrait pour les investissements étrangers. Les enquêtes de confiance permettent désormais de tableer sur une stabilisation des rythmes de croissance.

En Chine, le gouvernement a confirmé sa volonté d'initier un tournant dans le modèle économique du pays. Il a notamment multiplié les initiatives visant à décourager la spéculation en autorisant les premières faillites d'entreprises, ou encore en assouplissant son contrôle sur le taux de change du renminbi qui s'est nettement déprécié. En contrepartie, le gouvernement est resté présent pour limiter tout risque de ralentissement en multipliant les mesures ciblées de soutien à l'économie incluant des plans de dépenses dans les infrastructures, ou encore le desserrement des contraintes sur les octrois de crédits.

Au Japon, les signaux conjoncturels ont été plutôt bien orientés depuis le début de l'année, donnant davantage de crédit à l'*Abenomics*, la stratégie économique du Premier Ministre. Ainsi, malgré le choc lié au rehaussement de la TVA effective le 1^{er} avril, la progression des salaires et l'amélioration de la confiance des agents japonais ont permis de laisser le bénéfice du doute à la Banque du Japon (BoJ) qui a pu décider d'un statu quo monétaire. Pour autant, l'inflation reste artificiellement gonflée par le renchérissement des taxes, et les exportations sont décevantes malgré la faiblesse du yen. Dans ce contexte, la BoJ a renforcé la pression sur le gouvernement pour qu'il prenne le relais de la politique monétaire. Dans cette lignée, le Premier Ministre Shinzo Abe a enfin détaillé en fin de semestre son programme de réformes structurelles, la « troisième flèche » de l'*Abenomics*.

Enfin au Royaume-Uni, les bonnes surprises se sont multipliées dans le courant du semestre sur le front conjoncturel. Par ailleurs, la progression rapide de l'endettement des ménages et l'érosion de leur épargne, ainsi que le renforcement des inquiétudes sur le gonflement d'une bulle immobilière au regard de la progression très marquée du prix des habitations, a fait craindre une action très rapide de la Banque d'Angleterre (BoE). Pour autant, l'institution a fait le choix d'agir via la réglementation. Elle a notamment choisi d'encadrer plus strictement le crédit immobilier via des mesures limitatives imposées aux banques. Ceci lui permet de temporiser, et éviter ainsi d'avoir à remonter trop rapidement ses taux directeurs.

Perspectives 2014 :

Au cours du second semestre, nous tablons sur une poursuite de l'amélioration de la dynamique de croissance dans les économies développées, parallèlement à une stabilisation dans le reste du monde. Plusieurs éléments pourraient compromettre ce scénario :

- l'absence d'accélération économique en zone euro, et le risque induit de déflation ;
- une poussée d'inquiétude sur le risque financier en Chine, qui impacterait les autres pays émergents par effet de contagion ;
- une déception importante quant à la volonté de réforme des gouvernements dans les pays émergents (notamment en Inde) ;
- une accélération trop rapide des anticipations de remontée des taux directeurs aux Etats-Unis, à mesure de la normalisation de la croissance, qui renforcerait les pressions haussières sur les taux souverains américains, et par effet d'entraînement sur les taux souverains de l'ensemble des pays développés ;
- un envenimement des conflits géopolitiques, notamment en Ukraine et en Irak, qui déclencherait de fortes pressions haussières sur les matières premières énergétiques.

2.2 Activité et résultats des groupes CM11-CIC et BFCM

Activité du Groupe

Porté par le dynamisme commercial de ses réseaux, le Groupe CM11-CIC affiche au premier semestre 2014 une hausse de son activité et de ses résultats. Le Groupe enregistre une hausse du nombre de ses clients, des crédits accordés et des dépôts. En particulier :

- Le Groupe CM11-CIC a acquis environ 160 500 nouveaux clients (dont 152 000 pour les réseaux bancaires) depuis le 30 juin 2013, portant leur nombre à plus de 22,6 millions au 30 juin 2014.
- Les encours de crédits à la clientèle ont progressé de près de 8 milliards d'euros par rapport au 30 juin 2013 pour atteindre 279,2 milliards d'euros au 30 juin 2014. La croissance de l'encours au 30 juin 2014 est portée par celle des crédits d'investissement (crédits d'équipement) et des crédits à l'habitat, en hausse respectivement de 4,9 % et de 3,0 % par rapport au 31 juin 2013.
- La progression de 7,6 % des dépôts de la clientèle par rapport au 30 juin 2013 résulte principalement des comptes courants (+13,0%), de l'épargne logement (+6,3%) et des dépôts sur compte à terme (+5,6%) comme sur livrets bleus (+2,8%). Les dépôts de la clientèle s'établissent ainsi à 230,5 milliards d'euros au 30 juin 2014.
- Depuis le 1^{er} juillet 2013, le Groupe a ajouté à son portefeuille, en base nette, 260 000 nouveaux contrats d'assurance, portant ainsi le nombre total de contrats souscrits à 25,98 millions au 30 juin 2014.

Le produit net bancaire de CM11-CIC en banque de détail s'inscrit en hausse à 4 680 millions d'euros (+ 1,7 %) par rapport au 30 juin 2013. Cet accroissement résulte de deux évolutions favorables : celle de la marge d'intérêt (+3,7%) grâce notamment à la baisse du taux du livret Bleu et A générant une baisse du coût des ressources et celle des commissions nettes encaissées. Ces dernières progressent de 1,7% portées par les commissions financières, les commissions sur les opérations monétaires et les commissions assurance.

S'agissant du métier Assurance, le nombre total de contrats émis s'élève à 25,98 millions, soit une augmentation brute de 1,0 % comparé au 30 juin 2013, et le chiffre d'affaires brut consolidé progresse de 2,3 % pour s'établir à 5,4 milliards d'euros, évolution qui s'explique par la poursuite du développement de l'ensemble des branches. La croissance des primes est surtout notable en assurance automobile (+ 3,3%) avec un niveau de primes semestriel de 402 millions d'euros et en assurance habitation (+7,6%) pour aboutir à 228 millions de primes. Dans les deux cas, les progressions sont proches du double de celles du marché et résultent d'un niveau important de production d'affaires nouvelles dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC depuis les 2-3 dernières années. Cette activité soutenue se conjugue avec des taux de résiliation contenus.

Les activités de financement et de marché affichent quant à elles un produit net bancaire en recul de 9,1 % dans un contexte de désintermédiation, de tensions sur les marges, de taux bas et de retour de liquidités dans les banques.

Résultats du Groupe

Le résultat net du Groupe au titre du premier semestre 2014 s'élève à 1 403 millions d'euros, en progression de 38,9%. Le tableau ci-dessous présente l'évolution des principaux éléments du compte de résultat du Groupe au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
	2014	2013 Comptes retraités	
Produit net bancaire	6 211	6 023	+3,1%
Charges générales d'exploitation et dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	(3 900)	(3 848)	+1,4%
Résultat brut d'exploitation	2 311	2 176	+6,2%
Coût du risque	(433)	(539)	(19,7%)
Résultat d'exploitation	1 878	1 636	+14,8%
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	76	(20)	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	4	0	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	(15)	ns
Résultat avant impôt	1 958	1 602	+22,2%
Impôt sur les sociétés	(554)	(591)	(6,3%)
Résultat net	1 403	1 010	+38,9%
Intérêts minoritaires	123	99	+24,2%
Résultat net - part du Groupe	1 280	911	+40,5%

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe CM11-CIC ressort à 6 211 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 6 023 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 3,1%. Les principaux éléments expliquant la variation du PNB du Groupe au 30 juin 2014 sont les suivants :

- Un accroissement de 7,8 % des revenus nets d'intérêts, qui passent de 2 985 millions d'euros au 30 juin 2013 à 3 217 millions d'euros au 30 juin 2014, hausse imputable à la baisse du taux du livret A et du livret B générant une baisse du coût des ressources d'une part et à la fin de la période d'amortissement de l'écart d'évaluation de Targobank Allemagne.
- Une stabilité des commissions nettes encaissées qui s'élèvent à 1 415 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 408 millions d'euros au 30 juin 2013.

La banque de détail et l'assurance représentent ensemble environ 87,8% du produit net bancaire du premier semestre 2014, contre 89,2 % du PNB du premier semestre 2013. Le tableau ci-dessous montre la répartition du produit net bancaire par activité. Une analyse du PNB et des autres éléments du compte de résultat par activité figure sous le titre « —Résultats par activité ».

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
	2014	2013 Comptes retraités	
Banque de détail	4 680	4 604	+1,7%
Assurance	773	770	+0,4%
Financements et marchés	410	452	(9,1%)
Banque privée	235	247	(5,1%)
Capital-développement	107	65	+64,4%
Logistique et holding	298	176	+69,9%
Interactivités	(292)	(289)	+0,9%
Total	6 211	6 024	+3,1%

La répartition géographique du produit net bancaire du Groupe montre la prédominance des activités de banque et d'assurance sur le marché domestique du Groupe, la France, qui représente environ 81 % du produit net bancaire du premier semestre 2014, soit une part légèrement inférieure à celle du premier semestre 2013, en raison de la croissance de l'activité dans les autres pays d'implantation. Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du Groupe par zone géographique au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation (30/06/2014/ 30/06/2013)
	2014	2013 Comptes retraités	
France	5 022	4 991	0,6%
Europe hors France	1 085	940	15,4%
Autres pays	104	92	+13,0%
Total	6 211	6 023	+3,1%

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation ressort à 2 311 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 2 176 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 6,2 %. Cette variation découle d'une bonne maîtrise des frais généraux combinée à la progression du PNB.

Le coefficient d'exploitation ressort à 62,8% au 30 juin 2014 contre 63,9% à fin juin 2013.

Les charges générales d'exploitation et les dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles totalisent 3 900 millions d'euros au 30 juin 2014, affichant une hausse de 1,4% qui s'explique par les éléments suivants :

- Charges de personnel baissent de 0,57% à 2 292 millions d'euros au 30 juin 2014. La quasi stabilité des effectifs moyens et le Crédit Impôt Compétitivité Emploi expliquent cette variation.
- Les autres charges générales d'exploitation (y compris amortissements et provisions) augmentent de 4,24 % pour atteindre 1 608 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 543 millions d'euros au 30 juin 2013. Les services extérieurs, qui sont constitués en grande partie de frais généraux, mais aussi de services professionnels tels que la publicité, représentent la majeure partie de ces charges, avec 1 124 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 071 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 4,9 %.

Coût du risque

Le coût du risque du Groupe s'affiche à 433 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 539 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 19,7 %. Le coût du risque s'établit à 0,33 % des encours de crédit à la clientèle au 30 juin 2014 contre 0,38 % au 30 juin 2013. Des précisions complémentaires sont apportées sous le titre « Analyse du coût du risque et des créances douteuses ».

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à 1 878 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 636 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une augmentation de 14,8% qui reflète pour l'essentiel la progression du produit net bancaire telle que décrite ci-dessus et la baisse du coût du risque.

Autres éléments du compte de résultat

Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence. La quote-part du Groupe dans le résultat net des entreprises mises en équivalence ressort à 76 millions d'euros au 30 juin 2014 contre une perte de 20 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette variation découle de essentiellement de

la plus-value réalisée dans le cadre de la cession de la totalité de la participation dans Banca Popolare di Milano en avril 2014.

Gains ou pertes sur autres actifs. Les gains ou pertes sur autres actifs du Groupe sont en hausse à 4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 0 million d'euros au 30 juin 2013, évolution essentiellement imputable à la plus-value réalisée dans le cadre de la cession d'un immeuble.

Impôt sur les sociétés. La charge nette d'impôt sur les sociétés du Groupe s'élève à 554 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 591 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 6,3 % qui s'explique notamment par le traitement fiscal de la cession des titres dans Banca Popolare di Milano.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe ressort à 1 403 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 010 millions d'euros au 30 juin 2013, en augmentation de 38,9 %. Cette hausse résulte des éléments indiqués ci-dessus et en premier lieu de l'amélioration du résultat d'exploitation.

Résultats par activité

Banque de détail

La banque de détail est de loin le secteur d'activité le plus important du Groupe. Au 30 juin 2014, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 75 % du métier de la banque de détail. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de la banque de détail au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		
	2014	2013 Comptes retraités	Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
Produit net bancaire	4 680	4 604	+1,7%
Frais de fonctionnement	(2 966)	(2 942)	+0,8%
Résultat brut d'exploitation	1 715	1 662	+3,2%
Coût du risque	(475)	(508)	(6,4%)
Gains ou pertes sur autres actifs	37	25	+51,7%
Résultat avant impôt	1 277	1 178	+8,3%
Impôt sur les sociétés	(434)	(401)	+8,2%
Résultat net	843	778	+8,4%

Au 30 juin 2014, le produit net bancaire de la banque de détail s'établit à 4 680 millions d'euros, en hausse de 1,7%. Cet accroissement résulte de deux évolutions favorables : celle de la marge d'intérêt (+3,7%) grâce notamment à la baisse du taux du livret Bleu et A générant une baisse du coût des ressources et celle des commissions nettes encaissées. Ces dernières progressent de 1,7% portées par les commissions financières, les commissions sur les opérations monétaires et les commissions assurance.

Le produit net bancaire des réseaux de CM11 et du CIC en banque de détail affiche une hausse de 2,6%, passant de 3 872 millions d'euros au 30 juin 2013 à 3 972 millions d'euros au 30 juin 2014, grâce à une amélioration des marges générée par la baisse du coût des ressources et l'augmentation des commissions.

Le PNB de Targobank Allemagne s'élève à 686 millions d'euros au 30 juin 2014, soit un accroissement de 1,3 % qui découle de la bonne évolution des commissions sur crédit.

Le PNB de Cofidis s'élève à 570 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 2,3 %, grâce à la croissance des encours et à de meilleures conditions de refinancement.

Les commissions nettes encaissées par la banque de détail représentent 35 % du produit net bancaire. Au premier semestre 2014, les commissions versées par le métier Assurance à la banque de détail au titre de la distribution des produits d'assurance avoisinent 488 millions d'euros.

Le résultat brut d'exploitation de la banque de détail ressort à 1 715 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 662 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 3,2 %. Les frais généraux affichent une augmentation de 0,8 % au cours du premier semestre 2014. Le coefficient d'exploitation de la banque de détail s'améliore à 63,35 % au 30 juin 2014 contre 63,9 % au 30 juin 2013 sous l'effet combiné de la hausse du PNB et de la bonne maîtrise des frais généraux.

Au premier semestre 2014, le coût du risque de la banque de détail affiche une baisse de 6,4 % par rapport au premier semestre 2013, essentiellement générée par les filiales intervenant sur le crédit à la consommation.

Ainsi, le résultat net de la banque de détail s'élève à 843 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 778 millions d'euros au 30 juin 2013, en croissance de 8,4 %.

Assurance

Au 30 juin 2014, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 12 % du métier Assurance. Le tableau ci-dessous détaille les éléments constitutifs du résultat du métier Assurance au 30 juin 2013 et 2014, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
	2014	2013	
Produit net bancaire	773	768	+0,7%
Frais de fonctionnement	(219)	(215)	+2,1%
Résultat brut d'exploitation	553	553	+0,1%
Coût du risque	0	0	ns
Autres produits/(pertes) nets	(17)	(44)	(62,0%)
Résultat avant impôt	537	509	+5,5%
Impôt sur les sociétés	(200)	(196)	+1,8%
Résultat net	337	312	+7,8%

Le PNB du métier Assurance s'élève à 773 millions d'euros au 30 juin 2014 affichant une progression de 0,7%.

- Les primes d'assurance progressent de 2,1 % pour atteindre 5,4 milliards d'euros au 30 juin 2014 sous l'effet d'un marché en croissance et d'une collecte nette de bon niveau en assurance-vie. Cette dernière totalise 1,1 milliard d'euros au premier semestre 2014. L'assurance de risques représente un chiffre d'affaires de 1 980 millions d'euros au 30 juin 2014, en hausse de 3,8 %. La croissance des primes est surtout notable en assurance automobile (+ 3,3%) avec un niveau de primes semestriel de 402 millions d'euros et en assurance habitation (+7,6%) pour aboutir à 228 millions de primes. Dans les deux cas, les progressions sont proches du double de celles du marché et résultent d'un niveau important de production d'affaires nouvelles dans les réseaux Crédit Mutuel et CIC depuis les 2-3 dernières années. L'assurance de personne progresse de 3,5% avec un chiffre d'affaires de 1 228 millions d'euros.

- Malgré la bonne tenue des fréquences des sinistres, les marges souffrent du fait de la baisse des taux d'actualisation, de l'inflation des sinistres corporels en assurance automobile et de l'épisode de grêle qu'a connu la France en juin.
- Ainsi, le PNB s'établit à 773 millions d'euros, soit une progression de 0,7 %. Les commissions sur ventes versées par le métier aux différents membres du réseau qui commercialisent ses produits d'assurance atteignent 566 millions d'euros au 30 juin 2014, en progression de 3 % par rapport au 30 juin 2013.

Au 30 juin 2014, les frais généraux ressortent à 219 millions d'euros et s'inscrivent en hausse de 2,1% par rapport au 30 juin 2013.

Les résultats du métier Assurance incluent également les charges nettes des autres activités pour un montant de 17 millions d'euros au 30 juin 2014 (charge nette de 44 millions au 30 juin 2013) du fait de la nouvelle contre-performance de la société marocaine RMA générant un contributif négatif de 25 millions d'euros.

Ainsi, le résultat net du métier Assurance totalise 337 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 312 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une progression de 7,8%.

Financements et marchés

Au 30 juin 2014, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 7 % des activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat des activités de financement et de marché au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
	2014	2013	
Produit net bancaire	410	452	(9,1%)
Frais de fonctionnement	(145)	(150)	(3,7%)
Résultat brut d'exploitation	266	301	(11,8%)
Coût du risque	42	(11)	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	0
Résultat avant impôt	308	290	+6,3%
Impôt sur les sociétés	(82)	(105)	(21,9%)
Résultat net	227	185	+22,2%

Banque de financement

Le produit net bancaire de la banque de financement ressort à 173 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 151 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 14,2 %. Cette augmentation découle de la baisse du coût des ressources influant positivement la marge d'intérêt.

Le résultat brut d'exploitation augmente à 125 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 102 millions d'euros au 30 juin 2013. Les frais généraux ont connu une baisse de 3,1 %, passant de 49 millions d'euros au 30 juin 2013 à 47 millions d'euros au 30 juin 2014.

Le coût du risque s'affiche à 4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 11 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une amélioration de 67,8 % liée notamment à des reprises de provisions collectives.

La charge d'impôt sur les sociétés s'élève à 39 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 30 millions d'euros au 30 juin 2013, en hausse de 30,7 %, en raison de la hausse du résultat d'exploitation.

Ainsi, le résultat net de la banque de financement s'inscrit en hausse à 82 millions d'euros contre 61 millions d'euros au 30 juin 2013.

Activités de marché

Le produit net bancaire des activités de marché totalise 238 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 300 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette baisse s'explique par la volonté du Groupe de réduire progressivement l'allocation des fonds propres à cette activité impliquant de ce fait une réduction des risques pris.

Le résultat brut d'exploitation s'élève à 140 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 199 millions d'euros au 30 juin 2013, en recul de 29,5 %.

Le coût du risque affichant une reprise de provision de 46 millions d'euros découlant essentiellement d'une amélioration du portefeuille RMBS à New York influe positivement sur le résultat d'exploitation.

Ainsi, le résultat avant impôt des activités de marché s'élève à 186 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 199 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une diminution de 6,2 %.

Après impôt, le résultat net ressort à 144 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 125 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 15,8% découlant essentiellement d'une reprise de provision pour risque de non récupération fiscale générant une économie d'impôt, poste qui passe de 74 millions d'euros à 42 millions au 30 juin 2014.

Banque privée

Au 30 juin 2014, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 4 % du métier de la banque privée. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de la banque privée au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation
	2014	2013	(30/06/2014 / 30/06/2013)
Produit net bancaire	235	247	(5,1%)
Frais de fonctionnement	(176)	(173)	+1,8%
Résultat brut d'exploitation	58	74	(21,2%)
Coût du risque	3	(3)	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	ns
Résultat avant impôt	62	71	(13,2%)
Impôt sur les sociétés	(18)	(21)	(16,0%)
Résultat net	44	51	(12,0%)

Le produit net bancaire du métier de la banque privée totalise 235 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 247 millions d'euros au 30 juin 2013, découlant d'une baisse de la marge d'intérêt et d'une stabilité des commissions nettes encaissées.

Le tableau ci-dessous fournit des indicateurs du niveau d'activité du métier de la banque privée au 30 juin 2014.

<i>(en milliards d'euros)</i>	30 juin 2014
Dépôts	17,1
Crédits	9,2
Epargne gérée	78,0

Les frais généraux s'élèvent à 176 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 173 millions d'euros au 30 juin 2013, une hausse de 1,8 %.

Au 30 juin 2014, le métier affiche un coût du risque positif de 3 millions d'euros

Ainsi, le résultat net de la banque privée s'élève à 44 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 51 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 12,0 %.

Capital-développement

Au 30 juin 2014, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 2 % du métier de capital-développement. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat du métier de capital-développement au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation
	2014	2013	(30/06/2014 / 30/06/2013)
Produit net bancaire	106	65	+64,4%
Frais de fonctionnement	(18)	(15)	+14,4%
Résultat brut d'exploitation	89	49	+80,2%
Coût du risque	0	0	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	ns
Impôt sur les sociétés	1	(1)	ns
Résultat net	89	48	+84,7%

La variation du PNB découle des cessions intervenues en 2014 et dont le prix de cession était supérieur à la dernière valorisation datant du 31 décembre 2013.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des investissements et des capitaux gérés par ce secteur au 30 juin 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin 2014
Montant total des investissements effectués par le Groupe au cours du semestre	123
Cumul des capitaux investis par le Groupe ⁽¹⁾	1 735
Valeur du portefeuille du Groupe, hors capitaux gérés pour compte de tiers	1 932
Capitaux gérés pour compte de tiers ³	377

(1) Dont 83 % investis dans des sociétés non cotées, le solde correspondant à des fonds et à des sociétés cotées.

Au 30 juin 2014, les frais généraux affichent une hausse de 14,4 % par rapport au 30 juin 2013, et le résultat net du métier de capital-développement atteint 89 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 48 millions d'euros au 30 juin 2013, conséquence des facteurs décrits ci-dessus.

Logistique et holding

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		Variation
	2014	2013	(30/06/2014 / 30/06/2013)
Produit net bancaire	298	176	+69,9%
Frais de fonctionnement	(668)	(639)	+4,5%
Résultat brut d'exploitation	(370)	(464)	(20,2%)
Coût du risque	(3)	(17)	(82,3%)
Gains ou pertes sur autres actifs	59	(15)	ns
Résultat avant impôt	(314)	(496)	(36,7%)
Impôt sur les sociétés	178	132	+34,6%
Résultat net	(137)	(364)	(62,5%)

Les activités logistique et holding enregistrent un produit net bancaire de 298 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 176 millions d'euros au 30 juin 2013. Ces chiffres s'expliquent comme suit :

- Les activités « logistique et divers » du Groupe affichent un produit net bancaire de 679 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 653 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une

hausse de 3,9%. Cette variation découle principalement de l'amélioration des marges commerciales enregistrées au niveau d'Euro Information et de ses filiales

- Les activités « holding » du Groupe enregistrent un produit net bancaire négatif de 381 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 478 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette évolution s'explique principalement par la fin de la période d'amortissement de l'écart d'évaluation de Targobank Allemagne.

Les frais généraux s'élèvent à 668 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 639 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 4,5 % qui résulte de l'augmentation des charges d'exploitation engendrées par les développements informatiques nécessaires à l'internationalisation du système d'information.

Le coût du risque de ces activités ressort à 3 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 17 millions d'euros au 30 juin 2013. La baisse est essentiellement liée à la fin de la période d'amortissement de l'écart d'évaluation de Targobank Allemagne

Ainsi, la perte nette des activités logistique et holding atteint 137 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 364 millions d'euros au 30 juin 2013.

Analyse du coût du risque et des créances douteuses

Le coût du risque atteint 433 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 539 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une baisse de 19,8 %. L'ensemble des métiers du Groupe a contribué à cette amélioration et plus particulièrement les métiers du crédit à la consommation ainsi que l'activité RMBS à New York. Les risques avérés ressortent à 439 millions d'euros (-14,4% par rapport au 30 juin 2013) et les provisions collectives affichent une reprise de 6 millions d'euros contre une charge de 27 millions au 30 juin 2013.

Le coût du risque du Groupe résultant des activités courantes est relativement limité en raison de la nature de son modèle économique fondé sur la banque de détail, de son approche prudente en matière de prise de risque et de la rigueur adoptée pour gérer et surveiller les risques. Le coût du risque clientèle global s'élève à 0,33% contre 0,38% en juin 2013. Le coût du risque enregistré concerne essentiellement la banque de détail qui constitue le métier le plus important du Groupe.

Le premier semestre 2014 a également été marqué par une hausse de la proportion des créances douteuses au sein du portefeuille global du Groupe. Le tableau ci-dessous synthétise les données du Groupe relatives aux créances douteuses et aux provisions pour créances irrécouvrables du premier semestre 2013 et du premier semestre 2014 (les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué) :

<i>(en milliards d'euros)</i>	30 juin 2014	30 juin 2013
Montant brut de l'encours de crédits à la clientèle	287,9	278,7
Créances douteuses	12,9	11,6
Provisions pour dépréciation des créances	8,7	7,4
Ratio des créances douteuses (créances douteuses/montant brut des crédits à la clientèle)	4,51%	4,20 %
Ratio de couverture des créances douteuses	66,9%	63,08 %

Résultats du Groupe BFCM

Les résultats du Groupe BFCM au titre du premier semestre 2014 ont été portés par les mêmes facteurs qui ont influé sur les résultats du Groupe CM11-CIC. Le tableau ci-dessous présente les chiffres clés du Groupe BFCM pour le premier semestre 2013 et le premier semestre 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		
	2014	2013 Comptes retraités	Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
Produit net bancaire	4 406	4 239	+3,9%
Charges générales d'exploitation et dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	(2 710)	(2 678)	+1,2%
Résultat brut d'exploitation	1 696	1 561	+8,7%
Coût du risque	(364)	(475)	(23,3%)
Résultat d'exploitation	1 332	1 086	+22,7%
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	89	(11)	ns
Gains ou pertes sur autres actifs	1	0	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	(15)	ns
Résultat avant impôt	1 421	1 060	+34,1%
Impôt sur les sociétés	(365)	(398)	(8,4%)
Résultat net	1 056	661	+59,7%
Intérêts minoritaires	160	132	+21,2%
Résultat net - part du groupe	896	529	+69,4%

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe BFCM ressort à 4 406 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 4 239 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 3,9%. Les principaux éléments expliquant cette évolution du PNB du Groupe BFCM entre le premier semestre 2013 et le premier semestre 2014 sont détaillés ci-dessous et résultent de facteurs identiques à ceux qui ont touché le Groupe :

- Une progression de 10,0 % des revenus nets d'intérêts qui représentent 2 223 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 2 020 millions d'euros au 30 juin 2013. Cette progression plus élevée que dans le Groupe CM11-CIC provient du fait que les marges de la BECM et du CIC sont plus élevées que celles observées au sein du réseau CM11.
- Une augmentation de 1,6 % des commissions nettes encaissées, qui passent de 1 031 millions d'euros au 30 juin 2013 à 1 047 millions d'euros au 30 juin 2014, hausse principalement imputable à la progression des commissions nettes perçues par le réseau bancaire.

La banque de détail représente l'activité la plus importante du Groupe BFCM, suivie par l'assurance et les activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous montre la répartition du produit net bancaire par activité. Se reporter au titre « Résultats par activité » pour obtenir une analyse du produit net bancaire et des autres éléments du compte de résultat par activité.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		
	2014	2013 Comptes retraités	Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
Banque de détail	3 109	3 045	+2,1%
Assurance	747	723	+3,4%
Financements et marchés	410	452	(9,1%)
Banque privée	235	247	(5,1%)
Capital-développement	107	65	+64,4%
Logistique et holding	(166)	(258)	(35,6%)
Interactivités	(35)	(35)	+1,6%
Total	4 406	4 239	+3,9%

Le produit net bancaire du Groupe BFCM au 30 juin 2014 ressort en hausse de 3,9 % par rapport au 30 juin 2013, essentiellement du fait de la bonne évolution de la marge d'intérêt (+10,1%) et des commissions nettes perçues (+1,6%).

La banque de détail contribue à hauteur de 71% au PNB du Groupe BFCM et progresse favorablement de +2,1% à 3 109 millions d'euros grâce à la bonne évolution de la marge d'intérêt (+2,9%) et des commissions nettes perçues (+2,1%). La baisse du coût des ressources influe favorablement sur la marge d'intérêt. L'évolution des commissions s'explique par la bonne progression des commissions sur crédits, des commissions financières découlant notamment des opérations de bourse et des commissions assurances.

Au niveau de l'assurance, le chiffre d'affaires progresse de 2,5% à 5,2 milliards d'euros sous l'effet d'un marché en croissance et d'une collecte nette de bon niveau en assurance-vie. Cette dernière totalise 1,3 milliard d'euros au premier semestre 2014. Le produit net d'assurance progresse de 3,4% à 747 millions d'euros.

Les PNB des métiers Financements et marchés, Banque privée et Capital-développement figurent de manière identique dans le périmètre de consolidation des Groupes CM11-CIC et BFCM, de sorte que les commentaires en infra restent pertinent dans cette partie.

Le PNB du métier Logistique et Holding, quoique toujours négatif, s'améliore de 91,9 millions d'euros à (166) millions au 30 juin 2014. Cette amélioration s'explique essentiellement par la fin de la période d'amortissement de l'écart d'évaluation de Targobank Allemagne.

La France représentait environ 74 % du produit net bancaire du Groupe BFCM au 30 juin 2014 contre 76 % au 30 juin 2013. Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du Groupe BFCM par zone géographique au 30 juin 2013 et 2014.

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin		
	2014	2013 Comptes retraités	Variation (30/06/2014 / 30/06/2013)
France	3 255	3 206	+1,5%
Europe hors France	1 047	940	+11,4%
Autres pays	104	92	+13,0%
Total	4 406	4 239	+3,9%

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe BFCM s'élève à 1 696 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 561 millions d'euros au 30 juin 2013, en progression de 8,7%. Les frais généraux s'élèvent à 2 710 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 2 678 millions d'euros au 30 juin 2013, soit une hausse de 1,2%. Le coefficient d'exploitation du Groupe BFCM s'inscrit en hausse à 61,5% au 30 juin 2014 contre 63,2 % au 30 juin 2013.

Le résultat brut d'exploitation de la banque de détail ressort à 1 181 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 129 millions d'euros au 30 juin 2013, en progression de 4,7%. Le coefficient d'exploitation de la banque de détail s'améliore à 62,0% au 30 juin 2014 contre 62,9% au 30 juin 2013, amélioration qui reflète les évolutions analysées précédemment pour les activités de banque de détail du Groupe CM11-CIC.

Coût du risque

En données réelles et sur une base comparable, le coût du risque du Groupe BFCM s'élève à 364 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 475 millions d'euros au 30 juin 2013, en amélioration de 23,5%. Les raisons de cette amélioration sont en grande partie les mêmes que celles exposées pour le Groupe CM11-CIC.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe BFCM s'élève à 1 332 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 1 086 millions d'euros au 30 juin 2013, en progression de 22,7%. L'amélioration du produit net bancaire, la maîtrise des frais généraux et l'amélioration du coût du risque explique cette évolution favorable.

Résultat net

Le résultat net part du groupe du Groupe BFCM ressort à 896 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 529 millions au premier semestre 2013, soit une progression de 69,4%.

Opérations avec les entités du Groupe CM11-CIC

Au 30 juin 2014, le résultat brut d'exploitation du Groupe BFCM est issu, à hauteur de 318 millions d'euros, d'opérations réalisées avec des entités du Groupe CM11-CIC ne faisant pas partie du Groupe BFCM (principalement les Caisses locales et la CF de CM). Au 30 juin 2013, les opérations réalisées avec des entités du Groupe CM11-CIC ont généré un résultat brut d'exploitation de 372 millions d'euros. La baisse de 14,5% s'explique principalement par de la diminution du financement des Caisses locales qui ont augmenté la part de leurs besoins financés par le biais des dépôts.

Les revenus nets d'intérêts issus de ces opérations totalisent 402 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 456 millions d'euros au 30 juin 2013. Au 30 juin 2014, les encours de crédits accordés aux entités du Groupe CM11 ne faisant pas partie du Groupe BFCM s'établissent à 35,2 milliards d'euros (36,7 milliards d'euros au 30 juin 2013). Les commissions nettes versées s'élèvent à 94 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 88 millions d'euros au 30 juin 2013.

Les produits nets des autres activités enregistrés par ces entités ressortent à 31 millions d'euros au 30 juin 2014, contre 22 millions d'euros au 30 juin 2013.

2.3 Situation financière du Groupe CM11-CIC au 30 juin 2014

Les analyses qui suivent portent sur la situation financière du Groupe CM11-CIC au 30 juin 2014 et au 31 décembre 2013.

Le total du bilan du Groupe CM11-CIC s'est accru de 4,7 % au 30 juin 2014 par rapport au 31 décembre 2013, reflétant les éléments suivants.

Actifs

Synthèse. Les actifs consolidés du Groupe s'établissent à 532,9 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 509,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 4,7%.

Cette hausse de 4,7 % du total des actifs découle de plusieurs éléments : accroissement des créances sur les banques centrales (+ 4,7 milliards d'euros, soit + 23,3 %), des prêts et créances sur les établissements de crédit 4,7 milliards d'euros, soit 11,8 %), des actifs financiers disponibles à la vente (+ 8,8 milliards d'euros, soit + 10,1 %) et des prêts et créances sur la clientèle (+ 4,8 milliards d'euros, soit + 1,7 %).

Actifs financiers à la juste valeur par résultat. Les actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent les instruments financiers détenus à des fins de transaction (y compris les instruments dérivés) et certains actifs financiers désignés par le Groupe à la juste valeur par résultat à la date de leur acquisition (y compris les titres du métier de capital-développement). Ces actifs sont réévalués à leur juste valeur lors de chaque arrêté.

Le montant total des actifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 41,9 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 42,4 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une baisse de 1,2 %. Les actifs financiers à la juste valeur par résultat représentent 8 % du total des actifs du Groupe au 30 juin 2014.

Prêts et créances sur les établissements de crédit. Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont constitués des dépôts à vue, des prêts interbancaires et des prises en pension de titres. Les prêts et créances sur les établissements de crédit atteignent 44,6 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 39,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013, un accroissement de 11,8 % qui découle principalement de la hausse des prêts et des pensions.

Prêts et créances sur la clientèle. Les prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 279,2 milliards d'euros au 30 juin 2014, contre 274,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une hausse de 1,7 %. Cette croissance s'explique principalement par la hausse des crédits à l'habitat.

Actifs financiers disponibles à la vente. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres à revenu fixe ou variable qui ne peuvent être classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat ni en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont réévalués en fonction de leur valeur de marché ou d'une valeur similaire lors de chaque arrêté et la variation de valeur en résultant est enregistrée directement en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente totalisent 96,8 milliards d'euros au 30 juin 2014, contre 87,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des titres assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au bilan au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et se répartissent dans deux catégories : les certificats de dépôt négociables et les obligations. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance totalisent 12,6 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 12,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 4,7 %.

Passifs (hors capitaux propres)

Synthèse. Les passifs consolidés du Groupe s'établissent à 532,9 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 509,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Ces passifs comprennent des dettes subordonnées à hauteur de 6,6 milliards d'euros au 30 juin 2014 et 5,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013. L'augmentation du total des passifs au cours du premier semestre 2014 résulte principalement de : la hausse des dettes envers les établissements de crédit de 2,6 milliards (+14,0%), l'augmentation des dettes représentées par un titre de 10,8 milliards d'euros (+10,9 %), la progression des provisions techniques des contrats d'assurance de 4,6 milliards d'euros (+5,9 %) et la hausse des dettes envers la clientèle (dépôts principalement) de 2 milliards d'euros (+0,9 %).

Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Le montant total des passifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 30,3 milliards d'euros au 30 juin 2014, en baisse de 1,6 %.

Dettes envers les établissements de crédit. Les dettes envers les établissements de crédit s'élèvent à 21,6 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 18,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une progression de 14 % qui résulte de la hausse des pensions.

Dettes envers la clientèle. Les dettes envers la clientèle sont essentiellement constituées des dépôts à vue, des comptes à terme, des comptes d'épargne réglementée et des mises en pension de titres. Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 230,5 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 228,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Ces montants incluent les dépôts de la SFEF (institution française créée à l'initiative de l'Etat français en vue de fournir des liquidités au plus fort de la crise financière). Hors dépôts SFEF, les dettes envers la clientèle ressortent à 230,3 milliards d'euros au 30 juin 2014 contre 214,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Les principales évolutions se situent au niveau des comptes courants, de l'épargne logement, des comptes à terme et des livrets bleu et A.

Dettes représentées par un titre. Les dettes représentées par un titre sont constituées des certificats de dépôt négociables et des émissions obligataires. Les dettes représentées par un titre sont en hausse de 10,9 % à 108,9 milliards d'euros au 30 juin 2014. Une présentation des programmes d'émission de titres du Groupe figure sous le titre « —Liquidité et refinancement ».

Provisions techniques des contrats d'assurance. Les provisions techniques des contrats d'assurance affichent une hausse de 5,9 % à 81,6 milliards d'euros au 30 juin 2014.

Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres consolidés part du Groupe représentent 31,3 milliards d'euros au 30 juin 2014, contre 29,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Les variations de la juste valeur des titres disponibles à la vente ont un impact positif de 493 millions d'euros sur les capitaux propres consolidés part du Groupe au 30 juin 2014.

Les intérêts minoritaires ressortent à 2 428 millions d'euros au 30 juin 2014 contre 2 436 millions d'euros au 31 décembre 2013.

Liquidité et refinancement

Au 30 juin 2014, le Groupe dispose d'une position solide en matière de liquidité, qui résulte d'une politique axée sur le refinancement de l'activité de banque de détail du Groupe par le biais des dépôts essentiellement. En outre, la BFCM procède régulièrement à des émissions obligataires qui sont placées sur le marché domestique auprès des clients du réseau bancaire du Groupe.

Au cours du 1er semestre 2014, la BFCM a émis pour 11,8 milliards d'euros de ressources externes à moyen et long terme, soit 69% de son programme de refinancement prévisionnel pour 2014. Le total des ressources levées comprend 8,8 milliards d'euros d'émissions obligataires non garanties, de dépôts et d'autres instruments négociables à moyen et long terme et 3 milliards d'euros d'obligations garanties (covered bonds) mais n'inclut pas d'émissions placées par l'intermédiaire des réseaux bancaires.

Les ressources collectées sur les marchés s'élèvent à 120,4 milliards d'euros à fin juin 2014 se répartissant en 47,2 milliards de dettes à court terme et 73,2 milliards de dettes à moyen long terme.

Au 30 juin 2014, la réserve de liquidité du Groupe, instantanément mobilisable, est de 90 milliards d'euros (76 milliards d'euros à fin 2013), soit largement plus d'un an de marge de manœuvre par rapport aux ressources de marché.

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa liquidité, le Groupe s'est attaché à diminuer le ratio crédits/dépôts. En effet, dans le contexte de marché actuel, les dépôts représentent une ressource de financement à court terme plus stable que les instruments de marché et bénéficieront d'un traitement prudentiel plus favorable dans les années à venir. Au 30 juin 2014, l'encours de crédits à la clientèle du Groupe s'élève à 279,2 milliards d'euros et les dépôts de la clientèle (hors dépôts SFEF) s'établissent à 230,3 milliards d'euros, ce qui correspond à un ratio crédits/dépôts de 1,21x.

Exposition à la dette souveraine européenne

Le tableau ci-dessous présente au 30 juin 2014 l'exposition du Groupe aux dettes souveraines les plus fragiles :

<i>(en millions d'euros)</i>	30 juin
	2014
Portugal	76
Irlande	101
<i>Total des expositions sur le Portugal et l'Irlande</i>	177
Italie	3 469
Espagne	194
<i>Total des expositions sur l'Italie et l'Espagne*</i>	3 663

() Expositions souveraines du portefeuille bancaire*

Au 30 juin 2014, l'ensemble des titres représentatifs de la dette publique du Portugal et de l'Irlande qui étaient détenus par le Groupe représentait environ 0,6 % de ses fonds propres. Des informations complémentaires concernant l'exposition du Groupe à la dette souveraine européenne sont fournies dans la note 7b des états financiers du premier semestre 2014 du Groupe CM11-CIC.

Ratios d'adéquation des fonds propres

Au 30 juin 2014, les capitaux propres comptables et TSS s'élèvent à 35,1 milliards d'euros et les fonds propres prudentiels CET1 à 25,2 1 milliards. Le ratio de solvabilité core equity tier one ressort à 14,07%², l'un des meilleurs au niveau européen, facilitant ainsi l'accès aux marchés financiers, le ratio global étant de 17,70%.

¹ *Fonds propres prudentiels CET1 provisoires au 30 juin 2014. Les fonds propres Tier one provisoires s'élèvent à 26,9 Mds.*

² *Ratio de fonds propres CET1 provisoire au 30/06 2014, avec mesures transitoires. Le ratio de fonds propres CET1 « plein » provisoire s'élève à 14,04%.*

3. Etats financiers consolidés au 30 juin 2014 du Groupe CM11-CIC

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Bilan actif - IFRS

En millions	30.06.2014	31.12.2013 comptes retraités*	Notes
Caisse, Banques centrales	24 989	20 260	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	41 867	42 357	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	3 535	2 767	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	96 789	87 943	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	44 551	39 866	4a
Prêts et créances sur la clientèle	279 208	274 451	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	589	563	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	12 559	12 000	9
Actifs d'impôts courants	1 110	1 321	12a
Actifs d'impôts différés	931	1 047	12b
Comptes de régularisation et actifs divers	14 761	14 425	13a
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 461	2 576	14
Immubles de placement	1 735	1 649	15
Immobilisations corporelles	2 845	2 887	16a
Immobilisations incorporelles	988	1 053	16b
Ecart d'acquisition	3 993	4 042	17
Total de l'actif	532 911	509 207	

Bilan passif - IFRS

En millions	30.06.2014	31.12.2013 comptes retraités*	Notes
Banques centrales	442	460	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	30 342	30 826	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	4 258	3 811	6a,5c,6c
Dettes envers les établissements de crédit	21 565	18 920	4b
Dettes envers la clientèle	230 490	228 486	8b
Dettes représentées par un titre	108 917	98 156	18
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-2 565	-2 341	6b
Passifs d'impôts courants	578	574	12a
Passifs d'impôts différés	1 026	939	12b
Comptes de régularisation et passifs divers	13 816	12 826	13b
Provisions techniques des contrats d'assurance	81 598	77 039	19
Provisions	2 142	2 008	20
Dettes subordonnées	6 573	5 505	21
Capitaux propres	33 730	31 997	
Capitaux propres - Part du Groupe	31 301	29 561	
Capital et réserves liées	5 847	5 759	22a
Réserves consolidées	22 966	21 081	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 208	710	22b
Résultat de l'exercice	1 280	2 011	
Capitaux propres - Intérêts minoritaires	2 428	2 436	
Total du passif	532 911	509 207	

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions	30.06.2014	30.06.2013 comptes retraités*	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	8 026	8 180	24
Intérêts et charges assimilées	-4 809	-5 196	24
Commissions (produits)	1 860	1 844	25
Commissions (charges)	-445	-435	25
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	58	-37	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	48	185	27
Produits des autres activités	7 658	7 336	28
Charges des autres activités	-6 186	-5 853	28
Produit net bancaire IFRS	6 211	6 023	
Charges générales d'exploitation	-3 660	-3 606	29a,29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-240	-241	29c
Résultat brut d'exploitation IFRS	2 311	2 176	
Coût du risque	-433	-539	30
Résultat d'exploitation IFRS	1 878	1 636	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	76	-20	14
Gains ou pertes sur autres actifs	4	0	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	-15	32
Résultat avant impôt IFRS	1 958	1 602	
Impôts sur les bénéfices	-554	-591	33
Résultat net	1 403	1 010	
Intérêts Minoritaires	123	99	
Résultat net (part du Groupe)	1 280	911	

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions	30.06.2014	30.06.2013 comptes retraités*	Notes IFRS
Résultat net	1 403	1 010	
Ecart de conversion	9	-5	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	546	90	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	3	58	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	11	4	
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	569	140	
- Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	-11	-7	
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	-11	-7	22c,22d
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 961	1 150	
<i>Dont part du Groupe</i>	<i>1 778</i>	<i>1 032</i>	
<i>Dont intérêts minoritaires</i>	<i>183</i>	<i>118</i>	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Ecart de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Ecart actuariels				
Capitaux propres au 31 décembre 2012	5 808	0	19 627	-2	514	-80	-163	1 622	27 326	2 441	29 767
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 622					-1 622	0		0
Augmentation de capital	-6		-158						-6		-6
Distribution de dividendes									-158		-244
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle											-89
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-6	0	1 464	0	0	0	0	-1 622	-163	-175	-339
Résultat consolidé de la période								911			1 010
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente									136		155
Variation des écarts actuariels									-7		-7
Variation des taux de conversion				-8					-8		-8
Sous-total	0	0	0	-8	97	39	-7	911	1 032	118	1 150
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			-25						-25		-25
Autres variations			0						0		0
Capitaux propres au 30 Juin 2013	5 802	0	21 066	-10	611	-41	-170	911	28 170	2 384	30 553
Affectation du résultat de l'exercice précédent									0		0
Augmentation de capital	-43								-43		-43
Distribution de dividendes									0		0
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle				-10					-10		-29
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	-43	0	-10	0	0	0	0	0	-53	-36	-89
Résultat consolidé de la période								1 100			1 204
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente									302		311
Variation des écarts actuariels									14		14
Variation des taux de conversion				-12					-12		-12
Sous-total	0	0	0	-12	302	0	14	1 100	1 404	113	1 517
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires			25						25		25
Autres variations									16		16
Capitaux propres au 31 décembre 2013	5 759	0	21 081	-22	913	-25	-156	2 011	29 561	2 436	31 997
Affectation du résultat de l'exercice précédent			2 011					-2 011	0		0
Augmentation de capital	88								88		88
Distribution de dividendes									-137		-218
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle									46		56
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	88	0	1 920	0	0	0	0	-2 011	-3	-184	-187
Résultat consolidé de la période								1 280			1 403
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente									494		555
Variation des écarts actuariels									-10		-12
Variation des taux de conversion				14					14		15
Sous-total	0	0	0	14	493	1	-10	1 280	1 778	183	1 961
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires									0		0
Autres variations			-35						-35		-42
Capitaux propres au 30 Juin 2014	5 847	0	22 966	-8	1 406	-24	-166	1 280	31 301	2 428	33 730

(1) Les réserves sont constituées au 30 Juin 2014 par la réserve légale pour 256 M€, les réserves statutaires pour 3739 M€, et les autres réserves pour 18971 M€.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

	1er semestre 2014	1er semestre 2013 comptes retraités*
Résultat net	1 403	1 010
Impôt	554	591
Résultat avant impôts	1 958	1 601
+/- Dotations nettes aux amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	239	236
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	5	-2
+/- Dotations nettes aux provisions	4 760	23
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	76	-20
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	-8	-9
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	821	1 120
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	5 893	1 348
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-672	-10 011
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 350	-2 979
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-805	680
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	801	-684
- Impôts versés	-380	-383
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-4 406	-13 378
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	3 445	-10 428
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-946	-264
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-104	-595
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-84	-178
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-1 134	-1 037
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-130	-249
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	4 446	587
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	4 316	338
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE	31	27
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	6 659	-11 101
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	3 445	-10 428
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 134	-1 037
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 316	338
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	31	27
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</u>	<u>20 187</u>	<u>21 663</u>
Caisse, banques centrales, CCP	19 799	10 068
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	388	11 595
<u>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</u>	<u>26 846</u>	<u>10 563</u>
Caisse, banques centrales, CCP	24 547	9 294
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	2 299	1 268
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	6 659	-11 101

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

1a - Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 12, et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le document de référence 2013. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Depuis le 1er janvier 2014, sont appliqués :

- les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation, qui introduisent notamment les évolutions suivantes :
 - un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle, avec une définition unique du contrôle applicable à tout type d'entité (« classique » ou « ad hoc ») ;
 - un guide d'application pour les situations où le contrôle est plus difficile à apprécier ;
 - la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence ;
 - de nouvelles informations à fournir dans les comptes annuels sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, coentreprises, entités associées, SPV, entités non consolidées) ;

La première application de la norme IFRS 10 n'a pas eu d'impact sur les comptes du groupe au 30 juin 2014. En effet, les analyses effectuées en liaison avec l'application d'IFRS 10 ont permis de recenser notamment des OPCVM figurant à l'actif des sociétés d'assurance. L'impact de la consolidation des entités recensées étant considéré comme non significatif au niveau du groupe, celles-ci n'ont pas été intégrés au périmètre de consolidation.

Les impacts de première application de la norme IFRS 11 sont détaillés en note 1b. Les nouvelles informations requises par la norme IFRS 12 seront présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés du 31 décembre 2014.

- les amendements de :

- IAS 32, visant à clarifier les conditions d'application des critères de compensation des actifs et passifs financiers ;
- IAS 39 sur la novation des dérivés. Cet amendement permet par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires ;
- IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Texte applicable en 2015 :

L'interprétation IFRIC 21 précise la date de comptabilisation des taxes (autres que celles qui sont comptabilisées en application d'une autre norme qu'IAS 37 comme par exemple l'impôt sur les résultats comptabilisé en application d'IAS 12). Elle a pour principale conséquence l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur est une date unique (dans les comptes intermédiaires, ce texte ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers).

1b - Impacts de 1ère application de la norme IFRS 11

Conformément à IFRS 11, des comptes retraités ont été établis du fait du changement de méthode de consolidation pour les coentreprises détenues par le groupe. Les sociétés TARGOBANK Espagne et Banque CASINO, détenues à 50% par le groupe et anciennement consolidées par intégration proportionnelle, sont désormais consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Les impacts en 2013 sont les suivants :

- Total actif -1 050 M€, dont : Caisse Banque centrale -8 M€ ; Actifs financiers disponibles à la vente -55 M€ ; Prêts et créances sur les établissements de crédits +283 M€ ; Prêts et créances sur la clientèle -1 410 M€ ; Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux +1 M€ ; Actifs d'impôts courants -1 M€ ; Actifs d'impôts différés -16 M€ ; Comptes de régularisation et actifs divers -32 M€ ; Actifs non courants destinés à être cédés -4 M€ ; Participations dans les entreprises mises en équivalence +413 M€ ; Immobilisations corporelles -8 M€ ; Immobilisations incorporelles -2 M€ ; Ecart d'acquisition -209 M€.

- Total passif -1 050 M€, dont : Passifs financiers à la juste valeur par résultat -54 M€ ; Dettes envers les établissements de crédit -148 M€ ; Dettes envers la clientèle -825 M€ ; Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux +1 M€ ; Passifs d'impôts courants -6 M€ ; Comptes de régularisation et passifs divers -16 M€ ; Provisions -1 M€.

- Résultat net au 30 juin 2013 +0 M€, dont : Intérêts et produits assimilés -40 M€ ; Intérêts et charges assimilés +12 M€ ; Commissions (produits) -15 M€ ; Commissions (charges) +2 M€ ; Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat -1 M€ ; Produits des autres activités +2 M€ ; Charges des autres activités +1 M€ ; Charges générales d'exploitation +23 M€ ; Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles +1 M€ ; Coût du risque +11 M€ ; Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence +4 M€ ; Gains ou pertes sur autres actifs -2 M€ ; Impôts sur les bénéfices +1 M€.

Les comptes présentés ci-dessous ont été retraités de cette nouvelle norme.

NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

• La banque de détail regroupe le réseau des caisses de Crédit Mutuel CM11, banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Cofidis, Banco Popular Espanol, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective, épargne salariale, immobilier.

• L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel.

• Les activités de financement et de marché regroupent :

a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;

b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.

• Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

• Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.

• La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

2a- Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2014	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	4 680	773	410	235	107	298	-292	6 211
Frais généraux	-2 966	-219	-145	-176	-18	-668	292	-3 900
Résultat brut d'exploitation	1 715	553	266	58	89	-370	0	2 311
Coût du risque	-476		43	4	0	-3		-433
Gains sur autres actifs	37	-17		0		59		80
Résultat avant impôts	1 276	537	308	62	89	-314	0	1 957
Impôt sur les sociétés	-434	-200	-82	-18	1	178		-554
Résultat net comptable	843	337	227	45	90	-137	0	1 403
Minoritaires								123
Résultat net part du groupe								1 280

30.06.2013	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développement	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	4 604	770	452	247	65	176	-289	6 024
Frais généraux	-2 942	-217	-150	-173	-16	-639	289	-3 848
Résultat brut d'exploitation	1 662	553	301	74	49	-464	0	2 176
Coût du risque*	-508		-11	-3		-17		-539
Gains sur autres actifs	25	-44				-15		-35
Résultat avant impôts	1 179	509	290	72	49	-496	0	1 602
Impôt sur les sociétés	-401	-196	-105	-21	-1	132		-591
Résultat net comptable	778	312	185	51	48	-364	0	1 010
Minoritaires								99
Résultat net part du groupe								912

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2014				30.06.2013			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire	5 022	1 085	104	6 211	4 991	940	92	6 023
Frais généraux	-3 144	-716	-41	-3 900	-3 139	-671	-38	-3 848
Résultat brut d'exploitation	1 878	369	64	2 311	1 852	269	54	2 176
Coût du risque	-365	-124	55	-433	-380	-169	10	-539
Gains sur autres actifs **	81	10	-11	79	-9	-5	-20	-35
Résultat avant impôts	1 594	255	108	1 958	1 463	95	43	1 602
Résultat net global	1 133	183	87	1 403	924	68	18	1 010
Résultat net part du Groupe	1 035	159	87	1 280	843	47	22	911

* USA, Singapour, Tunisie et Maroc

** 20,8% du PNB (hors activités logistique et holding) a été réalisé à l'étranger à fin juin 2014

** y compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTE 3 - Composition du périmètre de consolidation

Conformément à l'avis de la Commission bancaire, la société mère du groupe est constituée par les sociétés incluses dans le périmètre de globalisation. Les entités qui la composent sont :

- la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe (FCMCEE),
- la Fédération du Crédit Mutuel du Sud-Est (FCMSE),
- la Fédération du Crédit Mutuel d'Ile-de-France (FCMIDF),
- la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (FCMSMB),
- la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (FCMMA),
- la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest (FCMLACO),
- la Fédération du Crédit Mutuel Centre (FCMC),
- la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois (FCMDV),
- la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée (FCMM),
- la Fédération du Crédit Mutuel Normandie (FCMNN),
- la Fédération du Crédit Mutuel Anjou (FCMA),
- la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel (CF de CM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Sud-Est (CRCMSE),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Ile-de-France (CRCMIDF),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc (CRCMSMB),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique (CRCMMA),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest (CRCMLACO),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Centre (CRCMC),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois (CRCMDV),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Méditerranée (CRCMM),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Normandie (CRCMNN),
- la Caisse Régionale du Crédit Mutuel Anjou (CRMA),
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre Est Europe,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Sud-Est,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Ile-de-France,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel de Savoie-Mont Blanc,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Midi-Atlantique,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Loire-Atlantique Centre Ouest,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Centre,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Dauphiné-Vivarois,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Méditerranée,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Normandie,
- les Caisses de Crédit Mutuel adhérentes à la Fédération du Crédit Mutuel Anjou.

Par rapport au 31 décembre 2013, les changements concernant le périmètre de consolidation sont :

- Entrées de périmètre : Valovis Bank AG
 - Fusions, absorptions : Carmen Holding Investissement avec BFCM, L'Alsace avec SAP Alsace (ex SFEJIC)
 - Sorties de périmètre : Saint-Pierre SNC, Calypso Management Company, LRM Advisory SA, Serficom Family Office Inc.
- Suite à la cession de Banca Popolare di Milano (dont les impacts sont présentés note 14), les sociétés portant exclusivement des titres de cette entité ont été déconsolidées au 30 juin 2014. Ces sociétés sont : CIC Migrations, Cicor, Cicoval, Efsa, Gestunion 2, Gestunion 3, Gestunion 4, Impex Finance, Marsovalor, Pargestion 2, Pargestion 4, Placinvest, Sofiholding 2, Sofiholding 3, Sofiholding 4, Sofinaction, Ufigestion 2, Ugepar Service, Valimar 2, Valimar 4, VTP 1, VTP 5.
- Changement de dénomination : SFEJIC devient SAP Alsace, BCMI devient Fivory

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
A. Réseau bancaire							
Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)	France	100	99	IG	100	99	IG
BECM Francfort (succursale de BECM)	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
BECM Saint Martin (succursale de BECM)	Saint Martin	100	99	IG	100	99	IG
Caisse Agricole du Crédit Mutuel	France	100	100	IG	100	100	IG
CIC Est	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Iberbanco	France	100	99	IG	100	99	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Nord-Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
CIC Sud Ouest	France	100	94	IG	100	94	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	France	95	94	IG	94	94	IG
CIC Londres (succursale du CIC)	Royaume-Uni	95	94	IG	94	94	IG
CIC New York (succursale du CIC)	Etats-Unis	95	94	IG	94	94	IG
CIC Singapour (succursale du CIC)	Singapour	95	94	IG	94	94	IG
Targobank AG & Co. KGaA	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targobank Espagne	Espagne	50	50	ME	50	50	ME
B. Filiales du réseau bancaire							
Banca Popolare di Milano	Italie			NC	7	7	ME
Bancas	France	50	50	ME	50	50	ME
Banco Popular Español	Espagne	4	4	ME	4	4	ME
Banque de Tunisie	Tunisie	34	34	ME	34	33	ME
Banque du Groupe Casino	France	50	50	ME	50	50	ME
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	Monaco	100	99	IG	100	99	IG

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
Banque Marocaine du Commerce Exterieur (BMCE)	Maroc	26	26	ME	26	26	ME
Caisse Centrale du Crédit Mutuel	France	53	53	ME	53	53	ME
Cartes et crédits à la consommation	France	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Asset Management	France	90	92	IG	90	92	IG
CM-CIC Bail	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Epargne salariale	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Factor	France	95	93	IG	95	92	IG
CM-CIC Gestion	France	100	92	IG	100	92	IG
CM-CIC Home Loan SFH	France	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Lease	France	100	97	IG	100	96	IG
CM-CIC Leasing Benelux	Belgique	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Leasing GmbH	Allemagne	100	94	IG	100	94	IG
Cofidis Argentine	Argentine	66	36	IG	66	36	IG
Cofidis Belgique	Belgique	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis France	France	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis Espagne (succursale de Cofidis France)	Espagne	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis Portugal (succursale de Cofidis France)	Portugal	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis Hongrie (succursale de Cofidis France)	Hongrie	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis Italie	Italie	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis République Tchèque	République Tchèque	100	54	IG	100	54	IG
Cofidis Slovaquie	Slovaquie	100	54	IG	100	54	IG
Creatis	France	100	54	IG	100	54	IG
FCT CM-CIC Home loans	France	100	99	IG	100	99	IG
Fivory (ex BCMI)	France	100	99	IG	100	99	IG
Monabanq	France	100	54	IG	100	54	IG
Monabanq Belgique (succursale de Monabanq)	Belgique			NC	100	54	IG
Saint-Pierre SNC	France			NC	100	94	IG
SCI La Tréflière	France	100	100	IG	100	100	IG
SOFEMO - Société Fédérative Europ.de Monétique et de Financement	France	100	54	IG	100	54	IG
Sofim	France	100	94	IG	100	94	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targo Finanzberatung GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Valovis Bank AG	Allemagne	100	99	IG			NC
C. Banques de financement et activités de marché							
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	France	99	99	IG	99	99	IG
Banque Fédérative du Crédit Mutuel Francfort (succursale de BFCM)	Allemagne	99	99	IG	99	99	IG
Cigogne Management	Luxembourg	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Securities	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Securities London Branch (succursale de CM-CIC securities)	Royaume-Uni	100	94	IG	100	94	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Divhold	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Lafayette CLO 1 Ltd	Grands Caïmans	100	94	IG	100	94	IG
Ventadour Investissement	France	100	99	IG	100	99	IG
D. Banque privée							
Agefor SA Genève	Suisse	70	66	IG	70	65	IG
Banque de Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Banque Pasche	Suisse	100	94	IG	100	94	IG
Banque Pasche (Liechtenstein) AG	Liechtenstein	53	50	IG	53	49	IG
Banque Pasche Monaco SAM	Monaco	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique (BT)	France	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Londres (succursale de BT)	Royaume-Uni	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Belgium	Belgique	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	94	IG
Banque Transatlantique Singapore Private Ltd	Singapour	100	94	IG	100	94	IG
Calypso Management Company	Cayman			NC	70	65	IG
CIC Suisse	Suisse	100	94	IG	100	94	IG
Dubly-Douilhet Gestion	France	100	94	IG	100	94	IG
LRM Advisory SA	Bahamas			NC	70	65	IG
Pasche Bank & Trust Ltd Nassau	Bahamas	100	94	IG	100	94	IG
Pasche Finance SA Fribourg	Suisse	100	94	IG	100	94	IG
Serficom Brasil Gestao de Recursos Ltda	Brésil	97	92	IG	97	91	IG
Serficom Family Office Inc	Bahamas			NC	100	94	IG
Serficom Family Office Brasil Gestao de Recursos Ltda	Brésil	100	94	IG	100	94	IG
Serficom Family Office SA	Suisse	100	94	IG	100	94	IG
Transatlantique Gestion	France	100	94	IG	100	94	IG
E. Capital développement							
CM-CIC Capital Finance	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Capital Innovation	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Conseil	France	100	94	IG	100	94	IG
CM-CIC Investissement	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Proximité	France	100	94	IG	100	94	IG
Sudinnova	France	66	63	IG	66	62	IG
F. Logistique et holding							
Actimut	France	100	100	IG	100	100	IG
Adepi	France	100	94	IG	100	94	IG
Carmen Holding Investissement	France			FU	100	99	IG
CIC Migrations	France			NC	100	94	IG
CIC Participations	France	100	94	IG	100	94	IG
Cicor	France			NC	100	94	IG
Cicoval	France			NC	100	94	IG
CM Akquisitions	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
CM-CIC Services	France	100	100	IG	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	France	59	62	IG	59	62	IG
Cofidis Participations	France	55	54	IG	55	54	IG
Efsa	France			NC	100	94	IG
Est Bourgogne Rhone Alpes (EBRA)	France	100	99	IG	100	99	IG
Euro-Information	France	80	79	IG	80	79	IG
Euro-Information Développement	France	100	79	IG	100	79	IG
EIP	France	100	100	IG	100	100	IG
EI Telecom	France	95	75	IG	95	75	IG
Euro Protection Surveillance	France	100	84	IG	100	84	IG
Gesteurop	France	100	94	IG	100	94	IG

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
Gestunion 2	France			NC	100	94	IG
Gestunion 3	France			NC	100	94	IG
Gestunion 4	France			NC	100	94	IG
Groupe Républicain Lorrain Communication (GRLC)	France	100	99	IG	100	99	IG
Impex Finance	France			NC	100	94	IG
L'Est Républicain	France	92	91	IG	92	91	IG
Marsovalor	France			NC	100	94	IG
Pargestion 2	France			NC	100	94	IG
Pargestion 4	France			NC	100	94	IG
Placinvest	France			NC	100	93	IG
SAP Alsace (ex SFEJIC)	France	99	98	IG	99	98	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace - SCGPA	France	100	100	IG	100	100	IG
Société de Presse Investissement (SPI)	France	100	99	IG	100	99	IG
Sofiholding 2	France			NC	100	94	IG
Sofiholding 3	France			NC	100	94	IG
Sofiholding 4	France			NC	100	94	IG
Sofinaction	France			NC	100	94	IG
Targo Akademie GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targo Deutschland GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targo IT Consulting GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targo IT Consulting GmbH Singapour (succursale de Targo IT consulting GmbH)	Singapour	100	99	IG	100	99	IG
Targo Management AG	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Targo Realty Services GmbH	Allemagne	100	99	IG	100	99	IG
Ufigestion 2	France			NC	100	94	IG
Ugépar Service	France			NC	100	94	IG
Valimar 2	France			NC	100	94	IG
Valimar 4	France			NC	100	94	IG
VTP 1	France			NC	100	94	IG
VTP 5	France			NC	100	94	IG
G. Sociétés d'assurance							
ACM GIE	France	100	87	IG	100	86	IG
ACM IARD	France	96	83	IG	96	83	IG
ACM Nord IARD	France	49	42	ME	49	42	ME
ACM RE	Luxembourg	100	87	IG	100	86	IG
ACM Services	France	100	87	IG	100	86	IG
ACM Vie	France	100	87	IG	100	86	IG
ACM Vie, Société d'Assurance Mutuelle	France	100	100	IG	100	100	IG
Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances S.A.	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
Agrupació Bankpyme pensiones	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
Agrupació Serveis Administratius	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
AMDIF	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
AMSYR	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
Assistència Avançada Barcelona	Espagne	73	72	IG	73	72	IG
Astree	Tunisie	30	26	ME	30	26	ME
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	France	88	87	IG	88	86	IG
ICM Life	Luxembourg	100	87	IG	100	86	IG
Immobilier ACM	France	100	87	IG	100	86	IG
MTRL	France	100	100	IG	100	100	IG
Partners	Belgique	100	87	IG	100	86	IG
Procourtage	France	100	87	IG	100	86	IG
RMA Watanya	Maroc	22	19	ME	22	19	ME
Royal Automobile Club de Catalogne	Espagne	49	42	ME	49	42	ME
Serenis Assurances	France	100	86	IG	100	86	IG
Serenis Vie	France	100	87	IG	100	86	IG
Voy Mediación	Espagne	90	76	IG	90	76	IG
H. Autres sociétés							
Affiches d'Alsace Lorraine	France	100	98	IG	100	98	IG
Agence Générale d'Informations régionales	France	100	97	IG	100	97	IG
Alsace Média Participation	France	100	98	IG	100	98	IG
Alsacienne de Portage des DNA	France	100	98	IG	100	98	IG
CM-CIC Immobilier	France	100	99	IG	100	99	IG
Distripub	France	100	98	IG	100	98	IG
Documents AP	France	100	99	IG	100	99	IG
Est Bourgogne Médias	France	100	99	IG	100	99	IG
Foncière Massena	France	100	86	IG	100	86	IG
France Régie	France	100	98	IG	100	98	IG
GEIE Synergie	France	100	54	IG	100	54	IG
Groupe Dauphiné Media (ex Publiprint Dauphiné)	France	100	99	IG	100	99	IG
Groupe Progrès	France	100	99	IG	100	99	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries - GRLI	France	100	99	IG	100	99	IG
Immocity	France	100	99	IG	100	99	IG
Jean Bozzi Communication	France	100	99	IG	100	99	IG
Journal de la Haute Marne	France	50	46	ME	50	46	ME
La Liberté de l'Est	France	97	89	IG	97	89	IG
La Tribune	France	100	99	IG	100	99	IG
L'Alsace	France			FU	100	98	IG
Le Dauphiné Libéré	France	100	99	IG	100	99	IG
Le Républicain Lorrain	France	100	99	IG	100	99	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	France	100	98	IG	100	98	IG
Les Dernières Nouvelles de Colmar	France	100	98	IG	100	98	IG
Les Editions de Téchiquier	France	100	98	IG	100	98	IG
Lumedia	Luxembourg	50	50	ME	50	50	IP
Massena Property	France	100	87	IG	100	86	IG
Massimob	France	100	83	IG	100	83	IG
Mediaportage	France	100	98	IG	100	98	IG
Presse Diffusion	France	100	99	IG	100	99	IG
Publiprint Province n°1	France	100	99	IG	100	99	IG
Républicain Lorrain Communication	France	100	99	IG	100	99	IG
Républicain Lorrain - TV news	France	100	99	IG	100	99	IG
Roto Offset Imprimerie	France	100	98	IG	100	98	IG
SCI ACM	France	100	86	IG	100	86	IG
SCI Eurosic Cotentin	France	50	43	ME	50	43	ME
SCI Alsace	France	100	98	IG	90	88	IG

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
SCI Le Progrès Confluence	France	100	99	IG	100	99	IG
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	99	IG	100	99	IG

* Méthode :
IG = Intégration Globale
IP = Intégration Proportionnelle
ME = Mise en Equivalence
NC = Non Consolidée
FU = Fusionnée

Le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009 dans les Etats ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 Janvier 2014.

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	24 099	19 197
dont réserves obligatoires	2 103	2 041
Caisse	890	1 063
TOTAL	24 989	20 260
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	23 484	22 943
Autres comptes ordinaires	3 796	3 715
Prêts	7 122	5 176
Autres créances	3 162	3 215
Titres non cotés sur un marché actif	1 594	1 812
Pensions	5 195	2 615
Créances dépréciées sur base individuelle	6	8
Créances rattachées	195	386
Dépréciations	-4	-4
TOTAL	44 551	39 866

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Banques centrales	442	460
Dettes envers les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	1 627	1 465
Emprunts	15 615	15 162
Autres dettes	1 348	1 236
Pensions	2 922	992
Dettes rattachées	53	65
TOTAL	22 007	19 380

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	12 250	15 843	28 094	10 986	14 901	25 886
- Effets publics	2 706	1	2 707	1 764	1	1 765
- Obligations et autres titres à revenu fixe	8 711	2 922	11 634	8 685	2 981	11 666
. Cotés	8 711	2 613	11 325	8 685	2 662	11 347
. Non cotés	0	309	309	0	319	319
- Actions et autres titres à revenu variable	833	12 920	13 753	537	11 919	12 456
. Cotés	833	11 129	11 962	537	10 134	10 671
. Non cotés	0	1 791	1 791	0	1 785	1 785
. Instruments dérivés de transaction	5 729	0	5 729	5 900	0	5 900
. Autres actifs financiers		8 045	8 045		10 571	10 571
dont pensions		8 045	8 045		10 571	10 571
TOTAL	17 979	23 888	41 867	16 885	25 472	42 357

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	31.12.2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 617	10 778
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	18 725	20 049
TOTAL	30 342	30 826

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2014	31.12.2013
. Vente à découvert de titres	2 605	1 810
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 838	1 192
- Actions et autres titres à revenu variable	765	617
. Instruments dérivés de transaction	8 244	8 132
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	769	836
TOTAL	11 617	10 778

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
SCI Le Progrès Confluence	France	100	99	IG	100	99	IG
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	99	IG	100	99	IG

* Méthode :
IG = Intégration Globale
IP = Intégration Proportionnelle
ME = Mise en Equivalence
NC = Non Consolidée
FU = Fusionnée

Le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009 dans les Etats ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 Janvier 2014.

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	24 099	19 197
dont réserves obligatoires	2 103	2 041
Caisse	890	1 063
TOTAL	24 989	20 260
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	23 484	22 943
Autres comptes ordinaires	3 796	3 715
Prêts	7 122	5 176
Autres créances	3 162	3 215
Titres non cotés sur un marché actif	1 594	1 812
Pensions	5 195	2 615
Créances dépréciées sur base individuelle	6	8
Créances rattachées	195	386
Dépréciations	-4	-4
TOTAL	44 551	39 866

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Banques centrales	442	460
Dettes envers les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	1 627	1 465
Emprunts	15 615	15 162
Autres dettes	1 348	1 236
Pensions	2 922	992
Dettes rattachées	53	65
TOTAL	22 007	19 380

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	12 250	15 843	28 094	10 986	14 901	25 886
- Effets publics	2 706	1	2 707	1 764	1	1 765
- Obligations et autres titres à revenu fixe	8 711	2 922	11 634	8 685	2 981	11 666
. Cotés	8 711	2 613	11 325	8 685	2 662	11 347
. Non cotés	0	309	309	0	319	319
- Actions et autres titres à revenu variable	833	12 920	13 753	537	11 919	12 456
. Cotés	833	11 129	11 962	537	10 134	10 671
. Non cotés	0	1 791	1 791	0	1 785	1 785
. Instruments dérivés de transaction	5 729	0	5 729	5 900	0	5 900
. Autres actifs financiers		8 045	8 045		10 571	10 571
dont pensions		8 045	8 045		10 571	10 571
TOTAL	17 979	23 888	41 867	16 885	25 472	42 357

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	31.12.2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 617	10 778
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	18 725	20 049
TOTAL	30 342	30 826

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2014	31.12.2013
. Vente à découvert de titres	2 605	1 810
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 838	1 192
- Actions et autres titres à revenu variable	765	617
. Instruments dérivés de transaction	8 244	8 132
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	769	836
TOTAL	11 617	10 778

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Titres émis	0	0	0	184	184	0
. Dettes interbancaires	17 488	17 487	1	17 578	17 578	0
. Dettes envers la clientèle	1 237	1 237	0	2 287	2 287	0
TOTAL	18 725	18 724	1	20 049	20 049	-0

5c - Hiérarchie de Juste Valeur sur les instruments financier évalués à la juste valeur

30.06.2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	93 569	775	2 446	96 790
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	23 411	0	0	23 411
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	60 798	630	1 067	62 495
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	8 001	76	203	8 280
- Participations et ATDLT - DALV	1 224	23	721	1 968
- Parts entreprises liées - DALV	135	46	455	636
Transaction / JVO	24 068	15 425	2 373	41 866
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	2 471	0	235	2 706
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 297	1 080	334	8 711
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 408	155	359	2 922
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	827	0	6	833
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	11 003	528	1 389	12 920
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 570	0	4 570
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	3 474	0	3 474
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	61	5 618	50	5 729
- Dérivés et autres actifs financiers - Juste valeur sur option	0	3 534	1	3 535
Instruments dérivés de couverture	0	3 534	1	3 535
Total	117 637	19 734	4 820	142 191
Passifs financiers				
Transaction / JVO	3 451	26 626	265	30 342
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	17 488	0	17 488
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	1 237	0	1 237
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 451	7 901	265	11 617
- Dérivés et autres passifs financiers - Juste valeur sur option	0	4 211	47	4 258
Instruments dérivés de couverture	0	4 211	47	4 258
Total	3 451	30 837	312	34 600

31.12.2013	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	85 505	936	1 503	87 944
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	20 937	0	0	20 937
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	55 829	859	409	57 097
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	7 569	6	138	7 713
- Participations et ATDLT - DALV	1 010	23	626	1 659
- Parts entreprises liées - DALV	160	48	330	538
Transaction / JVO	21 721	18 208	2 429	42 358
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 499	100	165	1 764
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 207	1 224	254	8 685
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 447	165	369	2 981
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	531	0	6	537
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 997	445	1 477	11 919
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 505	0	5 505
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	5 066	0	5 066
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	39	5 703	158	5 900
- Dérivés et autres actifs financiers - Juste valeur sur option	0	2 763	4	2 767
Instruments dérivés de couverture	0	2 763	4	2 767
Total	107 226	21 907	3 936	133 069
Passifs financiers				
Transaction / JVO	2 689	27 994	144	30 827
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	17 578	0	17 578
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	2 287	0	2 287
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	184	0	184
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 689	7 945	144	10 778
- Dérivés et autres passifs financiers - Juste valeur sur option	0	3 802	9	3 811
Instruments dérivés de couverture	0	3 802	9	3 811
Total	2 689	31 796	153	34 638

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité de titres jugés peu liquides et des dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide. L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix. Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2014		31.12.2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	4	12	4	11
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	3 531	4 246	2 763	3 800
TOTAL	3 535	4 258	2 767	3 811

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2014	Juste valeur 31.12.2013	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	589	563	27
. de passifs financiers	-2 565	-2 341	-224

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2014			31.12.2013		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	222 138	4 475	6 661	225 146	4 472	6 498
Autres contrats fermes	28 149	9	5	13 022	5	1
Options et instruments conditionnels	45 234	52	270	24 631	112	238
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	80 577	15	27	75 932	21	42
Autres contrats fermes	161	293	277	71	341	325
Options et instruments conditionnels	25 560	37	36	22 393	54	54
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	14 345	132	206	13 276	110	180
Autres contrats fermes	2 212	0	0	1 572	0	0
Options et instruments conditionnels	22 033	716	762	27 183	785	795
Sous-total	440 410	5 729	8 244	403 226	5 900	8 132
Instruments dérivés de couverture						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	70 104	3 531	4 246	68 287	2 763	3 800
Options et instruments conditionnels	4	0	0	4	0	0
<i>couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	213	4	9	217	4	8
Autres contrats fermes	0	0	3	0	0	3
Sous-total	70 320	3 535	4 258	68 508	2 767	3 811
TOTAL	510 730	9 264	12 502	471 734	8 667	11 943

La norme IFRS 13 traitant de l'évaluation de la juste valeur est entrée en application le 1er janvier 2013. Concernant les dérivés de gré à gré, elle modifie des modalités d'évaluation du risque de contrepartie inclus dans leur juste valeur par la prise en compte du « credit value adjustment (CVA) » et celle des « debt value adjustment (DVA) » – qui consiste à retenir le risque de crédit propre – et « funding value adjustment » (FVA) - qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation. La CVA et la FVA s'élevaient respectivement au 30 juin 2014 à (-30) millions d'euros et (-15) millions d'euros. Elles étaient de (-24) millions d'euros et (-10) millions d'euros 31 décembre 2013. Le montant de DVA s'élevait à 4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre un montant nul au 31 décembre 2013.

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

7a - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2014	31.12.2013
. Effets publics	23 274	20 802
. Obligations et autres titres à revenu fixe	62 388	56 989
- Cotés	62 179	56 774
- Non cotés	209	215
. Actions et autres titres à revenu variable	8 280	7 713
- Cotés	8 064	7 511
- Non cotés	216	202
. Titres immobilisés	2 500	2 192
- Titres de participations	1 798	1 495
- Autres titres détenus à long terme	169	163
- Parts dans les entreprises liées	532	533
- Titres prêtés	1	1
. Créances rattachées	348	248
TOTAL	96 789	87 943
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>	661	141
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>	1 272	862
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>	-78	-85
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>	-2 076	-2 098

7b - Exposition au risque souverain

Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2014		31.12.2013	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	13		7	
Actifs disponibles à la vente	63	101	63	103
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	76	101	70	103

* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

<i>Durée résiduelle contractuelle</i>	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an		13	13	
1 à 3 ans				
3 à 5 ans	56	85	50	
5 à 10 ans	8	10	2	95
Sup à 10 ans		6	5	8
Total	76	101	70	103

Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

<i>Expositions nettes</i>	30.06.2014		31.12.2013	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	151	70	248	14
Actifs disponibles à la vente	43	3 399	46	3 370
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	194	3 469	294	3 384

Activités de marchés en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

<i>Durée résiduelle contractuelle</i>	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	95	2 351	181	2 225
1 à 3 ans	53	336	101	379
3 à 5 ans	2	275	4	349
5 à 10 ans	26	231	0	198
Sup à 10 ans	17	275	8	233
Total	194	3 469	294	3 384

NOTE 8 - Clientèle

8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
Créances saines	265 624	261 158
. Créances commerciales	4 441	4 864
. Autres concours à la clientèle	259 959	255 165
- crédits à l'habitat	146 050	145 127
- autres concours et créances diverses dont pensions	113 908	110 038
. Créances rattachées	581	553
. Titres non cotés sur un marché actif	644	576
Créances d'assurance et réassurance	212	196
Créances dépréciées sur base individuelle	12 629	12 556
Créances brutes	278 465	273 911
Dépréciations individuelles	-7 868	-7 827
Dépréciation collectives	-673	-673
SOUS TOTAL I	269 923	265 410
Location financement (investissement net)	9 416	9 177
. Mobilier	5 469	5 385
. Immobilier	3 606	3 444
. Créances dépréciées sur base individuelle	341	348
Dépréciations	-132	-137
SOUS TOTAL II	9 284	9 040
TOTAL	279 208	274 451
<i>dont prêts participatifs</i>	14	13
<i>dont prêts subordonnés</i>	21	21

Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2013	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2014
Valeur brute comptable	9 177	545	-304	-2	9 416
Dépréciations des loyers non recouvrables	-137	-12	17	0	-132
Valeur nette comptable	9 040	533	-287	-2	9 284

8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
. Comptes d'épargne à régime spécial	96 870	93 592
- à vue	68 419	66 052
- à terme	28 451	27 540
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	752	39
Sous-total	97 622	93 631
. Comptes à vue	71 631	72 069
. Comptes et emprunts à terme	58 906	61 722
. Pensions	1 399	166
. Dettes rattachées	744	805
. Dettes d'assurance et de réassurance	188	93
Sous-total	132 868	134 855
TOTAL	230 490	228 486

NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2014	31.12.2013
. Titres	12 562	12 015
- Effets publics	0	0
- Obligations et autres titres à revenu fixe	12 562	12 015
. Cotés	12 538	11 990
. Non cotés	23	25
. Créances rattachées	12	1
TOTAL BRUT	12 574	12 017
dont actifs dépréciés	23	25
Dépréciations	-15	-16
TOTAL NET	12 559	12 000

NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2013	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2014
Prêts et créances Etablissements de crédit	-4	0	0		-4
Prêts et créances sur la clientèle	-8 637	-785	775	-26	-8 673
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-2 182	-23	73	-21	-2 154
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-16	0	2	0	-15
TOTAL	-10 840	-808	850	-47	-10 845

Au 30/06/2014, les provisions sur les prêts et les créances à la clientèle s'élèvent à 8673 M€ (contre 8 637 M€ à fin 2013) dont 673 M€ de provisions collectives. Les provisions individuelles, se concentrent essentiellement sur les comptes ordinaires débiteurs à hauteur de 837 M€ (contre 852 M€ fin 2013) ainsi que les provisions sur les créances commerciales et autres concours (dont crédits à l'habitat) à hauteur de 7 031 M€ (contre 6975 € à fin 2013).

NOTE 11 - Note sur les expositions liées à la crise financière

Il est présenté ci-après les expositions liées à la crise financière.

Les portefeuilles ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	
	30.06.2014	31.12.2013
RMBS	1 937	1 919
CMBS	566	558
CLO	1 394	1 462
Autres ABS	896	734
RMBS couverts par des CDS	72	
CLO couverts par des CDS	262	476
Autres ABS couverts par des CDS	0	22
Lignes de liquidité des programmes ABCP	303	303
TOTAL	5 431	5 474

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions au 30/06/2014	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	676	507	149	262	1 594
AFS	522	59	573	491	1 646
Loans	740		672	143	1 554
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
France	20	2		342	364
Espagne	89		8	31	128
Royaume Uni	264			111	375
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	810	64	912	401	2 188
USA	716	500	141	10	1 368
Autres	39		333		372
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
US Agencies	269				269
AAA	719	481	936	620	2 756
AA	146		397	80	623
A	217	19	36	110	381
BBB	87	66	14	64	232
BB	28		4		32
Inférieur ou égal à B	471			22	493
Non noté			8		8
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
Origination 2005 et avant	279	375	20	2	675
Origination 2006	275	140	175	15	606
Origination 2007	504	51	330	50	936
Origination depuis 2008	879		870	829	2 577
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794

Expositions au 31/12/2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	700	498	133	294	1 625
AFS	450	60	520	295	1 325
Loans	769		809	145	1 723
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
France		2		376	379
Espagne	106			22	128
Royaume Uni	259			55	314
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	806	75	1008	266	2 155
USA	696	481	123	14	1 313
Autres	52		331		383
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
US Agenciers	243				243
AAA	619	472	971	492	2 553
AA	208		413	65	687
A	203	19	41	124	387
BBB	89	67	12	27	195
BB	72		17		89
Inférieur ou égal à B	485			25	510
Non noté	0		7,75		8
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
Origination 2005 et avant	315	362	18	12	707
Origination 2006	303	113	204	10	630
Origination 2007	593	74	409	53	1 129
Origination depuis 2008	708	10	830	658	2 206
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672

NOTE 12 - Impôts

12a - Impôts courants

	30.06.2014	31.12.2013
Actif (par résultat)	1 110	1 321
Passif (par résultat)	578	574

12b - Impôts différés

	30.06.2014	31.12.2013
Actif (par résultat)	831	925
Actif (par capitaux propres)	100	122
Passif (par résultat)	453	530
Passif (par capitaux propres)	574	410

NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

13a - Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	181	374
Comptes d'ajustement sur devises	44	4
Produits à recevoir	573	480
Comptes de régularisation divers	3 072	3 365
Sous-total	3 871	4 222
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	161	107
Dépôts de garantie versés	6 612	6 002
Débiteurs divers	3 706	3 635
Stocks et assimilés	32	33
Autres emplois divers	17	72
Sous-total	10 528	9 850
Autres actifs d'assurance		
Provisions techniques - Part des réassureurs	268	265
Autres	95	88
Sous-total	363	353
TOTAL	14 761	14 425

13b - Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	135	130
Comptes d'ajustement sur devises	7	188
Charges à payer	1 229	1 097
Produits constatés d'avance	1 611	1 536
Comptes de régularisation divers	6 477	6 330
Sous-total	9 459	9 282
Autres passifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	277	114
Versements restant à effectuer sur titres	103	100
Créditeurs divers	3 781	3 149
Sous-total	4 160	3 363
Autres passifs d'assurance		
Dépôts et cautionnements reçus	197	182
Sous-total	197	182
TOTAL	13 816	12 826

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

		30.06.2014			31.12.2013		
		QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat
ACM Nord	Non coté	49,00%	31	5	49,00%	28	6
ASTREE Assurance	Cotée	30,00%	17	1	30,00%	16	2
Banca Popolare di Milano	Cotée	NC	0	60	6,99%	107	-47
Bancas	Non coté	50,00%	1	0	50,00%	1	-1
Banco Popular Español	Cotée	4,03%	487	-3	4,41%	484	16
Banque Casino	Non coté	50,00%	76	-1	50,00%	76	0
Banque de Tunisie	Cotée	33,79%	160	7	33,52%	159	12
Banque Marocaine du Commerce Extérieur	Cotée	26,21%	941	20	26,21%	940	35
CCCM	Non coté	52,71%	229	3	52,54%	223	7
RMA Watanya	Non coté	22,02%	123	-25	22,02%	151	-39
Royal Automobile Club de Catalogne	Non coté	48,99%	44	1	48,99%	45	4
Targobank Espagne	Non coté	50,00%	343	6	50,00%	336	10
Autres participations	Non coté		10	1		10	1
TOTAL			2 461	76		2 577	4

Banca Popolare di Milano S.C.a.r.l. (BPM):

Banca Popolare di Milano a été cédée au cours du premier semestre 2014. Le résultat de 60 millions d'euros comprend :

- La quote part de résultat de BPM au titre du premier trimestre à hauteur de (7) millions d'euros, et
- Le résultat de cession, net de reprise de dépréciation, pour 67 millions d'euros.

Banco Popular Español (BPE):

L'investissement dans BPE est consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel - CIC au Conseil d'administration de BPE, existences d'une co-entreprise bancaire entre les deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnol des entreprises et des particuliers.

La valeur au bilan de la participation dans BPE représente la quote-part du Groupe dans l'actif net de BPE en normes IFRS, dans la limite de sa valeur recouvrable basée sur la valeur d'utilité de la participation. Cette dernière est déterminée à partir des flux prévisionnels futurs actualisés distribuables aux actionnaires, compte tenu des contraintes réglementaires de capitalisation propres aux abaissements de crédit. Le taux d'actualisation des flux résulte du taux d'intérêt à long terme de la dette de l'Etat espagnol auquel s'ajoute une prime de risque de BPE fonction de la sensibilité du cours de son action au risque de marché, déterminée par référence à l'indice Ibex 35 de la Bourse de Madrid.

L'investissement dans BPE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2013. Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 50bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 4,5%. De même, une réduction de 1% des résultats prévisionnels affecterait la valeur d'utilité de -1,0%. Ces deux derniers cas de figure ne remettraient cependant pas en cause la valeur de mise en équivalence inscrite dans les comptes consolidés du Groupe.

Pour mémoire, le cours de clôture à la Bourse de Madrid était de 4,8800 € par action BPE au 30 juin 2014 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 411 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique	1 916	187	-86	1	2 018
Amortissement et dépréciation	-267	-19	3	-1	-283
Montant net	1 649	169	-83	0	1 735

NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles

16a - Immobilisations corporelles

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique					
Terrains d'exploitation	470	5	0	0	475
Constructions d'exploitation	4 427	54	-14	-1	4 466
Autres immobilisations corporelles	2 403	127	-65	-1	2 464
TOTAL	7 300	186	-79	-1	7 405
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-1	0	0	0	-1
Constructions d'exploitation	-2 501	-100	9	0	-2 591
Autres immobilisations corporelles	-1 910	-83	26	0	-1 968
TOTAL	-4 413	-183	35	0	-4 560
TOTAL - Montant net	2 887	2	-44	-1	2 845
<i>Dont immeubles loués en location financement</i>					
Terrains d'exploitation	6				6
Constructions d'exploitation	81				81
Total	87	0	0	0	87

16 b - Immobilisations incorporelles

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	16	1	0	0	16
. Immobilisations acquises	1 949	141	-203	3	1 889
- logiciels	476	6	-4	0	478
- autres	1 473	135	-199	3	1 411
TOTAL	1 964	141	-203	3	1 906
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations acquises	-911	-63	6	50	-918
- logiciels	-352	-29	4	1	-377
- autres (1)	-559	-34	2	50	-541
TOTAL	-911	-63	6	50	-918
Montant net	1 053	79	-198	53	988

(1) Les autres variations de 50 millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

NOTE 17 - Ecart d'acquisition

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Ecart d'acquisition brut	4 224	0	0	1	4 225
Dépréciations	-182		0	-50	-232
Ecart d'acquisition net	4 042	0	0	-49	3 993

Filiales	Valeur de TEA au 31.12.2013	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations	Valeur de TEA au 30.06.2014
Targobank Allemagne	2783					2 783
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	497					497
Cofidis Participations	378					378
EI Telecom	78					78
CIC Private Banking - Banque Pasche (1)	53				-50	3
CM-CIC Investissement	21					21
Monabanq	17					17
CIC Iberbanco	15					15
Banque de Luxembourg	13					13
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
Autres	175				1	176
TOTAL	4 042	0	0	0	-49	3 993

(1) Les autres variations de 50 millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2014	31.12.2013
Bons de caisse	900	831
TMI & TCN	54 996	47 762
Emprunts obligataires	51 929	48 277
Dettes rattachées	1 092	1 287
TOTAL	108 917	98 156

NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2014	31.12.2013
Vie	72 642	68 442
Non vie	2 387	2 285
Unités de compte	6 310	6 101
Autres	259	211
TOTAL	81 598	77 039
<i>Dont participation aux bénéfices différée passive</i>	<i>8 374</i>	<i>6 701</i>
<i>Part des réassureurs dans les provisions techniques</i>	<i>268</i>	<i>265</i>
TOTAL - Provisions techniques nettes	81 330	76 774

NOTE 20 - Provisions

	31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2014
Provisions pour risques	314	39	-37	-42	104	378
Sur engagements par signature	151	26	-1	-26	0	150
Sur engagements de financement et de garantie	1	0	0	0	0	1
Sur risques pays	16	0	-16	0	0	0
Provision pour impôt	39	2	-15	-11	15	30
Provisions pour litiges	79	8	-2	-3	-2	80
Provision pour risques sur créances diverses	28	3	-3	-2	91	117
Autres provisions	774	106	-28	-19	-13	819
Provision pour épargne logement	77	0	0	-6	0	71
Provisions pour éventualités diverses	366	80	-34	-5	0	407
Autres provisions (1)	331	26	6	-8	-13	341
Provisions pour engagements de retraite	920	33	-2	0	-7	944
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de retraite						
Indemnités de fin de carrière (3)	683	30	0	0	-4	708
Compléments de retraite	112	3	-2	0	-3	110
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	108	0	0	0	0	108
sous-total comptabilisé	902	33	-2	0	-7	926
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	18	0	0	0	0	18
sous-total comptabilisé	18	0	0	0	0	18
TOTAL	2 008	178	-67	-61	84	2 142

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 277 millions d'euros.

(2) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

(3) Les variations résultent notamment de l'évolution du taux de l'actualisation IBOXX de 3% au 31/12/2013 à 2,4% au 30/06/2014.

NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2014	31.12.2013
Dettes subordonnées	4 950	3 971
Emprunts participatifs	27	28
Dettes subordonnées à durée indéterminée	1 462	1 462
Autres dettes	1	1
Dettes rattachées	134	43
TOTAL	6 573	5 505

Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	30.09.2003	800 M€	791 M€	5,00	30.09.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	18.12.2007	300 M€	300 M€	5,10	18.12.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.06.2008	300 M€	300 M€	5,50	16.06.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.12.2008	500 M€	500 M€	6,10	16.12.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	910 M€	4,00	22.10.2020
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	21.05.2014	1000 M€	1000 M€	3,00	21.05.2024
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	13 M€	(2)	(3)
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	750 M€	(4)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(5)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	28.04.2005	404 M€	390 M€	(6)	indéterminé

(1) Montants nets d'intra-groupe.

(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2 Maximum 130% (TAM+TMO)/2.

(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.

(4) CMS 10 ans ISDA CIC + 10 points de base.

(5) CMS 10 ans ISDA + 10 points de base.

(6) Taux fixe 4,471 jusqu'au 28/10/2015, puis EURIBOR 3M + 185 points de base.

NOTE 22 - Capitaux propres

22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2014	31.12.2013
. Capital et réserves liées au capital	5 847	5 759
- Capital	5 847	5 759
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	0	0
. Réserves consolidées	22 966	21 081
- Réserves réglementées	7	7
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	22 847	20 972
- Report à nouveau	113	103
. Résultat de l'exercice	1 280	2 011
TOTAL	30 093	28 851

Les Caisses de Crédit Mutuel ont un capital social constitué :

- de parts A incessibles,
- de parts B négociables,
- de parts P à intérêts prioritaires.

Les parts B ne peuvent être souscrites que par les sociétaires détenant au minimum une part A. Les statuts des caisses locales limitent la souscription de parts B par un même sociétaire à 50 000 euros (à l'exception du réinvestissement du dividende versé en parts B). Conformément à la loi du 10 septembre 1947, le capital ne peut être inférieur, suite à des retraits d'apports, au quart du montant le plus élevé atteint par le capital par le passé.

Le régime de rachat des parts B diffère selon qu'elles aient été souscrites avant ou après le 31 décembre 1988 :

- les parts souscrites jusqu'au 31 décembre 1988 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire pour le 1er janvier de chaque année. Ce remboursement, qui s'effectue sous réserve du respect des dispositions réglementant la diminution du capital, est subordonné à un préavis minimal de 3 mois.
- les parts souscrites à compter du 1er janvier 1989 peuvent être remboursées sur demande du sociétaire en observant un préavis de 5 ans, sauf en cas de mariage, de décès ou de chômage. Ces opérations sont également soumises au respect des dispositions réglementant la diminution du capital.

La caisse peut, sur décision du conseil d'administration et en accord avec le conseil de surveillance, dans les mêmes conditions, rembourser tout ou partie des parts de cette catégorie.

Les parts P à intérêts prioritaires sont émises par les caisses régionales de Crédit Mutuel de Normandie et Midi-Atlantique, et par la caisse de crédit mutuel « Cautionnement Mutuel de l'Habitat », société de caution mutuelle de crédits qui a émis depuis 1999 des parts sociales à intérêts prioritaires dont la souscription est réservée aux distributeurs de crédits cautionnés hors groupe CM11.

Au 30 juin 2014, le capital des Caisses de Crédit Mutuel se répartit comme suit :

- 181 millions d'euros au titre des parts A
- 5590 millions d'euros au titre des parts B
- 76 millions d'euros au titre des parts P

22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2014	31.12.2013
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	1 065	868
- obligations	490	141
. Dérivés de couverture (CFH)	-22	-24
. Ecart actuariels	-173	-162
. Ecart de conversion	29	20
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	-22	-33
TOTAL	1 367	809
dont part du groupe	1 208	710
dont part des intérêts minoritaires	159	99

* soldes net d'IS.

22c - Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2014	Variations 2013
Ecarts de conversion		
- Reclassement vers le résultat	0	0
- Autres mouvements	9	-10
Sous-total - Ecarts de conversion	9	-10
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
- Reclassement vers le résultat	16	38
- Autres mouvements	530	354
Sous-total - Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	546	392
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
- Reclassement vers le résultat	0	0
- Autres mouvements	3	75
Sous-total - Réévaluation des instruments dérivés de couverture	3	75
- Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	11	19
Sous-total - Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	11	19
TOTAL - Gains et pertes recyclables	569	475
- Réévaluation des immobilisations		
- Ecart actuariel sur les régimes à prestations définies	-11	8
TOTAL - Gains et pertes non recyclables	-11	8
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	558	483

22 d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2014			Variations 2013		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	9		9	-10		-10
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	833	-287	546	497	-105	392
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	4	-1	3	77	-3	75
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies	-17	6	-11	9	-1	8
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	11		11	19		19
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	840	-282	558	592	-109	483

NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2014	31.12.2013
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	1 548	1 742
Engagements en faveur de la clientèle	47 629	49 896
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 363	2 017
Engagements d'ordre de la clientèle	14 956	15 169
Engagements sur titres		
Autres engagements donnés	1 397	309
Engagements donnés de l'activité d'assurance	497	498
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	12 514	11 702
Engagements reçus de la clientèle	0	0
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	30 727	30 820
Engagements reçus de la clientèle	9 034	8 582
Engagements sur titres		
Autres engagements reçus	1 352	116
Engagements reçus de l'activité d'assurance	3 712	3 810

NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2014		1er sem 2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	445	-418	563	-357
. Clientèle	6 572	-2 821	6 570	-3 100
- dont location financement et location simple	1 339	-1 192	1 327	-1 175
. Instruments dérivés de couverture	591	-564	721	-770
. Actifs financiers disponibles à la vente	242		189	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	176		137	
. Dettes représentées par un titre		-984		-944
. Dettes subordonnées		-22		-23
TOTAL	8 026	-4 809	8 180	-5 196

NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2014		1er sem 2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	5	-3	7	-1
Clientèle	662	-11	660	-9
Titres	378	-23	365	-26
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	253		242	
Instruments dérivés	1	-3	1	-2
Change	9	-1	11	-1
Engagements de financement et de garantie	34	-4	24	-4
Prestations de services	771	-400	776	-391
TOTAL	1 860	-445	1 844	-435

NOTE 26- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2014	1er sem 2013
Instruments de transaction	-81	-137
Instruments à la juste valeur sur option (1)	121	66
Inefficacité des couvertures	-3	12
. Sur couverture de flux de trésorerie (CFH)	0	0
. Sur couverture de juste valeur (FVH)	-4	12
. Variations de juste valeur des éléments couverts	-319	-455
. Variations de juste valeur des éléments de couverture	315	467
Résultat de change	21	21
Total des variations de juste valeur	58	-37

(1) dont 105 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement

NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2014			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		16	0	16
. Actions et autres titres à revenu variable	17	4	0	21
. Titres immobilisés	43	4	-36	11
. Autres	0	0	0	0
TOTAL	60	24	-36	48

	1er sem 2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		118	0	118
. Actions et autres titres à revenu variable	13	2	12	28
. Titres immobilisés	29	9	0	38
. Autres	0	1	0	1
TOTAL	42	130	12	185

NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2014	1er sem 2013
Produits des autres activités		
. Contrats d'assurance	6 841	6 541
. Immeubles de placement :	1	1
- reprises de provisions/amortissements	0	1
- plus values de cession	0	0
. Charges refacturées	18	15
. Autres produits	799	779
Sous-total	7 658	7 336
Charges des autres activités		
. Contrats d'assurance	-5 753	-5 468
. Immeubles de placement :	-18	-14
- dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-18	-13
- moins values de cession	0	0
. Autres charges	-415	-371
Sous-total	-6 186	-5 853
Total net des autres produits et charges	1 473	1 483

Produits nets des activités d'assurance

	1er sem 2014	1er sem 2013
Primes acquises	5 204	5 098
Charges des prestations	-3 201	-3 196
Variations des provisions	-2 562	-2 288
Autres charges et produits techniques et non techniques	44	46
Produits nets des placements	1 604	1 413
Total	1 089	1 073

NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2014	1er sem 2013
Charges de personnel	-2 292	-2 305
Autres charges	-1 608	-1 543
TOTAL	-3 900	-3 848

29 a - Charges de personnel

	1er sem 2014	1er sem 2013
Salaires et traitements	-1 452	-1 432
Charges sociales (1)	-543	-551
Avantages du personnel à court terme	-2	-2
Intéressement et participation des salariés	-105	-114
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-189	-206
Autres	-1	-1
TOTAL	-2 292	-2 305

(1) Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), comptabilisé au crédit des charges de personnels s'élève à 28 millions d'euros au titre du premier semestre 2014.

Effectifs

	1er sem 2014	1er sem 2013
Effectifs moyens		
Techniciens de la banque	38 583	38 773
Cadres	22 650	22 378
TOTAL	61 233	61 151
Ventilation par pays		
France	50 241	50 418
Etranger	10 992	10 733
TOTAL	61 233	61 151

	1er sem 2014	1er sem 2013
Effectifs inscrits*	65 030	64 726

*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale.

29 b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2014	1er sem 2013
Impôts et taxes	-200	-192
Services extérieurs	-1 124	-1 071
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	-44	-38
TOTAL	-1 368	-1 301

29 c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2014	1er sem 2013
Amortissements :		
- immobilisations corporelles	-240	-241
- immobilisations incorporelles	-186	-187
Dépréciations :		
- immobilisations corporelles	-54	-54
- immobilisations incorporelles	0	0
- immobilisations incorporelles	1	0
- immobilisations incorporelles	0	0
TOTAL	-240	-241

NOTE 30 - Coût du risque

1er sem 2014	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	54	0	0	0	54
Clientèle	-762	732	-328	-181	63	-477
. Location financement	-3	3	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-759	729	-326	-181	63	-475
Sous total	-762	786	-328	-181	63	-423
HTM - DJM	0	2	0	0	0	2
AFS - DALV	-4	1	-3	-10	4	-12
Autres	-29	32	-3	-1	0	0
TOTAL	-795	821	-334	-193	67	-433
1er sem 2013	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	18	-1	0	0	17
Clientèle	-758	734	-362	-190	50	-526
. Location financement	-3	4	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-755	730	-359	-189	49	-524
Sous total	-758	751	-363	-190	50	-510
HTM - DJM	-3	0	0	0	0	-3
AFS - DALV	-1	0	-8	-23	15	-17
Autres	-35	29	-3	-1	0	-10
TOTAL	-796	781	-374	-214	64	-539

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2014	1er sem 2013
Immobilisations corporelles et incorporelles	4	0
. MV de cession	-3	-7
. PV de cession	7	7
PV/MV sur titres consolidés cédés	0	0
TOTAL	4	0

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2014	1er sem 2013
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	-15
TOTAL	0	-15

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2014	1er sem 2013
Charge d'impôt exigible	-544	-568
Charge d'impôt différé	-11	-17
Ajustements au titre des exercices antérieurs	0	-7
TOTAL	-554	-591

NOTE 34 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

Eléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2014		31.12.2013	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Actif				
Prêts, avances et titres				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 425	4 477	2 451	4 887
Prêts et créances sur la clientèle	0	24	0	32
Titres	0	543	8	387
Actifs divers	4	30	4	155
TOTAL	2 429	5 074	2 463	5 461
Passif				
Dépôts				
Dettes envers les établissements de crédit	4 176	1 115	3 556	2 207
Dettes envers la clientèle	9	2 102	8	2 109
Dettes représentées par un titre	50	870	70	1 359
Passifs divers	0	82	0	87
TOTAL	4 235	4 169	3 634	5 762
Engagements de financement et de garantie				
Engagements de financement donnés	315	9	324	11
Engagements de garantie donnés	47	74	28	472
Engagements de financement reçus	0	0	0	0
Engagements de garantie reçus	0	416	0	380

Eléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	1er sem 2014		1er sem 2013	
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale
Intérêts reçus	8	41	11	45
Intérêts versés	-7	-25	-6	-34
Commissions reçues	2	4	0	4
Commissions versées	0	0	0	0
Autres produits et charges	28	0	23	-24
Frais généraux	6	-5	7	-5
TOTAL	37	14	36	-14

Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non affiliées au groupe CM11-CIC.

4. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du Groupe CM11-CIC

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, palce des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Groupe CM11-CIC

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Mesdames et Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés du Groupe CM11-CIC, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 1^{er} août 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

5. Etats financiers consolidés au 30 juin 2014 du Groupe BFCM

Les comptes ne sont pas audités mais font l'objet d'un examen limité

Bilan actif - IFRS

En millions	30.06.2014	31.12.2013 comptes retraités*	Notes
Caisse, Banques centrales	19 635	14 770	4a
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	40 813	41 302	5a, 5c
Instruments dérivés de couverture	4 535	3 770	6a, 5c, 6c
Actifs financiers disponibles à la vente	87 509	79 078	7a, 5c
Prêts et créances sur les établissements de crédits	58 581	55 577	4a
Prêts et créances sur la clientèle	172 024	168 159	8a
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	589	563	6b
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	10 538	10 159	9
Actifs d'impôts courants	522	709	13a
Actifs d'impôts différés	633	754	13b
Comptes de régularisation et actifs divers	13 492	12 860	14a
Actifs non courants destinés à être cédés	0	0	
Participations dans les entreprises mises en équivalence	2 513	2 609	15
Immeubles de placement	1 675	1 587	16
Immobilisations corporelles	1 831	1 861	17a
Immobilisations incorporelles	872	939	17b
Ecart d'acquisition	3 924	3 973	18
Total de l'actif	419 688	398 670	

Bilan passif - IFRS

En millions	30.06.2014	31.12.2013 comptes retraités*	Notes
Banques centrales	442	460	4b
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	29 898	30 354	5b, 5c
Instruments dérivés de couverture	4 228	3 814	6a, 5c, 6c
Dettes envers les établissements de crédit	22 030	19 727	4b
Dettes envers la clientèle	144 781	144 392	8b
Dettes représentées par un titre	108 441	97 957	19
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	-1 386	-1 251	6b
Passifs d'impôts courants	323	330	12a
Passifs d'impôts différés	923	851	12b
Compte de régularisation et passifs divers	10 856	9 538	13b
Provisions techniques des contrats d'assurance	70 471	66 256	19
Provisions	1 662	1 546	20
Dettes subordonnées	7 989	6 911	21
Capitaux propres totaux	19 030	17 785	
Capitaux propres part du Groupe	15 514	14 300	
Capital et réserves liées	2 088	2 088	22a
Réserves consolidées	11 559	10 462	22a
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	971	538	22c
Résultat de l'exercice	896	1 211	
Intérêts minoritaires	3 516	3 486	
Total du passif	419 688	398 670	

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

COMPTE DE RESULTAT - IFRS

En millions	30.06.2014	30.06.2013 comptes retraités*	Notes IFRS
Intérêts et produits assimilés	6 372	6 429	24
Intérêts et charges assimilées	-4 149	-4 409	24
Commissions (produits)	1 432	1 405	25
Commissions (charges)	-385	-374	25
Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	86	-28	26
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	55	183	27
Produits des autres activités	6 707	6 400	28
Charges des autres activités	-5 713	-5 367	28
Produit net bancaire IFRS	4 406	4 239	
Charges générales d'exploitation	-2 580	-2 543	29a, 29b
Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles	-130	-135	29c
Résultat brut d'exploitation IFRS	1 696	1 561	
Coût du risque	-364	-475	30
Résultat d'exploitation IFRS	1 332	1 086	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	89	-11	14
Gains ou pertes sur autres actifs	1	0	31
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	-15	32
Résultat avant impôt IFRS	1 421	1 060	
Impôts sur les bénéfices	-365	-398	33
Résultat net	1 056	661	
Intérêts minoritaires	160	132	
Résultat net (part du Groupe)	896	529	
Résultat par action en euros*	33,72	19,93	35

* le résultat dilué par action est identique au résultat par action

Etat du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

En millions	30.06.2014	30.06.2013 comptes retraités*	Notes IFRS
Résultat net	1 056	661	
Écarts de conversion	16	-5	
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	463	100	
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	5	58	
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	52	4	
Total des gains et pertes recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	536	157	
- Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	2	-7	
Total des gains et pertes non recyclables comptabilisés directement en capitaux propres	2	-7	22c, 22d
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 594	811	
<i>Dont part du Groupe</i>	1 329	665	
<i>Dont part des intérêts minoritaires</i>	265	145	

Les rubriques relatives aux gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sont présentées pour leur montant net d'impôt.

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En millions	Capital	Primes	Réserves (1)	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Résultat net - part du groupe	Capitaux propres - part du groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres consolidés
				Écarts de conversion	Actifs disponibles à la vente	Instruments dérivés de couverture	Écarts actuariels				
Capitaux propres au 31 décembre 2012	1 327	736	9 625	-11	317	-80	-135	930	12 709	3 338	16 047
Affectation du résultat de l'exercice précédent			930					-930	0	0	0
Augmentation de capital			-70						-70	-124	-194
Distribution de dividendes			-30						-30	30	0
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle											
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	830	0	0	0	0	-930	-100	-94	-194
Résultat consolidé de la période								529	529	132	661
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					113	39	-7		152	12	164
Variation des écarts actuariels									-7	-7	-7
Variation des taux de conversion				-8					-8	-8	-8
Sous-total	0	0	0	-8	113	39	-7	529	666	144	810
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								0	0	0	0
Autres variations			-1	0	0	0	0	0	-1	0	-1
Capitaux propres au 30 juin 2013	1 327	736	10 454	-19	430	-41	-142	529	13 274	3 388	16 661
Affectation du résultat de l'exercice précédent									0	0	0
Augmentation de capital	2	23							25	25	25
Distribution de dividendes									0	0	-17
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle			20						20	-21	-1
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	2	23	20	0	0	0	0	0	45	-38	7
Résultat consolidé de la période								682	682	141	823
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					292	0	15		292	20	312
Variation des écarts actuariels									15	15	15
Variation des taux de conversion				-12					-12	-12	-12
Sous-total	0	0	0	-12	292	0	15	682	977	161	1 138
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								-1	-1	0	-1
Autres variations			-11	0	0	16	0	0	5	-25	-20
Capitaux propres au 31 décembre 2013	1 329	759	10 462	-31	722	-25	-127	1 211	14 300	3 486	17 785
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 211					-1 211	0	0	0
Augmentation de capital			-130						-130	-122	-252
Distribution de dividendes			49						49	-106	-56
Changement dans les participations dans les filiales sans perte de contrôle											
Sous-total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires	0	0	1 130	0	0	0	0	-1 211	-81	-228	-308
Résultat consolidé de la période								896	896	160	1 056
Variations de juste valeur des actifs disponibles à la vente					406	1	2		407	105	512
Variation des écarts actuariels									2	2	2
Variation des taux de conversion				23					23	23	24
Sous-total	0	0	0	23	406	1	2	896	1 328	266	1 594
Effets des acquisitions et des cessions sur les intérêts minoritaires								0	0	0	0
Autres variations			-33	0	0	0	0	0	-33	-8	-41
Capitaux propres au 30 juin 2014	1 329	759	11 559	-8	1 128	-24	-125	896	15 514	3 516	19 030

(1) Les réserves sont constituées au 30 juin 2014 par la réserve légale pour 133 M€, les réserves statutaires pour 2258 M€, et les autres réserves pour 9168 M€.

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE NETTE

	1er semestre 2014	1er semestre 2013 comptes retraités
Résultat net	1 056	661
Impôt	365	400
Résultat avant impôts	1 421	1 061
+/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	132	133
- Dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	5	-1
+/- Dotations nettes aux provisions	4 373	17
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	89	-11
+/- Perte nette/gain net des activités d'investissement	5	-10
+/- /charges des activités de financement	0	0
+/- Autres mouvements	-220	565
= Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements	4 383	693
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 402	-7 713
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-3 612	-3 050
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	-568	616
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	768	96
- Impôts versés	-203	-334
= Diminution/ nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	-2 213	-10 385
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE	3 592	-8 631
+/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations	-689	-254
+/- Flux liés aux immeubles de placement	-105	-594
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	11	-62
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	-783	-910
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	-252	-194
+/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	4 497	556
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT	4 245	361
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET ASSIMILEE	31	27
Augmentation/ nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	7 084	-9 152
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	3 592	-8 631
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-783	-910
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	4 245	361
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie	31	27
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	12 990	14 597
Caisse, banques centrales, CCP	14 310	9 086
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-1 320	5 511
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	20 074	5 444
Caisse, banques centrales, CCP	19 193	8 454
Comptes et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	881	-3 010
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	7 084	-9 152

*Données retraitées en application de la norme IFRS 11

Notes relatives aux postes des états financiers

Les notes de l'annexe sont présentées en millions d'euros.

NOTE 1 - Principes comptables, méthodes d'évaluation et de présentation

1a - Principes et méthodes comptables

En application du règlement (CE) 1606/2002 sur l'application des normes comptables internationales et du règlement (CE) 1126/2008 sur leur adoption, les comptes consolidés sont établis conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union Européenne au 30 juin 2014. Ce référentiel IFRS comprend les normes IAS 1 à 41, les normes IFRS 1 à 8 et IFRS 10 à 12, et leurs interprétations SIC et IFRIC adoptées à cette date. Aucune norme non adoptée par l'Union Européenne n'est appliquée. Les documents de synthèse sont présentés selon la recommandation CNC 2009-R.04. L'ensemble des normes IAS/IFRS a été mis à jour le 3 novembre 2008 par le règlement 1126/2008 qui a remplacé le règlement 1725/2003.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm

Ces états financiers intermédiaires sont établis conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire qui permet la publication d'états financiers condensés. Ils viennent en complément des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2013 présentés dans le document de référence 2013. Les activités du groupe ne sont pas soumises à un caractère saisonnier ou cyclique. Des estimations et des hypothèses ont pu être faites lors de l'évaluation d'éléments du bilan.

Depuis le 1er janvier 2014, sont appliqués :

- les normes IFRS 10, 11, 12 et IAS 28R relatives à la consolidation, qui introduisent notamment les évolutions suivantes :
 - un modèle selon lequel la consolidation d'une entité repose sur le seul concept de contrôle, avec une définition unique du contrôle applicable à tout type d'entité (- classique - ou - ad hoc -) ;
 - un guide d'application pour les situations où le contrôle est plus difficile à apprécier ;
 - la suppression de la méthode de l'intégration proportionnelle pour les coentreprises, qui sont désormais comptabilisées par mise en équivalence ;
 - de nouvelles informations à fournir dans les comptes annuels sur la détermination du périmètre de consolidation ainsi que sur les risques associés aux intérêts dans d'autres entités (filiales, coentreprises, entités associées, SPV, entités non consolidées) ;

La première application de la norme IFRS 10 n'a pas eu d'impact sur les comptes du groupe au 30 juin 2014. En effet, les analyses effectuées en liaison avec l'application d'IFRS 10 ont permis de recenser notamment des OPCVM figurant à l'actif des sociétés d'assurance. L'impact de la consolidation des entités recensées étant considéré comme non significatif au niveau du groupe, celles-ci n'ont pas été intégrés au périmètre de consolidation.

Les impacts de première application de la norme IFRS 11 sont détaillés en note 1b. Les nouvelles informations requises par la norme IFRS 12 seront présentées dans les notes annexes aux états financiers consolidés du 31 décembre 2014.

- les amendements de :

- IAS 32, visant à clarifier les conditions d'application des critères de compensation des actifs et passifs financiers ;
- IAS 39 sur la novation des dérivés. Cet amendement permet par exception la poursuite de la comptabilité de couverture dans la situation où un dérivé, qui a été désigné comme instrument de couverture, fait l'objet d'un transfert par novation d'une contrepartie vers une contrepartie centrale en conséquence de dispositions législatives ou réglementaires ;
- IAS 36 visant à clarifier le champ d'application des informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers.

Ces amendements n'ont pas eu d'impact sur les états financiers.

Texte applicable en 2015 :

L'interprétation IFRIC 21 précise la date de comptabilisation des taxes (autres que celles qui sont comptabilisées en application d'une autre norme qu'IAS 37 comme par exemple l'impôt sur les résultats comptabilisé en application d'IAS 12). Elle a pour principale conséquence l'interdiction d'étaler les taxes annuelles dont le fait générateur est une date unique (dans les comptes intermédiaires, ce texte ne

1b - Impacts de 1ère application de la norme IFRS 11

Conformément à IFRS 11, des comptes retraités ont été établis du fait du changement de méthode de consolidation pour les coentreprises détenues par le groupe. Les sociétés TARGOBANK Espagne et Banque CASINO, détenues à 50% par le groupe et anciennement consolidées par intégration proportionnelle, sont désormais consolidées par la méthode de la mise en équivalence.

Les impacts en 2013 sont les suivants :

- Total actif -1 055 M€, dont : Caisse Banque centrale -8 M€ ; Actifs financiers disponibles à la vente -55 M€ ; Prêts et créances sur les établissements de crédits +277 M€ ; Prêts et créances sur la clientèle -1 410 M€ ; Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux +1 M€ ; Actifs d'impôts courants -1 M€ ; Actifs d'impôts différés -16 M€ ; Comptes de régularisation et actifs divers -32 M€ ; Actifs non courants destinés à être cédés -4 M€ ; Participations dans les entreprises mises en équivalence +413 M€ ; Immobilisations corporelles -8 M€ ; Immobilisations incorporelles -2 M€ ; Ecarts d'acquisition -209 M€.

- Total passif -1 055 M€, dont : Passifs financiers à la juste valeur par résultat -54 M€ ; Dettes envers les établissements de crédit -153 M€ ; Dettes envers la clientèle -825 M€ ; Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux +1 M€ ; Passifs d'impôts courants -6 M€ ; Comptes de régularisation et passifs divers -16 M€ ; Provisions -1 M€.

- Résultat net au 30 juin 2013 +0 M€, dont : Intérêts et produits assimilés -40 M€ ; Intérêts et charges assimilées +12 M€ ; Commissions (produits) -15 M€ ; Commissions (charges) +2 M€ ; Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat -1 M€ ; Produits des autres activités -1 M€ ; Charges des autres activités +1 M€ ; Charges générales d'exploitation +25 M€ ; Dot/Rep sur amortissements et provisions des immos corporelles et incorporelles +1 M€ ; Coût du risque +11 M€ ; Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence +4 M€ ; Gains ou pertes sur autres actifs -2 M€ ; Impôts sur les bénéfices +1 M€.

Les comptes présentés ci-dessous ont été retraités de cette nouvelle norme.

NOTE 2 - Répartition du compte de résultat par activité et par zone géographique

Les activités sont les suivantes :

- La banque de détail regroupe les banques régionales du CIC, Targobank Allemagne, Cofidis, Banco Popular Espanol, Banque Marocaine du Commerce Extérieur, Banque de Tunisie ainsi que toutes les activités spécialisées dont la commercialisation des produits est assurée par le réseau : crédit-bail mobilier et immobilier, affacturage, gestion collective, épargne salariale, immobilier.

- L'activité d'assurance est constituée par le groupe des Assurances du Crédit Mutuel

- Les activités de financement et de marché regroupent :

- a) le financement des grandes entreprises et des clients institutionnels, les financements spécialisés, l'international et les succursales étrangères ;

- b) les activités de marché au sens large, c'est-à-dire les activités sur taux, change et actions, qu'elles soient exercées pour le compte de la clientèle ou pour compte propre, y compris l'intermédiation boursière.

- Les activités de banque privée regroupent les sociétés dont c'est la vocation principale, tant en France qu'à l'étranger.

- Le capital-développement exercé pour compte propre et l'ingénierie financière constituent un pôle d'activité.

- La structure holding rassemble les éléments non affectables à une autre activité (holding) ainsi que les structures de logistique : les holdings intermédiaires, l'immobilier d'exploitation logé dans des entités spécifiques et les entités informatiques.

Les entités consolidées sont affectées en totalité à leur activité principale sur la base de leur contribution aux comptes consolidés. Seules deux entités font exception, le CIC et la BFCM en raison de leur présence dans plusieurs activités. Dans ce cas, les comptes sociaux font l'objet d'une répartition analytique. La répartition du bilan s'effectue de la même façon.

2a - Répartition du compte de résultat par activité

30.06.2014	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développnt	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	3 109	747	410	235	107	-166	-35	4 406
Frais généraux	-1 927	-218	-145	-176	-18	-261	35	-2 710
Résultat brut d'exploitation	1 181	529	266	58	89	-427	0	1 696
Coût du risque	-411		43	4	0	1		-364
Gains sur autres actifs	32	-17		0		75		89
Résultat avant impôts	803	512	308	62	89	-352	0	1 421
Impôt sur les sociétés	-267	-193	-82	-18	1	193		-365
Résultat net comptable	535	319	227	45	90	-159	0	1 056
Minoritaires								160
Résultat net part du groupe								896

30.06.2013	banque de détail	assurance	financements et marchés	banque privée	capital développnt	logistique et holding	inter activités	Total
Produit net bancaire	3 045	723	452	247	65	-258	-35	4 239
Frais généraux	-1 916	-207	-150	-173	-16	-250	34	-2 678
Résultat brut d'exploitation	1 129	515	301	74	49	-508	0	1 561
Coût du risque	-450		-11	-3		-11		-475
Gains sur autres actifs	21	-44				-3		-26
Résultat avant impôts	700	471	290	72	49	-522	0	1 060
Impôt sur les sociétés	-233	-184	-105	-21	-1	145		-398
Résultat net comptable	467	287	185	51	48	-377	0	661
Minoritaires								132
Résultat net part du groupe								529

2b - Répartition du compte de résultat par zone géographique

	30.06.2014				30.06.2013			
	France	Europe hors France	Autres pays*	Total	France	Europe hors France	Autres pays*	Total
Produit net bancaire	3 255	1 047	104	4 406	3 206	940	92	4 239
Frais généraux	-1 984	-685	-41	-2 710	-1 969	-671	-38	-2 678
Résultat brut d'exploitation	1 271	362	64	1 696	1 237	269	54	1 561
Coût du risque	-296	-124	55	-364	-316	-169	10	-475
Gains sur autres actifs **	79	7	3	89	-1	-5	-20	-26
Résultat avant impôts	1 054	246	122	1 421	920	96	43	1 060
Résultat net global	779	177	100	1 056	575	68	18	661
Résultat net part du Groupe	643	152	101	896	454	46	29	529

* USA, Singapour, Tunisie et Maroc

** 27,5 % du PNB (hors activités logistique et holding) a été réalisé à l'étranger à fin juin 2014

** * compris résultat net des entités mises en équivalence et les pertes de valeur sur écarts d'acquisition

NOTE 3 - Composition du périmètre de consolidation

La société mère du groupe est la Banque Fédérative du Crédit Mutuel.

Par rapport au 31 décembre 2013, les changements concernant le périmètre de consolidation sont :

- Entrées de périmètre : Valovis Bank AG
- Fusions, absorptions : Carmen Holding Investissement avec BFCM, L'alsace avec SAP Alsace (ex SFEJIC)
- Sorties de périmètre : Saint-Pierre SNC, Calypso Management Company, LRM Advisory SA, Serficom Family Office Inc.

Suite à la cession de Banca Popolare di Milano (dont les impacts sont présentés note 14), les sociétés portant exclusivement des titres de cette entité ont été déconsolidées au 30 juin 2014. Ces sociétés sont : CIC Migrations, Cicor, Cicoval, Efsa, Gestunion 2, Gestunion 3, Gestunion 4, Impex Finance, Marsovalor, Pargestion 2, Pargestion 4, Placinvest, Sofiholding 2, Sofiholding 3, Sofiholding 4, Sofinaction, Ufigestion 2, Ugépar Service, Valimar 2, Valimar 4, VTP1, VTP 5.

- Changement de dénomination : SFEJIC devient SAP Alsace, BCMI devient Fivory.

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
A. Réseau bancaire							
Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM)	France	96	96	IG	96	96	IG
BECM Francfort (succursale de BECM)	Allemagne	96	96	IG	96	96	IG
BECM Saint Martin (succursale de BECM)	Saint Martin	96	96	IG	96	96	IG
CIC Est	France	100	94	IG	100	93	IG
CIC Iberbanco	France	100	100	IG	100	100	IG
CIC Lyonnaise de Banque (LB)	France	100	94	IG	100	93	IG
CIC Nord Ouest	France	100	94	IG	100	93	IG
CIC Ouest	France	100	94	IG	100	93	IG
CIC Sud Ouest	France	100	94	IG	100	93	IG
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	France	94	94	IG	93	93	IG
CIC Londres (succursale du CIC)	Royaume-Uni	94	94	IG	93	93	IG
CIC New York (succursale du CIC)	Etats-Unis	94	94	IG	93	93	IG
CIC Singapour (succursale du CIC)	Singapour	94	94	IG	93	93	IG
Targobank AG & Co. K&A	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targobank Espagne	Espagne	50	50	ME	50	50	ME
B. Filiales du réseau bancaire							
Banca Popolare di Milano	Italie			NC	7	6	ME
Bancas	France	50	50	ME	50	50	ME
Banco Popular Español	Espagne	4	4	ME	4	4	ME
Banque de Tunisie	Tunisie	34	34	ME	34	34	ME
Banque du groupe Casino	France	50	50	ME	50	50	ME
Banque Européenne du Crédit Mutuel Monaco	Monaco	100	96	IG	100	96	IG
Banque Marocaine du Commerce Extérieur (BMCE)	Maroc	26	26	ME	26	26	ME
Cartes et crédits à la Consommation	France	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Asset Management	France	74	73	IG	74	73	IG
CM-CIC Bail	France	99	93	IG	99	92	IG
CM-CIC Epargne salariale	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Factor	France	96	89	IG	96	89	IG
CM-CIC Gestion	France	100	73	IG	100	73	IG
CM-CIC Home Loan SFH	France	100	100	IG	100	100	IG
CM-CIC Lease	France	100	97	IG	100	96	IG
CM-CIC Leasing Benelux	Belgique	100	93	IG	100	92	IG
CM-CIC Leasing GmbH	Allemagne	100	93	IG	100	92	IG
Cofidis Argentine	Argentine	66	36	IG	66	36	IG
Cofidis Belgique	Belgique	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis France	France	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis Espagne (succursale de Cofidis France)	Espagne	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis Portugal (succursale de Cofidis France)	Portugal	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis Hongrie (succursale de Cofidis France)	Hongrie	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis Italie	Italie	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis République Tchèque	République Tchèque	100	55	IG	100	55	IG
Cofidis Slovaquie	Slovaquie	100	55	IG	100	55	IG
Creatis	France	100	55	IG	100	55	IG
FCT CMCIC Home loans	France	100	100	IG	100	100	IG
Fivory (ex BCMI)	France	100	100	IG	100	100	IG
Monabanq	France	100	55	IG	100	55	IG

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *	Pourcentage Contrôle	Pourcentage Intérêt	Méthode *
Monabanq Belgique (succursale de Monabanq)	Belgique			NC	100	55	IG
Saint-Pierre SNC	France			NC	100	93	IG
SCI La Tréfilère	France	46	46	ME	46	46	ME
SOFEMO - Société Fédérative Europ.de Monétique et de Financement	France	100	55	IG	100	55	IG
Sofim	France	100	94	IG	100	93	IG
Targo Dienstleistungs GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Finanzberatung GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Valovis Bank AG	Allemagne	100	100	IG			NC
C. Banques de financement et activités de marché							
Banque Fédérative du Crédit Mutuel Francfort (succursale de BFCM)	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Cigogne Management	Luxembourg	100	96	IG	100	96	IG
CM-CIC Securities	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Securities London Branch (succursale de CM-CIC securities)	Royaume-Uni	100	94	IG	100	93	IG
Diversified Debt Securities SICAV - SIF	Luxembourg	100	94	IG	100	93	IG
Divhold	Luxembourg	100	94	IG	100	93	IG
Lafayette CLO 1 Ltd	Grands Caïmans	100	94	IG	100	93	IG
Ventadour Investissement	France	100	100	IG	100	100	IG
D. Banque privée							
Agefor SA Genève	Suisse	70	66	IG	70	65	IG
Banque de Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	93	IG
Banque Pasche	Suisse	100	94	IG	100	93	IG
Banque Pasche (Liechtenstein) AG	Liechtenstein	53	49	IG	53	49	IG
Banque Pasche Monaco SAM	Monaco	100	94	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique	France	100	94	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Belgium	Belgique	100	94	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Luxembourg	Luxembourg	100	94	IG	100	93	IG
Banque Transatlantique Singapore	Singapour	100	94	IG	100	93	IG
Calypso Management Company	Cayman			NC	70	65	IG
CIC Suisse	Suisse	100	94	IG	100	93	IG
Dubly-Douilhet Gestion	France	100	94	IG	100	93	IG
LRM Advisory SA	Bahamas			NC	70	65	IG
Pasche Bank & Trust Ltd Nassau	Bahamas	100	94	IG	100	93	IG
Pasche Finance SA Fribourg	Suisse	100	94	IG	100	93	IG
Serficom Brasil Gestao de Recursos Ltda	Bésil	100	94	IG	100	93	IG
Serficom Family Office Brasil Gestao de Recursos Ltda	Bésil	97	91	IG	97	90	IG
Serficom Family Office Inc	Bahamas			NC	100	93	IG
Serficom Family Office SA	Suisse	100	94	IG	100	93	IG
Transatlantique Gestion	France	100	94	IG	100	93	IG
E. Capital développement							
CM-CIC Capital Finance	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Capital Innovation	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Conseil	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Investissement	France	100	94	IG	100	93	IG
CM-CIC Proximité	France	100	94	IG	100	93	IG
Sudinnova	France	66	62	IG	66	61	IG
F. Logistique et holding							
Adepi	France	100	94	IG	100	93	IG
Carmen Holding Investissement	France			FU	100	100	IG
CIC Migrations	France			NC	100	93	IG
CIC Participations	France	100	94	IG	100	93	IG
Cicor	France			NC	100	93	IG
Cicoval	France			NC	100	93	IG
CM Akquisitions	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
CMCP - Crédit Mutuel Cartes de Paiement	France	45	46	ME	45	46	ME
Cofidis Participations	France	55	55	IG	55	55	IG
Efsa	France			NC	100	93	IG
Est Bourgogne Rhone Alpes (EBRA)	France	100	100	IG	100	100	IG
Euro-Information	France	26	26	ME	26	25	ME
Euro Protection Surveillance	France	25	25	ME	25	25	ME
Gesteurop	France	100	94	IG	100	93	IG
Gestunion 2	France			NC	100	93	IG
Gestunion 3	France			NC	100	93	IG
Gestunion 4	France			NC	100	93	IG
Groupe Républicain Lorrain Communication (GRLC)	France	100	100	IG	100	100	IG
Impex Finance	France			NC	100	93	IG
L'Est Républicain	France	92	92	IG	92	92	IG
Marsovalor	France			NC	100	93	IG
Pargestion 2	France			NC	100	93	IG
Pargestion 4	France			NC	100	93	IG
Placinvest	France			NC	100	93	IG
SAP Alsace (ex SFEJIC)	France	99	97	IG	99	97	IG
Société Civile de Gestion des Parts dans l'Alsace (SCGPA)	France	50	50	IG	50	50	IG
Société de Presse Investissement (SPI)	France	100	100	IG	100	100	IG
Sofiholding 2	France			NC	100	93	IG
Sofiholding 3	France			NC	100	93	IG
Sofiholding 4	France			NC	100	93	IG
Sofinaction	France			NC	100	93	IG
Targo Akademie GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Deutschland GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo IT Consulting GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo IT Consulting GmbH Singapour (succursale de Targo IT consulting GmbH)	Singapour	100	100	IG	100	100	IG
Targo Management AG	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Targo Realty Services GmbH	Allemagne	100	100	IG	100	100	IG
Ufigestion 2	France			NC	100	93	IG

	Pays	30.06.2014			31.12.2013		
		Pourcentage	Pourcentage	Méthode	Pourcentage	Pourcentage	Méthode
		Contrôle	Intérêt	*	Contrôle	Intérêt	*
Ugépar Service	France			NC	100	93	IG
Valimar 2	France			NC	100	93	IG
Valimar 4	France			NC	100	93	IG
VTP 1	France			NC	100	93	IG
VTP 5	France			NC	100	93	IG
G. Sociétés d'assurance							
ACM GIE	France	100	72	IG	100	72	IG
ACM IARD	France	96	69	IG	96	69	IG
ACM Nord IARD	France	49	35	ME	49	35	ME
ACM RE	Luxembourg	100	72	IG	100	72	IG
ACM Services	France	100	72	IG	100	72	IG
ACM Vie	France	100	72	IG	100	72	IG
Agrupació AMCI d'Assegurances i Reassegurances S.A.	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
Agrupació Bankpyme Pensiones	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
Agrupació Serveis Administratius	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
AMDIF	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
AMSYR	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
Assistencia Avançada Barcelona	Espagne	73	59	IG	73	59	IG
Astree	Tunisie	30	22	ME	30	22	ME
Groupe des Assurances du Crédit Mutuel (GACM)	France	73	72	IG	73	72	IG
ICM Life	Luxembourg	100	72	IG	100	72	IG
Immobilière ACM	France	100	72	IG	100	72	IG
Partners	Belgique	100	72	IG	100	72	IG
Procurtage	France	100	72	IG	100	72	IG
RMA Watanya	Maroc	22	16	ME	22	16	ME
Royal Automobile Club de Catalogne	Espagne	49	35	ME	49	35	ME
Serenis Assurances	France	100	72	IG	100	72	IG
Serenis Vie	France	100	72	IG	100	72	IG
Voy Mediación	Espagne	90	64	IG	90	63	IG
H. Autres sociétés							
Affiches D'Alsace Lorraine	France	100	98	IG	100	98	IG
Agence Générale d'Informations régionales	France	100	98	IG	100	98	IG
Alsace Média Participation	France	100	98	IG	100	98	IG
Alsacienne de Portage des DNA	France	100	98	IG	100	98	IG
CM-CIC Immobilier	France	100	100	IG	100	100	IG
Distripub	France	100	97	IG	100	97	IG
Documents AP	France	100	100	IG	100	100	IG
Est Bourgogne Médias	France	100	100	IG	100	100	IG
Foncière Massena	France	100	72	IG	100	72	IG
France Régie	France	100	98	IG	100	98	IG
GEIE Synergie	France	100	55	IG	100	55	IG
Groupe Dauphiné Media (ex Publprint Dauphiné)	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Progrès	France	100	100	IG	100	100	IG
Groupe Républicain Lorrain Imprimeries - GRLI	France	100	100	IG	100	100	IG
Immocity	France	100	100	IG	100	100	IG
Jean Bozzi Communication	France	100	100	IG	100	100	IG
Journal de la Haute Marne	France	50	46	ME	50	46	ME
La Liberté de l'Est	France	97	89	IG	97	89	IG
La Tribune	France	100	100	IG	100	100	IG
L'Alsace	France			FU	100	97	IG
Le Dauphiné Libéré	France	100	100	IG	100	100	IG
Le Républicain Lorrain	France	100	100	IG	100	100	IG
Les Dernières Nouvelles d'Alsace	France	100	98	IG	100	98	IG
Les Dernières Nouvelles de Colmar	France	100	98	IG	100	98	IG
Les Editions de l'Echiquier	France	100	97	IG	100	97	IG
Lumedia	Luxembourg	50	50	ME	50	50	IP
Massena Property	France	100	72	IG	100	72	IG
Massimob	France	100	69	IG	100	69	IG
Mediaportage	France	100	97	IG	100	97	IG
Presse Diffusion	France	100	100	IG	100	100	IG
Publprint province n° 1	France	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain Communication	France	100	100	IG	100	100	IG
Républicain Lorrain Tv News	France	100	100	IG	100	100	IG
Roto Offset	France	100	97	IG	100	97	IG
SCI ACM	France	87	62	IG	87	62	IG
SCI Alsace	France	100	97	IG	90	87	IG
SCI Le Progrès Confluence	France	100	100	IG	100	100	IG
Société d'Édition de l'Hebdomadaire du Louhannais et du Jura (SEHLJ)	France	100	100	IG	100	100	IG

* Méthode :
IG = Intégration Globale
IP = Intégration Proportionnelle
ME = Mise en Equivalence
NC = Non Consolidée
FU = Fusionnée

Le groupe ne dispose pas d'implantation répondant aux critères définis par l'arrêté du 6 octobre 2009 dans les Etats ou territoires non coopératifs (ETNC) figurant sur la liste fixée par l'arrêté du 17 Janvier 2014.

NOTE 4 - Caisse, Banques centrales

4a - Prêts et créances sur les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Caisse, Banques centrales		
Banques centrales	19 101	14 130
dont réserves obligatoires	1 446	1 396
Caisse	534	640
Total	19 635	14 770
Prêts et créances sur les établissements de crédit		
Comptes réseau Crédit Mutuel (1)	5 011	4 831
Autres comptes ordinaires	3 797	3 789
Prêts	42 075	41 528
Autres créances	636	668
Titres non cotés sur un marché actif	1 594	1 812
Pensions	5 195	2 615
Créances dépréciées sur base individuelle	6	8
Créances rattachées	272	330
Dépréciations	-4	-4
Total	58 581	55 577

(1) concerne principalement les encours de reversement CDC (LEP, LDD, Livret bleu)

4b - Dettes envers les établissements de crédit

	30.06.2014	31.12.2013
Banques centrales	442	460
Dettes envers les établissements de crédit		
Autres comptes ordinaires	4 001	3 998
Emprunts	14 840	14 520
Autres dettes	218	161
Pensions	2 922	992
Dettes rattachées	48	56
Total	22 472	20 188

NOTE 5 - Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

5a - Actifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Transaction	Juste valeur sur option	Total	Transaction	Juste valeur sur option	Total
. Titres	12 250	14 467	26 717	10 986	13 570	24 555
- Effets publics	2 706	1	2 707	1 764	1	1 765
- Obligations et autres titres à revenu fixe	8 711	2 766	11 477	8 685	2 795	11 480
. Cotés	8 711	2 457	11 168	8 685	2 476	11 160
. Non cotés	0	309	309	0	319	319
- Actions et autres titres à revenu variable	833	11 700	12 533	537	10 774	11 311
. Cotés	833	9 956	10 789	537	9 038	9 575
. Non cotés	0	1 744	1 744	0	1 736	1 736
. Instruments dérivés de transaction	6 051	0	6 051	6 176	0	6 176
. Autres actifs financiers		8 045	8 045		10 571	10 571
dont pensions		8 045	8 045		10 571	10 571
TOTAL	18 301	22 512	40 813	17 162	24 141	41 302

5b - Passifs financiers à la juste valeur par résultat

	30.06.2014	31.12.2013
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	11 701	10 849
Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat	18 197	19 505
TOTAL	29 898	30 354

Passifs financiers détenus à des fins de transaction

	30.06.2014	31.12.2013
. Vente à découvert de titres	2 605	1 810
- Obligations et autres titres à revenu fixe	1 838	1 192
- Actions et autres titres à revenu variable	765	617
. Instruments dérivés de transaction	8 327	8 204
. Autres passifs financiers détenus à des fins de transaction	769	836
TOTAL	11 701	10 849

Passifs financiers à la juste valeur sur option par résultat

	30.06.2014			31.12.2013		
	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart	Valeur Comptable	Montant dû à l'échéance	Ecart
. Titres émis	0	0	0	184	184	0
. Dettes interbancaires	16 960	16 959	1	17 034	17 034	0
. Dettes envers la clientèle	1 237	1 237	0	2 287	2 287	0
Total	18 197	18 196	1	19 505	19 505	0

5c - Hiérarchie de la Juste Valeur

30.06.2014	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	84 613	734	2 162	87 509
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	23 411	0	0	23 411
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	53 501	625	1 066	55 192
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	6 557	71	187	6 815
- Participations et ATDLT - DALV	1 035	22	561	1 618
- Parts entreprises liées - DALV	109	16	348	473
Transaction / JVO	22 793	15 647	2 372	40 812
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	2 471	0	235	2 706
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 297	1 080	334	8 711
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 273	134	359	2 766
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	827	0	6	833
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	9 863	449	1 388	11 700
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	4 570	0	4 570
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	3 474	0	3 474
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	61	5 945	45	6 051
- Dérivés et autres actifs financiers - Juste valeur sur option	0	4 534	1	4 535
Instruments dérivés de couverture	0	0	1	1
Total	107 406	20 920	4 530	132 856
Passifs financiers				
Transaction / JVO	3 451	26 182	265	29 898
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	16 960	0	16 960
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	1 237	0	1 237
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	3 451	7 996	254	11 701
- Dérivés et autres passifs financiers - Juste valeur sur option	0	4 182	46	4 228
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Total	3 451	30 375	300	34 126
31.12.2013				
Actifs financiers				
Disponibles à la vente	76 838	875	1 366	79 079
- Effets publics et valeurs assimilées - DALV	20 937	0	0	20 937
- Obligations et autres titres à revenu fixe - DALV	48 867	830	410	50 107
- Actions et autres titres à revenu variable - DALV	6 166	5	111	6 282
- Participations et ATDLT - DALV	858	22	527	1 407
- Parts entreprises liées - DALV	10	18	318	346
Transaction / JVO	20 509	18 360	2 434	41 303
- Effets publics et valeurs assimilées - Transaction	1 499	100	165	1 764
- Effets publics et valeurs assimilées - Juste valeur sur option	1	0	0	1
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Transaction	7 207	1 224	254	8 685
- Obligations et autres titres à revenu fixe - Juste valeur sur option	2 294	132	369	2 795
- Actions et autres titres à revenu variable - Transaction	531	0	6	537
- Actions et autres titres à revenu variable - Juste valeur sur option	8 924	374	1 476	10 774
- Prêts et créances sur établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	5 505	0	5 505
- Prêts et créances sur la clientèle - Juste valeur sur option	0	5 066	0	5 066
- Dérivés et autres actifs financiers - Transaction	53	5 964	159	6 176
- Dérivés et autres actifs financiers - Juste valeur sur option	0	3 767	3	3 770
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Total	97 347	23 007	3 798	124 152
Passifs financiers				
Transaction / JVO	2 689	27 512	153	30 354
- Dettes envers les établissements de crédit - Juste valeur sur option	0	17 034	0	17 034
- Dettes envers la clientèle - Juste valeur sur option	0	2 287	0	2 287
- Dettes représentées par un titre - Juste valeur sur option	0	184	0	184
- Dettes subordonnées - Juste valeur sur option	0	0	0	0
- Dérivés et autres passifs financiers - Transaction	2 689	8 018	142	10 849
- Dérivés et autres passifs financiers - Juste valeur sur option	0	3 805	9	3 814
Instruments dérivés de couverture	0	0	0	0
Total	2 689	31 328	151	34 168

Il existe trois niveaux de juste valeur des instruments financiers, conformément à ce qui a été défini par la norme IFRS 7 :

- niveau 1 : Utilisation du cours de bourse. Dans les activités de marché, concerne les titres de créance cotés par au moins quatre contributeurs et les dérivés cotés sur un marché organisé.
- niveau 2 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données observables ; sont dans ce niveau, dans les activités de marché, les titres de créance cotés par deux ou trois contributeurs et les dérivés de gré à gré non présents dans le niveau 3.
- niveau 3 : Utilisation de techniques de valorisation basées principalement à partir de données non observables. Y figurent les actions non cotées, et dans les activités de marché, les titres de créance cotés par un seul contributeur et les dérivés utilisant principalement des paramètres non observables.

Les instruments du portefeuille de négociation classés en niveaux 2 ou 3 sont constitués en majorité de titres jugés peu liquides et de dérivés dont au moins un des sous-jacents est jugé peu liquide.

L'ensemble de ces instruments comporte des incertitudes de valorisation, lesquelles donnent lieu à des ajustements de valeur reflétant la prime de risque qu'un acteur de marché incorporerait lors de l'établissement du prix.

Ces ajustements de valorisation permettent d'intégrer notamment, des risques qui ne seraient pas appréhendés par le modèle, des risques de liquidité associés à l'instrument ou au paramètre concerné, des primes de risque spécifiques destinées à compenser certains surcoûts qu'induirait la stratégie de gestion dynamique associée au modèle dans certaines conditions de marché et le risque de contrepartie présent dans la juste valeur positive des dérivés de gré à gré. Les méthodes utilisées sont susceptibles d'évoluer. Ce dernier inclut le risque de contrepartie propre présent dans la juste valeur négative des dérivés de gré à gré.

Lors de l'établissement des ajustements de valeur, chaque facteur de risque est considéré individuellement et aucun effet de diversification entre risques, paramètres ou modèles de nature différente n'est pris en compte. Une approche de portefeuille est le plus souvent retenue pour un facteur de risque donné.

NOTE 6 - Couverture

6a - Instruments dérivés de couverture

	30.06.2014		31.12.2013	
	Actif	Passif	Actif	Passif
. couverture de flux de trésorerie (Cash flow Hedge)	4	12	4	11
. couverture de juste valeur (variation enregistrée en résultat)	4 530	4 216	3 766	3 803
TOTAL	4 535	4 228	3 770	3 814

La couverture en juste valeur est la couverture d'une exposition au changement de la juste valeur d'un instrument financier attribuable à un risque particulier. Les variations de juste valeur de la couverture ainsi que des éléments couverts, pour la partie attribuable au risque couvert, sont comptabilisées en résultat.

6b - Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux

	Juste valeur 30.06.2014	Juste valeur 31.12.2013	Variation de juste valeur
Juste valeur du risque de taux d'intérêt par portefeuilles			
. d'actifs financiers	589	563	27
. de passifs financiers	-1 386	-1 251	-135

6c - Analyse des instruments dérivés

	30.06.2014			31.12.2013		
	Notionnel	Actif	Passif	Notionnel	Actif	Passif
Instruments dérivés de transaction						
<i>Instrument de taux</i>						
Swaps	227 907	4 797	6 744	230 854	4 748	6 570
Autres contrats fermes	28 149	9	5	13 022	5	1
Options et instruments conditionnels	45 333	52	270	24 940	112	238
<i>Instrument de change</i>						
Swaps	80 577	15	27	75 932	21	42
Autres contrats fermes	161	293	277	71	341	325
Options et instruments conditionnels	25 560	37	36	22 393	54	54
<i>Autres que taux et change</i>						
Swaps	14 345	132	206	13 276	109	180
Autres contrats fermes	2 212	0	0	1 572	0	0
Options et instruments conditionnels	22 033	716	762	27 183	785	795
Sous-total	446 278	6 051	8 327	409 242	6 176	8 204
Instruments dérivés de couverture						
<i>couverture de Fair Value Hedge</i>						
Swaps	77 611	4 530	4 216	76 197	3 766	3 803
Options et instruments conditionnels	1	0	0	1	0	0
<i>couverture de Cash Flow Hedge</i>						
Swaps	213	4	9	217	4	8
Autres contrats fermes	0	0	3	0	0	3
Sous-total	77 824	4 535	4 228	76 415	3 770	3 814
Total	524 102	10 586	12 556	485 657	9 946	12 017

La norme IFRS 13 traitant de l'évaluation de la juste valeur est entrée en application le 1er janvier 2013. Concernant les dérivés de gré à gré, elle modifie des modalités d'évaluation du risque de contrepartie inclus dans leur juste valeur par la prise en compte du « credit value adjustment (CVA) » et celle des « debt value adjustment (DVA) » – qui consiste à retenir le risque de crédit propre – et « funding value adjustment » (FVA) – qui correspond aux coûts ou bénéfices liés au financement de certains dérivés non couverts par un accord de compensation. La CVA et la FVA s'élevaient respectivement au 30 juin 2014 à (-30) millions d'euros et (-15) millions d'euros. Elles étaient de (-24) millions d'euros et (-10) millions d'euros 31 décembre 2013. Le montant de DVA s'élève à 4 millions d'euros au 30 juin 2014 contre un montant nul au 31 décembre 2013.

NOTE 7 - Actifs financiers disponibles à la vente

7a - Actifs financiers disponibles à la vente

	30.06.2014	31.12.2013
. Effets publics	23 274	20 802
. Obligations et autres titres à revenu fixe	55 086	49 998
- Cotés	54 873	49 780
- Non cotés	213	219
. Actions et autres titres à revenu variable	6 815	6 282
- Cotés	6 650	6 145
- Non cotés	165	137
. Titres immobilisés	1 977	1 742
- Titres de participations	1 482	1 274
- Autres titres détenus à long terme	135	133
- Parts dans les entreprises liées	360	335
- Titres prêtés	1	1
. Créances rattachées	357	254
TOTAL	87 509	79 078
<i>Dont plus/moins values latentes sur obligations et autres titres à revenus fixe et sur effets publics comptabilisées directement en capitaux propres</i>	451	99
<i>Dont plus/moins values latentes sur actions et autres titres à revenu variable et sur titres immobilisés comptabilisées directement en capitaux propres</i>	1 067	761
<i>Dont dépréciations des obligations et autres titres à revenu fixe</i>	-74	-80
<i>Dont dépréciations des actions et autres titres à revenu variable et des titres immobilisés</i>	-1 776	-1 814

7b - Exposition au risque souverain

Pays bénéficiant d'un plan de soutien

Expositions nettes*	30.06.2014		31.12.2013	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
Actifs à la juste valeur par résultat	13		7	
Actifs disponibles à la vente	63	100	63	102
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	76	100	70	102

* Les montants des expositions nettes s'entendent après prise en compte de la participation aux bénéfices des assurés pour la partie assurance.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2014		31.12.2013	
	Portugal	Irlande	Portugal	Irlande
<1 an	13		13	
1 à 3 ans				
3 à 5 ans	56	85	50	
5 à 10 ans	8	9	2	94
Sup à 10 ans		6	5	8
Total	76	100	70	102

Autres expositions souveraines du portefeuille bancaire

Expositions nettes	30.06.2014		31.12.2013	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
Actifs à la juste valeur par résultat	151	70	248	14
Actifs disponibles à la vente	43	3 399	46	3 370
Actifs détenus jusqu'à l'échéance				
TOTAL	194	3 469	294	3 384

Activités de marché en valeur de marché, autres métiers en valeur nominale. Les encours sont présentés nets de CDS.

Durée résiduelle contractuelle	30.06.2014		31.12.2013	
	Espagne	Italie	Espagne	Italie
<1 an	95	2 351	181	2 225
1 à 3 ans	53	336	101	379
3 à 5 ans	2	275	4	349
5 à 10 ans	26	231	0	198
Sup à 10 ans	17	275	8	233
Total	194	3 469	294	3 384

NOTE 8 - Clientèle

8a - Prêts et créances sur la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
Créances saines	159 522	155 910
. Créances commerciales	4 394	4 817
. Autres concours à la clientèle	154 160	150 215
- crédits à l'habitat	66 083	65 721
- autres concours et créances diverses dont pensions	88 077	84 495
. Créances rattachées	324	302
. Titres non cotés sur un marché actif	644	576
Créances d'assurance et réassurance	208	198
Créances dépréciées sur base individuelle	10 355	10 341
Créances brutes	170 085	166 449
Dépréciations individuelles	-6 789	-6 773
Dépréciation collectives	-582	-583
SOUS TOTAL I	162 715	159 093
Location financement (investissement net)	9 441	9 202
. Mobilier	5 469	5 385
. Immobilier	3 631	3 469
. Créances dépréciées sur base individuelle	341	348
Dépréciations	-132	-137
SOUS TOTAL II	9 309	9 065
TOTAL	172 024	168 159
dont prêts participatifs	13	12
dont prêts subordonnés	18	18

Opérations de location financement avec la clientèle

	31.12.2013	Acquisition	Cession	Autres	30.06.2014
Valeur brute comptable	9 202	545	-304	-2	9 441
Dépréciations des loyers non recouvrables	-137	-12	17	0	-132
Valeur nette comptable	9 065	533	-287	-2	9 309

8b - Dettes envers la clientèle

	30.06.2014	31.12.2013
. Comptes d'épargne à régime spécial	41 779	39 661
- à vue	31 747	30 065
- à terme	10 032	9 597
. Dettes rattachées sur comptes d'épargne	287	1
Sous-total	42 066	39 662
. Comptes à vue	54 161	54 701
. Comptes et emprunts à terme	46 541	49 261
. Pensions	1 399	166
. Dettes rattachées	436	510
. Dettes d'assurance et de réassurance	178	91
Sous-total	102 715	104 730
TOTAL	144 781	144 392

NOTE 9 - Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

	30.06.2014	31.12.2013
. Titres	10 540	10 174
- Obligations et autres titres à revenu fixe	10 540	10 174
. Cotés	10 516	10 148
. Non cotés	24	26
. Créances rattachées	12	1
TOTAL BRUT	10 552	10 175
dont actifs dépréciés	23	25
Dépréciations	-15	-16
TOTAL NET	10 538	10 159

NOTE 10 - Variation des dépréciations

	31.12.2013	Dotation	Reprise	Autres	30.06.2014
Prêts et créances Etablissements de crédit	-4	0	0	0	-4
Prêts et créances sur la clientèle	-7 492	-636	652	-26	-7 502
Titres en AFS "disponibles à la vente"	-1 895	-8	68	-15	-1 850
Titres en HTM "détenus jusqu'à l'échéance"	-16	0	2	0	-15
Total	-9 407	-643	722	-41	-9 370

Au 30/06/2014, les provisions sur les prêts et les créances à la clientèle s'élèvent à 7 502 M€ (contre 7 492 M€ à fin 2013) dont 582 M€ de provisions collectives. S'agissant des provisions individuelles, elles se concentrent essentiellement sur les comptes ordinaires débiteurs à hauteur de 649 M€ (contre 673 M€ fin 2013) ainsi que les provisions sur les créances commerciales et autres concours (dont crédits à l'habitat) à hauteur de 6 139 M€ (contre 6 099 M€ à fin 2013).

NOTE 11 - Note sur les expositions liées à la crise financière

Il est présenté ci-après les expositions liées à la crise financière.

Les portefeuilles ont été valorisés en prix de marché à partir de données externes venant des marchés organisés, des principaux brokers ou, lorsqu'aucun prix n'était disponible, à partir de titres comparables cotés sur le marché.

Synthèse	Valeur comptable	
	30.06.2014	31.12.2013
RMBS	1 937	1 919
CMBS	566	558
CLO	1 394	1 462
Autres ABS	896	734
RMBS couverts par des CDS	72	0
CLO couverts par des CDS	262	476
Autres ABS couverts par des CDS	0	22
Lignes de liquidité des programmes ABCP	303	303
TOTAL	5 431	5 474

Sauf mention contraire, les titres ne sont pas couverts par des CDS.

Expositions au 30/06/2014	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	676	507	149	262	1 594
AFS	522	59	573	491	1 646
Loans	740		672	143	1 554
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
France	20	2		342	364
Espagne	89		8	31	128
Royaume Uni	264			111	375
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	810	64	912	401	2 188
USA	716	500	141	10	1 368
Autres	39		333		372
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
US Agencies	269				269
AAA	719	481	936	620	2 756
AA	146		397	80	623
A	217	19	36	110	381
BBB	87	66	14	64	232
BB	28		4		32
Inférieur ou égal à B	471			22	493
Non noté			8		8
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794
Origination 2005 et avant	279	375	20	2	675
Origination 2006	275	140	175	15	606
Origination 2007	504	51	330	50	936
Origination depuis 2008	879		870	829	2 577
TOTAL	1 937	566	1 394	896	4 794

Expositions au 31/12/2013	RMBS	CMBS	CLO	Autres ABS	Total
Trading	700	498	133	294	1 625
AFS	450	60	520	295	1 325
Loans	769		809	145	1 723
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
France		2		376	379
Espagne	106			22	128
Royaume Uni	259			55	314
Europe hors France, Espagne, Royaume Uni	806	75	1008	266	2 155
USA	696	481	123	14	1 313
Autres	52		331		383
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
US Agencies	243				243
AAA	619	472	971	492	2 553
AA	208		413	65	687
A	203	19	41	124	387
BBB	89	67	12	27	195
BB	72		17		89
Inférieur ou égal à B	485			25	510
Non noté	0		7,75		8
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672
Origination 2005 et avant	315	362	18	12	707
Origination 2006	303	113	204	10	630
Origination 2007	593	74	409	53	1 129
Origination depuis 2008	708	10	830	658	2 206
TOTAL	1 919	558	1 462	734	4 672

NOTE 12 - Impôts

12a - Impôts courants

	30.06.2014	31.12.2013
Actif (par résultat)	522	709
Passif (par résultat)	323	330

12b - Impôts différés

	30.06.2014	31.12.2013
Actif (par résultat)	540	632
Actif (par capitaux propres)	93	121
Passif (par résultat)	413	490
Passif (par capitaux propres)	509	361

NOTE 13 - Comptes de régularisation, actifs et passifs divers

13a - Comptes de régularisation et actifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation actif		
Valeurs reçues à l'encaissement	98	239
Comptes d'ajustement sur devises	44	4
Produits à recevoir	484	428
Comptes de régularisation divers	2 511	2 739
Sous-total	3 137	3 410
Autres actifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	158	105
Dépôts de garantie versés	6 612	6 002
Débiteurs divers	3 212	2 924
Stocks et assimilés	14	13
Autres emplois divers	-3	52
Sous-total	9 993	9 097
Autres actifs d'assurance		
Provisions techniques - Part des réassureurs	268	265
Autres	95	88
Sous-total	363	353
Total	13 492	12 860

13b - Comptes de régularisation et passifs divers

	30.06.2014	31.12.2013
Comptes de régularisation passif		
Comptes indisponibles sur opérations de recouvrement	135	129
Comptes d'ajustement sur devises	7	188
Charges à payer	804	701
Produits constatés d'avance	758	651
Comptes de régularisation divers	5 132	4 692
Sous-total	6 835	6 361
Autres passifs		
Comptes de règlement sur opérations sur titres	277	114
Versements restant à effectuer sur titres	78	74
Créditeurs divers	3 470	2 807
Sous-total	3 824	2 995
Autres passifs d'assurance		
Dépôts et cautionnements reçus	197	182
Sous-total	197	182
Total	10 856	9 538

NOTE 14 - Participation dans les entreprises mises en équivalence

Quote-part dans le résultat net des entreprises MEE

		30.06.2014			31.12.2013		
		QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat	QP détenue	Valeur de MEE	QP de résultat
ACM Nord	Non Coté	49,00%	31	5	49,00%	28	6
ASTREE Assurance	Coté	30,00%	17	1	30,00%	16	2
Banca Popolare di Milano	Coté	NC	0	61	6,87%	103	-47
Bancas	Non Coté	50,00%	1	0	50,00%	1	-1
Banco Popular Español	Coté	4,03%	487	-3	4,41%	484	16
Banque Casino	Non Coté	50,00%	76	-1	50,00%	76	0
Banque de Tunisie	Coté	33,79%	160	7	33,52%	159	12
Banque Marocaine du Commerce Extérieur	Coté	26,21%	941	20	26,21%	940	35
CMCP	Non Coté	45,05%	12	3	45,05%	5	0
Euro Information	Non Coté	26,36%	257	10	26,36%	245	21
Euro Protection Surveillance	Non Coté	25,00%	9	3	25,00%	7	4
RMA Watanya	Non Coté	22,02%	123	-25	22,02%	151	-39
Royal Automobile Club de Catalogne	Non Coté	48,99%	44	1	48,99%	45	4
SCI Treffièrre	Non Coté	46,09%	10	0	46,09%	11	0
Targobank Espagne	Non Coté	50,00%	343	6	50,00%	336	10
Autres participations	Non Coté		2	0		2	1
TOTAL			2 513	89		2 609	22

Banca Popolare di Milano S.C.a.r.l. (BPM):

Banca Popolare di Milano a été cédée au cours du premier semestre 2014. Le résultat de 61 millions d'euros comprend :

- La quote part de résultat de BPM au titre du premier trimestre à hauteur de (7) millions d'euros, et
- Le résultat de cession, net de reprise de dépréciation, pour 68 millions d'euros.

Banco Popular Español (BPE):

L'investissement dans BPE est consolidé par mise en équivalence compte tenu des liens d'influence notable entre le Groupe et BPE : représentation du Crédit Mutuel - CIC au Conseil d'administration de BPE, existences d'une co-entreprise bancaire entre les deux groupes et de multiples accords commerciaux croisés sur les marchés franco-espagnols des entreprises et des particuliers.

La valeur au bilan de la participation dans BPE représente la quote-part du Groupe dans l'actif net de BPE en normes IFRS, dans la limite de sa valeur recouvrable basée sur la valeur d'utilité de la participation. Cette dernière est déterminée à partir des flux prévisionnels futurs actualisés distribuables aux actionnaires, compte tenu des contraintes réglementaires de capitalisation propres aux établissements de crédit. Le taux d'actualisation des flux résulte du taux d'intérêt à long terme de la dette de l'Etat espagnol auquel s'ajoute une prime de risque de BPE fonction de la sensibilité du cours de son action au risque de marché, déterminée par référence à l'indice Ibox 35 de la Bourse de Madrid.

L'investissement dans BPE a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2013. Une analyse de sensibilité aux principaux paramètres retenus dans le modèle, notamment au taux d'actualisation, fait ressortir qu'une variation de 50bp à la hausse du taux entraînerait une diminution de la valeur d'utilité de 4,5%. De même, une réduction de 1% des résultats prévisionnels affecterait la valeur d'utilité de -1,0%. Ces deux derniers cas de figure ne remettraient cependant pas en cause la valeur de mise en équivalence inscrite dans les comptes consolidés du Groupe.

Pour mémoire, le cours de clôture à la Bourse de Madrid était de 4,8800 € par action BPE au 30 juin 2014 ce qui représente une valeur boursière de l'investissement de 411 millions d'euros.

NOTE 15 - Immeubles de placement

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique	1 821	187	-84	1	1 925
Amortissement et dépréciation	-233	-34	2	16	-250
Montant net	1 587	153	-82	16	1 675

NOTE 16 - Immobilisations corporelles et incorporelles

16a - Immobilisations corporelles

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique					
Terrains d'exploitation	397	5	0	0	402
Constructions d'exploitation	2 819	23	-5	0	2 837
Autres immobilisations corporelles	1 223	42	-18	-2	1 246
Total	4 439	70	-23	-1	4 485
Amortissement et dépréciation					
Terrains d'exploitation	-2	0	0	0	-2
Constructions d'exploitation	-1 606	-60	3	0	-1 663
Autres immobilisations corporelles	-971	-27	7	2	-989
Total	-2 578	-87	10	2	-2 653
Montant net	1 861	-17	-13	0	1 831

16b - Immobilisations incorporelles

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Coût historique					
. Immobilisations générées en interne	16	1	0	0	16
. Immobilisations acquises	1 552	33	-105	1	1 480
- logiciels	476	6	-4	0	478
- autres	1 076	26	-101	1	1 002
Total	1 568	33	-105	1	1 496
Amortissement et dépréciation					
. Immobilisations acquises	-629	-51	6	50	-624
- logiciels	-352	-29	4	1	-377
- autres (1)	-277	-22	2	50	-248
Total	-629	-51	6	50	-624
Montant net	939	-18	-100	51	872

(1) Les autres variations de 50 millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

NOTE 17 - Ecart d'acquisition

	31.12.2013	Augmentation	Diminution	Autres variations	30.06.2014
Ecart d'acquisition brut	4 155	0	0	1	4 156
Dépréciations	-182	0	0	-50	-232
Ecart d'acquisition net	3 973	0	0	-49	3 924

Filiales	Valeur de l'EA au 31.12.2013	Augmentation	Diminution	Variation dépréciation	Autres variations	Valeur de l'EA au 30.06.2014
Targobank Allemagne	2783					2 783
Crédit Industriel et Commercial (CIC)	506					506
Cofidis Participations	378					378
CIC Private Banking - Banque Pasche (1)	53				-50	3
CM-CIC Investissement	21					21
Monabanq	17					17
CIC Iberbanco	15					15
Banque de Luxembourg	13					13
Banque Transatlantique	6					6
Transatlantique Gestion	5					5
Autres	175				1	176
TOTAL	3 973	0	0	0	-49	3 923

(1) Les autres variations de 50 millions d'euros correspondent à un transfert de dépréciations d'immobilisations incorporelles en dépréciations d'écarts d'acquisition.

NOTE 18 - Dettes représentées par un titre

	30.06.2014	31.12.2013
Bons de caisse	207	199
TMI & TCN	54 981	47 965
Emprunts obligataires	52 176	48 521
Dettes rattachées	1 078	1 272
TOTAL	108 441	97 957

NOTE 19 - Provisions techniques des contrats d'assurance

	30.06.2014	31.12.2013
Vie	61 666	57 808
Non vie	2 386	2 284
Unités de compte	6 160	5 952
Autres	259	211
TOTAL	70 471	66 256
Dont participation aux bénéfices différée passive	6 889	5 480
Part des réassureurs dans les provisions techniques	268	265
TOTAL - Provisions techniques nettes	70 203	65 991

NOTE 20 - Provisions

	31.12.2013	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice (provision utilisée)	Reprises de l'exercice (provision non utilisée)	Autres variations	30.06.2014
Provisions pour risques	268	31	-35	-37	104	331
Sur engagements par signature	115	20	0	-22	1	114
Sur engagements de financement et de garantie	1	0	0	0	0	1
Sur risques pays	16	0	-16	0	0	0
Provision pour impôt	39	2	-15	-11	15	30
Provisions pour litiges	71	7	-1	-3	-2	72
Provision pour risques sur créances diverses	26	2	-3	-1	90	114
Autres provisions	689	74	2	-15	-12	738
Provision pour épargne logement	24	0	0	-3	0	21
Provisions pour éventualités diverses	334	48	-4	-4	1	375
Autres provisions (1)	331	26	6	-8	-13	342
Provisions pour engagements de retraite	589	14	-2	0	-7	593
Engagements de retraite à prestations définies et assimilés hors caisses de Retraite						
Indemnités de fin de carrière (3)	461	11	0	0	-4	467
Compléments de retraite	65	3	-2	0	-3	63
Primes liées aux médailles du travail (autres avantages à long terme)	45	0	0	0	0	45
sous-total comptabilisé	571	14	-2	0	-7	575
Retraites complémentaires à prestations définies assurées par les caisses de retraite du groupe						
Provision de l'insuffisance de réserve des caisses de retraite (2)	18	0	0	0	0	18
sous-total comptabilisé	18	0	0	0	0	18
Total	1 546	119	-36	-52	85	1 662

(1) Les autres provisions comprennent notamment des provisions sur des GIE à hauteur de 277 millions d'euros.

(2) Les provisions concernant les insuffisances des caisses de retraite concernent uniquement les entités situées à l'étranger.

(3) Les variations résultent notamment de l'évolution du taux de l'actualisation IBOXX de 3% au 31/12/2013 à 2,4% au 30/06/2014.

NOTE 21 - Dettes subordonnées

	30.06.2014	31.12.2013
Dettes subordonnées	4 950	3 971
Emprunts participatifs	27	28
Dettes subordonnées à durée indéterminée	2 862	2 862
Autres dettes	1	1
Dettes rattachées	149	49
TOTAL	7 989	6 911

Principales dettes subordonnées

en M€	Type	Date Emission	Montant Emission	Montant fin d'exercice (1)	Taux	Echéance
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	30.09.2003	800 M€	791 M€	5,00	30.09.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	18.12.2007	300 M€	300 M€	5,10	18.12.2015
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.06.2008	300 M€	300 M€	5,50	16.06.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	16.12.2008	500 M€	500 M€	6,10	16.12.2016
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	06.12.2011	1000 M€	1000 M€	5,30	06.12.2018
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	22.10.2010	1000 M€	910 M€	4,00	22.10.2020
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSR	21.05.2014	1000 M€	1000 M€	3,00	21.05.2024
CIC	Participatif	28.05.1985	137 M€	13 M€	(2)	(3)
CIC	TSDI	30.06.2006	200 M€	200 M€	(4)	indéterminé
CIC	TSDI	30.06.2006	550 M€	550 M€	(5)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	Emprunt	28.12.2005	500 M€	500 M€	(6)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	15.12.2004	750 M€	750 M€	(7)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	25.02.2005	250 M€	250 M€	(8)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	28.04.2005	404 M€	393 M€	(9)	indéterminé
Banque Fédérative du Crédit Mutuel	TSS	17.10.2008	147 M€	147 M€	(10)	indéterminé

(1) Montants nets d'intra-groupe.

(2) Minimum 85% (TAM+TMO)/2. Maximum 130% (TAM+TMO)/2.

(3) Non amortissable, mais remboursable au gré de l'emprunteur à compter du 28.05.1997 à 130% du nominal revalorisé de 1,5% par an pour les années ultérieures.

(4) Taux Euribor 6 mois + 167 points de base.

(5) Taux Euribor 6 mois majoré de 107 points de base les dix premières années et pour les années suivantes et à défaut de remboursement anticipé, majoration de 207 points de base.

(6) Taux Euribor 1 an + 0,3 point de base.

(7) CMS 10 ans ISDA CIC + 10 points de base.

(8) CMS 10 ans ISDA + 10 points de base.

(9) Taux fixe 4,471 jusqu'au 28/10/2015, puis EURIBOR 3M + 185 points de base.

(10) Taux Euribor 3 mois + 665 points de base.

NOTE 22 - Capitaux propres

22a - Capitaux propres part du groupe (hors gains ou pertes latents ou différés)

	30.06.2014	31.12.2013
. Capital et réserves liées au capital	2 088	2 088
- Capital	1 329	1 329
- Prime d'émission, apport, fusion, scission, conversion	759	759
. Réserves consolidées	11 559	10 462
- Réserves réglementées	7	7
- Autres réserves (dont effets liés à la première application)	11 556	10 459
- Report à nouveau	-4	-4
. Résultat de l'exercice	896	1 211
TOTAL	14 542	13 761

22b - Gains ou pertes latents ou différés

	30.06.2014	31.12.2013
Gains ou pertes latents ou différés* liés aux :		
. Actifs disponibles à la vente		
- actions	937	803
- obligations	429	99
. Dérivés de couverture (CFH)	-20	-24
. Ecart actuariels	-130	-132
. Ecart de conversion	29	13
. Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	15	-38
TOTAL	1 260	722
dont part du groupe	971	538
dont part des intérêts minoritaires	288	184

* soldes net d'IS.

22c - Recyclage de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2014	Variations 2013
Ecarts de conversion		
- Reclassement vers le résultat	0	0
- Autres mouvements	16	-10
Sous-total - Ecarts de conversion	16	-10
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente		
- Reclassement vers le résultat	17	38
- Autres mouvements	447	363
Sous-total - Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	463	401
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
- Reclassement vers le résultat	0	0
- Autres mouvements	5	75
Sous-total - Réévaluation des instruments dérivés de couverture	5	75
- Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	52	19
Sous-total - Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	52	19
TOTAL - Gains et pertes recyclables	536	484
- Réévaluation des immobilisations	0	0
- Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	2	9
TOTAL - Gains et pertes non recyclables	2	9
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	538	493

22d - Impôt relatif à chaque composante de gains et pertes directement comptabilisés en capitaux propres

	Variations 2014			Variations 2013		
	Valeur brute	Impôt	Valeur nette	Valeur brute	Impôt	Valeur nette
Ecarts de conversion	16		16	-10		-10
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	706	-243	463	505	-104	401
Réévaluation des instruments dérivés de couverture	7	-3	5	77	-3	75
Ecart actuariels sur les régimes à prestations définies	3	-1	2	12	-3	9
Quote-part des gains ou pertes latents ou différés sur entreprises MEE	52		52	19		19
Total des variations des gains et pertes comptabilisées directement en capitaux propres	784	-247	538	602	-110	493

NOTE 23 - Engagements donnés et reçus

	30.06.2014	31.12.2013
Engagements donnés		
Engagements de financement		
Engagements en faveur d'établissements de crédit	3 744	3 938
Engagements en faveur de la clientèle	36 642	38 519
Engagements de garantie		
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	1 331	2 013
Engagements d'ordre de la clientèle	14 469	14 690
Engagements sur titres		
Autres engagements donnés	1 383	298
Engagements donnés de l'activité d'assurance	467	465

	30.06.2014	31.12.2013
Engagements reçus		
Engagements de financement		
Engagements reçus d'établissements de crédit	12 514	11 702
Engagements de garantie		
Engagements reçus d'établissements de crédit	28 692	28 642
Engagements reçus de la clientèle	6 576	6 174
Engagements sur titres		
Autres engagements reçus	1 337	105
Engagements reçus de l'activité d'assurance	3 712	3 794

NOTE 24 - Intérêts et produits/charges assimilés

	1er sem 2014		1er sem 2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
. Etablissements de crédit & banques centrales	578	-432	663	-373
. Clientèle	4 635	-2 123	4 562	-2 278
- dont location financement et location simple	1 340	-1 192	1 328	-1 175
. Instruments dérivés de couverture	741	-576	878	-779
. Actifs financiers disponibles à la vente	242		189	
. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	176		137	
. Dettes représentées par un titre		-979		-940
. Dettes subordonnées		-38		-39
TOTAL	6 372	-4 149	6 429	-4 409

NOTE 25 - Commissions

	1er sem 2014		1er sem 2013	
	Produits	Charges	Produits	Charges
Etablissements de crédit	2	-3	2	-1
Clientèle	474	-7	471	-6
Titres	355	-32	344	-36
<i>dont activités gérées pour compte de tiers</i>	241		231	
Instruments dérivés	1	-3	1	-2
Change	8	-1	10	-1
Engagements de financement et de garantie	25	-4	13	-4
Prestations de services	568	-335	564	-324
TOTAL	1 432	-385	1 405	-374

NOTE 26 - Gains nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	1er sem 2014	1er sem 2013
Instruments de transaction		-49
Instruments à la juste valeur sur option (1)		121
Inefficacité des couvertures		-2
. Sur couverture de flux de trésorerie (CFH)		0
. Sur couverture de juste valeur (FVH)		-2
. Variations de juste valeur des éléments couverts		-415
. Variations de juste valeur des éléments de couverture		413
Résultat de change		16
Total des variations de juste valeur		86

(1) dont 105 millions d'euros provenant de l'activité Capital Développement

NOTE 27 - Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente

	1er sem 2014			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		16	0	16
. Actions et autres titres à revenu variable	17	4	0	21
. Titres immobilisés	25	-5	-2	18
. Autres	0	0	0	0
Total	42	14	-2	55

	1er sem 2013			
	Dividendes	PV/MV réalisées	Dépréciation	Total
. Effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe		118	0	118
. Actions et autres titres à revenu variable	13	2	12	28
. Titres immobilisés	28	9	0	36
. Autres	0	1	0	1
Total	41	130	12	183

NOTE 28 - Produits et charges des autres activités

	1er sem 2014	1er sem 2013
Produits des autres activités		
. Contrats d'assurance :	6 294	5 990
. Immeubles de placement :	1	1
. - reprises de provisions / amortissements	0	1
. - plus values de cession	0	0
. Charges refacturées	12	11
. Autres produits	400	398
Sous-total	6 707	6 400
Charges des autres activités		
. Contrats d'assurance :	-5 425	-5 141
. Immeubles de placement :	-17	-12
. - dotations aux provisions/amortissements (selon traitement retenu)	-17	-12
. - moins values de cession	0	0
. Autres charges	-271	-213
Sous-total	-5 713	-5 367
Total net des autres produits et charges	994	1 033

Produits nets des activités d'assurance

	1er sem 2014	1er sem 2013
Primes acquises	5 114	4 983
Charges des prestations	-2 948	-2 948
Variations des provisions	-2 488	-2 210
Autres charges et produits techniques et non techniques	43	46
Produits nets des placements	1 148	978
Total	870	849

NOTE 29 - Frais généraux

	1er sem 2014	1er sem 2013
Charges de personnel	-1 460	-1 471
Autres charges	-1 250	-1 206
TOTAL	-2 710	-2 678

29a - Charges de personnel

	1er sem 2014	1er sem 2013
Salaires et traitements	-960	-948
Charges sociales (1)	-345	-354
Avantages du personnel à court terme	-2	-2
Intéressement et participation des salariés	-53	-58
Impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-99	-108
Autres	-1	-1
TOTAL	-1 460	-1 471

(1) Le montant du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), comptabilisé au crédit des charges de personnels s'élève à 16 millions d'euros au titre du premier semestre 2014.

Effectifs

Effectifs moyens	1er sem 2014	1er sem 2013
Techniciens de la banque	24 858	25 025
Cadres	14 356	14 311
Total	39 214	39 336
Ventilation par pays		
France	28 222	28 603
Etranger	10 992	10 733
Total	39 214	39 336

Effectifs inscrits*	1er sem 2014	1er sem 2013
	42 042	41 977

*Les effectifs inscrits correspondent à la totalité des effectifs de fin de période des entités sous contrôle du Groupe, par différence avec les effectifs moyens en équivalent temps plein (dits ETP), limités au périmètre de la consolidation financière par intégration globale.

29b - Autres charges d'exploitation

	1er sem 2014	1er sem 2013
Impôts et taxes	-150	-144
Services extérieurs	-976	-935
Autres charges diverses (transports, déplacements, ...)	7	8
Total	-1 120	-1 072

29c - Dotations et reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles

	1er sem 2014	1er sem 2013
Amortissements :		
- immobilisations corporelles	-88	-92
- immobilisations incorporelles	-43	-42
Dépréciations :		
- immobilisations corporelles	1	0
Total	-130	-135

NOTE 30 - Coût du risque

1er sem 2014	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	54	0	0	0	54
Clientèle	-617	614	-291	-176	61	-410
. Location financement	-3	3	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-614	611	-289	-175	60	-407
Sous total	-617	668	-291	-176	61	-355
HTM - DJM	0	2	0	0	0	2
AFS - DALV	-4	1	-3	-10	4	-12
Autres	-23	28	-3	-1	0	1
Total	-643	698	-297	-187	65	-364

1er sem 2013	Dotations	Reprises	Créances irrécouvrables couvertes	Créances irrécouvrables non couvertes	Recouvrement sur créances apurées	TOTAL
Etablissements de crédit	0	18	-1	0	0	17
Clientèle	-610	601	-314	-185	47	-462
. Location financement	-3	4	-2	-1	0	-2
. Autres - clientèle	-607	597	-312	-184	46	-459
Sous total	-610	619	-315	-185	47	-445
HTM - DJM	-3	0	0	0	0	-3
AFS - DALV	-1	0	-8	-23	15	-17
Autres	-30	23	-2	-1	0	-10
Total	-644	642	-325	-209	61	-475

NOTE 31 - Gains ou pertes sur autres actifs

	1er sem 2014	1er sem 2013
Immobilisations corporelles et incorporelles	1	0
. MV de cession	-1	-3
. PV de cession	2	2
PV/MV sur titres consolidés cédés	0	0
TOTAL	1	0

NOTE 32 - Variations de valeur des écarts d'acquisition

	1er sem 2014	1er sem 2013
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	-15
TOTAL	0	-15

NOTE 33 - Impôts sur les bénéfices

Décomposition de la charge d'impôt

	1er sem 2014	1er sem 2013
Charge d'impôt exigible	-357	-374
Charge d'impôt différé	-9	-18
Ajustements au titre des exercices antérieurs	0	-7
TOTAL	-365	-398

NOTE 34 - Résultat par action

	1er sem 2014	1er sem 2013
Résultat net part du Groupe	896	529
Nombre d'actions à l'ouverture	26 532 613	26 532 613
Nombre d'actions à la clôture	26 585 134	26 532 613
Nombre moyen pondéré d'actions	26 558 874	26 532 613
Résultat de base par action	33,72	19,93
Nombre moyen pondéré d'actions susceptibles d'être émises	0	0
Résultat dilué par action	33,72	19,93

NOTE 35 - Encours des opérations réalisées avec les parties liées

Éléments de bilan relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	30.06.2014			31.12.2013		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11
Actif						
Prêts, avances et titres						
Prêts et créances sur les établissements de crédit	543	2 111	35 193	586	2 588	36 688
Prêts et créances sur la clientèle	29	24	0	29	32	0
Titres	0	537	1 323	0	389	1 281
Actifs divers	4	30	0	6	150	0
Total	576	2 702	36 516	622	3 159	37 969
Passif						
Dépôts						
Dettes envers les établissements de crédit	33	4 264	2 519	7	4 782	2 822
Dettes envers la clientèle	237	2 052	34	258	2 059	27
Dettes représentées par un titre	0	920	0	0	1 429	0
Passifs divers	50	82	1 252	43	87	1 250
Total	320	7 318	3 806	308	8 356	4 099
Engagements de financement et de garantie						
Engagements de financement donnés	324	9	2 200	333	11	2 200
Engagements de garantie donnés	18	10	0	28	409	0
Engagements de garantie reçus	0	416	1 018	0	380	950

Éléments de résultat relatifs aux opérations réalisées avec les parties liées

	1er sem 2014			1er sem 2013		
	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11	Entreprises consolidées par mise en équivalence	Autres Ets adhérents à la Confédération Nationale	Entreprises mères Groupe CM11
Intérêts reçus	8	18	455	8	27	501
Intérêts versés	0	-32	-53	-1	-40	-45
Commissions reçues	8	0	3	6	0	7
Commissions versées	-10	0	-97	-9	0	-95
Autres produits et charges	16	11	31	9	0	22
Frais généraux	-160	0	-20	-159	0	-19
Total	-139	-2	318	-146	-12	372

Les "Autres établissements adhérents à la Confédération Nationale" correspondent à la Caisse Centrale de Crédit Mutuel ainsi qu'aux autres fédérations régionales du Crédit Mutuel non affiliées au groupe CM11-CIC.
Les relations avec les entreprises mères sont principalement des prêts et emprunts dans le cadre de la gestion de la trésorerie.

6. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle du Groupe BFCM

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
1, cours Valmy
92923 Paris-La Défense Cedex

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

ERNST & YOUNG et Autres
1/2, palce des Saisons
92400 Courbevoie – Paris-La Défense 1
S.A.S. à capital variable

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles

Banque Fédérative du Crédit Mutuel - BFCM

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la BFCM, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Paris-La Défense, le 1^{er} août 2014

Les Commissaires aux Comptes

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.
Arnaud Bourdeille

ERNST & YOUNG et Autres
Olivier Durand

7. Compléments concernant les résultats et la situation financière relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2013

« Interactions entre le Document de référence du 31 décembre 2013 et l'actualisation du Document de référence du 30 juin 2014.

La BFCM a décidé de simplifier en uniformisant sous la forme d'un seul document financier les différents documents d'information à destination notamment des investisseurs américains, européens et internationaux. L'actualisation du Document de référence permet la poursuite du travail d'harmonisation, et d'adaptation du contenu du Document de référence aux besoins spécifiques des investisseurs. Dans ce cadre certains éléments financiers relatifs à l'exercice clos au 31 décembre 2013 font l'objet d'une description plus étayée».

Rapport de gestion sur la situation financière et les résultats des exercices clos le 31 décembre 2012 et 2013

Le rapport de gestion qui suit doit être lu en relation avec les états financiers consolidés du Groupe et du Groupe BFCM figurant dans le document de référence 2013 (respectivement les « Etats financiers 2013 de CM11-CIC » et les « Etats financiers 2013 de BFCM »), ainsi qu'en relation avec les notes qui s'y rapportent, incorporées par référence dans la présente actualisation. Ces états financiers consolidés ont été préparés en conformité avec les normes internationales d'information financière telles qu'adoptées par l'Union européenne.

Les informations qui suivent complètent les informations fournies dans le chapitre III.1 « Rapport de gestion du Groupe CM11-CIC » et dans le chapitre V.2 « Rapport de gestion du Groupe BFCM » du document de référence 2013.

Présentation des informations figurant dans le présent chapitre

Le présent chapitre contient une analyse des résultats du Groupe ainsi que du Groupe BFCM.

- Le Groupe est un groupe bancaire mutualiste qui inclut les Caisses locales de Crédit Mutuel adhérentes aux fédérations faisant partie du Groupe, ainsi que les entités qui sont directement ou indirectement détenues par ces Caisses locales (principalement la BFCM et ses filiales). Les états financiers consolidés du Groupe sont établis en conformité avec la norme IAS 27, sur la base de la communauté d'intérêts des membres du Groupe. Se reporter à la note 1.2 des états financiers 2013 de CM11-CIC pour de plus amples renseignements.
- Le Groupe BFCM comprend la BFCM et ses filiales consolidées, notamment le CIC. Toutes les entités du Groupe BFCM font également partie du Groupe. La principale différence entre le Groupe et le Groupe BFCM tient au fait qu'aucune des Caisses locales ne fait partie du Groupe BFCM.

L'analyse qui suit porte principalement sur les résultats et la situation financière du Groupe. Les éléments qui suivent précisent les raisons pour lesquelles les présentes informations sont de nature à intéresser les porteurs de titres émis par la BFCM, ainsi que les porteurs d'obligations sécurisées émises par CM-CIC Home Loan SFH en vue de rétrocéder les fonds reçus à la BFCM :

- L'ensemble du Groupe BFCM fait partie du Groupe.
- La BFCM répond aux besoins de financement des Caisses locales qui ne sont pas satisfaits au moyen des dépôts de la clientèle. Par conséquent, les résultats et la situation financière de la BFCM dépendent des résultats et de la situation financière de toutes les entités du Groupe, y compris des Caisses locales.
- La BFCM est en effet exposée aux mêmes risques que l'ensemble du Groupe, notamment aux risques encourus par les Caisses locales.

Afin d'éviter la répétition des informations communes au Groupe et au Groupe BFCM, l'analyse des résultats du Groupe BFCM de chaque exercice porte uniquement sur les éléments qui sont différents entre les deux groupes, à savoir principalement les résultats de la banque de détail, ce métier ne comprenant pas les résultats des Caisses locales dans les états financiers consolidés du Groupe BFCM. En outre, le métier Assurance du Groupe comprend d'une part, les résultats d'une ancienne entité qui ne commercialise plus de polices d'assurance, et d'autre part, les résultats de GACM qui sont inclus dans les résultats consolidés du Groupe et du Groupe BFCM. Enfin, les produits et les charges d'Euro Information, qui fournit aux entités du Groupe des prestations de services informatiques, sont présentés dans le secteur « logistique et holdings » des états financiers consolidés du Groupe, mais non des états financiers consolidés du Groupe BFCM qui sont établis en comptabilisant Euro Information selon la méthode de la mise en équivalence. Sauf mention spécifique, les informations relatives au Groupe et au Groupe BFCM figurant dans le présent chapitre sont fournies à périmètre de consolidation constant.

7.1 Introduction

Résultats et situation financière

Les résultats et la situation financière du Groupe en 2012 et 2013 ont été marqués par un environnement économique instable et de bonnes performances commerciales d'ensemble, en particulier de la banque de détail qui constitue le cœur de métier du Groupe.

Le Groupe a enregistré un produit net bancaire de 11 977 millions d'euros en 2013 (en progression de 4 % par rapport à 2012). Le résultat net (part du Groupe) s'est établi à 2 011 millions d'euros en 2013, en hausse de 24 % par rapport à celui de 2012. Ces chiffres sont le reflet des principaux éléments suivants :

- En 2013, à l'exception des activités de banque privée, de financement et de marché, tous les métiers ont affiché de bonnes performances commerciales, permettant au produit net bancaire de progresser à un rythme beaucoup plus soutenu que les frais généraux. Le coût du risque a augmenté modérément, la hausse la plus importante ayant concerné la banque de détail en raison d'une hausse du coût du risque avéré portant sur plusieurs dossiers de la clientèle des professionnels et d'entreprises (GME/PME) qui rencontre des difficultés du fait du contexte économique difficile.
- En 2012, les bonnes performances commerciales de la banque de détail ont été contrebalancées par le resserrement des marges nettes d'intérêt ; la hausse des primes d'assurance non-vie a compensé le léger déclin des primes d'assurance vie ; la baisse d'activité constatée dans le métier du financement a été compensée par l'amélioration des résultats des activités de marché ; les frais généraux ont augmenté de façon modérée ; enfin, le coût du risque des créances dépréciées individuellement a diminué, mais les provisions collectives étaient en hausse.

La structure financière du Groupe reste solide et le bilan a été ajusté en anticipation des futures exigences réglementaires. Le ratio crédits/dépôts s'améliore sensiblement et s'établit à 1,22x au 31 décembre 2013 contre 1,26x au 31 décembre 2012, 1,36x au 31 décembre 2011 et 1,48x au 31 décembre 2010. Le refinancement à moyen et long terme du Groupe représentait environ 65 % du refinancement total au 31 décembre 2013 contre 60 % au 31 décembre 2012 (répartition basée sur une nouvelle méthode de calcul décrite plus loin). Le ratio des fonds propres de base, qui ressort à 13,0 % au 31 décembre 2013, confirme la solidité des fonds propres du Groupe.

Description de certains facteurs affectant les résultats et la situation financière

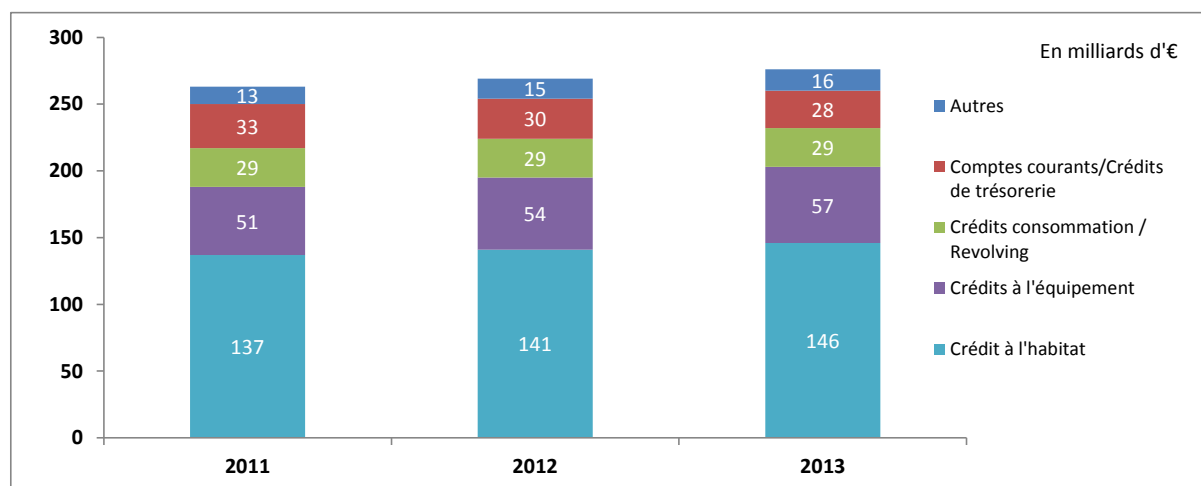
Structure et secteurs d'activité

Les résultats et la situation financière du Groupe reflètent le poids important de la banque de détail et de l'assurance au sein des activités du Groupe. La banque de détail contribue avec régularité à

plus des trois quarts du produit net bancaire du Groupe (78 % en 2013) par ailleurs constitué, à hauteur de 10 à 15 %, par la vente des assurances dans les réseaux bancaires. De façon générale, la banque de financement et d'investissement, incluant l'activité de négociation pour compte propre, de même que la banque privée et le capital-développement, représentent une part relativement faible du produit net bancaire. En outre, les clients des secteurs de l'assurance et de la banque privée sont souvent également clients de la banque de détail (les réseaux bancaires du Groupe en banque de détail commercialisent les produits d'assurance du Groupe, souvent en lien avec la fourniture d'un autre service par la banque de détail ou simplement par le biais de contacts avec le réseau bancaire, celui-ci s'efforçant de développer les relations avec les clients et de leur offrir le maximum de services). Ainsi, l'acquisition de clients par ces secteurs constitue un moyen d'améliorer les résultats de la banque de détail grâce au versement de commissions aux réseaux distributeurs et à la vente croisée de produits. Par exemple, un client de la banque privée peut également être client de la banque de détail et contribuer ainsi au résultat des deux métiers. Les services de gestion d'actifs sont fournis aux clients des métiers de la banque de détail et de l'assurance. En conséquence, les coûts liés à la gestion d'actifs sont compris dans le résultat de ces métiers, mais la gestion d'actifs ne génère pas un produit net bancaire distinct. Le Groupe exerce également une activité de négociation pour compte propre par l'intermédiaire de CM-CIC Marchés.

L'activité du Groupe est concentrée en France, qui représente environ les trois quarts du produit net bancaire du Groupe (82 % en 2013). A l'international, le Groupe a des activités importantes en Allemagne et, dans une moindre mesure, en Espagne, et détient des participations en Italie et en Afrique du Nord. Le Groupe n'est pas implanté en Grèce. CIC dispose également de succursales internationales à Londres, New York et Singapour, d'une équipe de trésorerie à Francfort et de bureaux de représentation dans plusieurs autres pays. Ces activités internationales ne représentent généralement qu'une faible part du produit net bancaire du Groupe.

Les prêts à l'habitat représentent environ la moitié du total des prêts accordés à la clientèle par le Groupe. Le graphique ci-dessous illustre les types de prêts consentis par le Groupe au titre des exercices 2011, 2012 et 2013.



Les revenus nets d'intérêts du Groupe comprennent les marges générées par les comptes d'épargne réglementée (Livret A et Livret Bleu), qui représentent plus de 11,0 % des dépôts de la clientèle au 31 décembre 2013. La majeure partie des dépôts effectués par la clientèle sur ces comptes est transférée à la Caisse des dépôts et consignations (CDC), institution financière détenue par l'Etat français, qui a pour mission de financer des programmes publics comme la construction de logements sociaux. La CDC paye une marge fixe qui s'ajoute au taux d'intérêt servi sur ces comptes d'épargne. Dans la mesure où cette marge est fixe, la part des dépôts sur les comptes d'épargne réglementée dans le total des dépôts de la clientèle du Groupe peut avoir un impact sur les marges moyennes.

Coûts de structure

Le Groupe accorde une attention particulière à la maîtrise de ses frais généraux en recherchant à industrialiser, si possible, les processus mis en œuvre par la banque de détail, et ce en vue de réaliser des gains d'efficacité opérationnelle. La quasi-totalité des entités du Groupe utilise le même système d'information, ce qui génère des gains d'efficacité importants. De plus, le personnel de la banque de détail est incité à promouvoir tous les produits et services du Groupe, plutôt que de se spécialiser par type de produits. En conséquence des efforts déployés par le Groupe, le coefficient d'exploitation s'est maintenu à un niveau inférieur à la moyenne européenne, malgré les effets défavorables des charges liées à la réglementation fiscale et sociale.

Coût du risque

Le coût du risque du Groupe (hors événements exceptionnels tels que la crise financière grecque) est relativement limité en raison de la nature de son modèle économique fondé sur la banque de détail, de son approche prudente en matière de prise de risque et de la rigueur adoptée pour gérer et surveiller les risques. En particulier, dans la mesure où les activités du Groupe sont principalement exercées en France, les provisions pour risques pays sont peu importantes. Le coût du risque du Groupe est aussi le reflet des activités de crédit à la consommation de TARGOBANK Allemagne et de Cofidis qui affichent un coût du risque supérieur à celui des réseaux du Crédit Mutuel et du CIC.

Exposition à la dette souveraine européenne

En 2012, le Groupe a cédé le solde de ses obligations souveraines grecques dans le cadre de la mise en place du plan d'implication du secteur privé du 21 février 2012 : cette opération a généré une perte de 34 millions d'euros (21 millions d'euros après impôt). Le Groupe s'est attaché à réduire son exposition à la dette souveraine qui reste, dans l'ensemble, limitée. Le tableau ci-dessous présente au 31 décembre 2012 et 2013 l'exposition du Groupe aux dettes souveraines les plus fragiles :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 décembre 2013	Au 31 décembre 2012
Grèce	0	0
Portugal	70	63
Irlande	103	101
Total des expositions sur la Grèce, le Portugal et l'Irlande	173	164
Italie	3 384	3 511
Espagne	348	258
Total des expositions sur l'Italie et l'Espagne	3 732	3 769

Au 31 décembre 2013, l'ensemble des titres représentatifs de la dette publique de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande détenus par le Groupe représentait environ 0,8 % de ses fonds propres de base. Des précisions complémentaires concernant l'exposition du Groupe à la dette souveraine européenne sont apportées dans la note 7c des états financiers 2013 de CM11-CIC.

Structure du capital

En raison du statut de banque mutualiste du Groupe, le capital du Groupe est détenu par les Caisses locales, lesquelles sont détenues par leurs sociétaires. Les résultats nets du Groupe sont majoritairement portés en réserve, les sociétaires recevant une rémunération fixe déterminée chaque année pour leurs parts sociales de catégorie B (les « parts B »). En général, la part du résultat net portée en réserve s'élève à environ 90 % et le solde est distribué au titre des parts sociales.

Le Groupe encourage régulièrement la souscription de nouvelles parts sociales au moyen de campagnes commerciales. Les parts sociales représentent un moyen de fidéliser la clientèle tout en constituant une source régulière de nouveaux capitaux. En revanche, dans la mesure où le Groupe n'est pas coté en Bourse, il ne peut pas lever de capitaux par voie d'appel public à l'épargne. Des informations sur les exigences de fonds propres réglementaires du Groupe sont présentées sous le titre « Adéquation du capital du Groupe ».

7.2 Résultats

Exercice clos le 31 décembre 2013 comparé à l'exercice clos le 31 décembre 2012

L'année des inflexions

Alors qu'en 2012 la question des dettes souveraines avait capté l'attention, 2013 a été marquée par un regain notable de la confiance des agents privés et une embellie dans les grands pays développés, en particulier au sein de l'Union européenne, où la conjoncture a enfin cessé de se dégrader.

Afin d'accompagner cette reprise, les banques centrales sont restées très opérationnelles avec, au plan monétaire, une poursuite de l'assouplissement en zone euro et un véritable électrochoc au Japon. Aux Etats-Unis, la confirmation d'une dynamique solide toujours tirée par la consommation privée a permis au contraire à la banque centrale de commencer à réduire l'ampleur de son action.

Cette amélioration a entraîné d'importants rapatriements de flux financiers vers l'Europe et les Etats-Unis, pénalisant fortement les économies émergentes, grandes perdantes des arbitrages internationaux.

Europe : la sortie du tunnel

Les évolutions structurelles engagées par les gouvernements, associées à une atténuation des efforts d'austérité budgétaire concédée par la Commission européenne, ont conforté la confiance des investisseurs et le rebond de l'activité. La BCE, qui a choisi de rester extrêmement accommodante tout en rassurant les marchés sur sa capacité à intervenir en cas de nécessité, a également joué un rôle clé. Malgré plusieurs crises politiques (Italie, Espagne, Portugal) et une forte incertitude liée à la restructuration des banques chypriotes au cours des premiers mois, la croissance a marqué une inflexion positive à partir du deuxième trimestre et les prévisions confirment que le creux de la vague est désormais derrière nous.

Cet environnement plus favorable a entraîné une baisse du coût de refinancement des Etats les plus en difficulté, permettant notamment à l'Irlande de devenir le premier membre de la zone euro à sortir du programme d'aide financière de la Troïka (BCE, Commission européenne, FMI). Parallèlement, les partenaires européens ont avancé sur le projet de mécanisme de surveillance bancaire unique, dont les premières étapes devraient être mises en œuvre dès 2014. Ceci devrait permettre de briser le lien entre risque bancaire et risque souverain en solidifiant le secteur financier, et de soutenir l'offre de crédit qui ne cesse de se raréfier.

La reprise demeurera cependant modérée en raison du désendettement des sphères privée et publique qui se poursuivra dans les trimestres à venir. Par ailleurs, de fortes disparités se font jour : si l'Allemagne conserve son rôle de locomotive et reste sur une tendance favorable, la France peine à trouver de nouveaux ressorts d'expansion. Les indicateurs avancés des directeurs d'achat y sont de nouveau mal orientés en fin d'année, tandis que la production industrielle et les exportations restent moroses. Les réformes se sont cependant poursuivies, avec notamment, en milieu d'année, une loi sur la régulation bancaire : outre le cantonnement des activités de marché les plus dangereuses dans des filiales autonomes, celle-ci prévoit une protection renforcée du consommateur.

Etats-Unis : la saga de la politique monétaire

La consommation a profité de plusieurs facteurs favorables : hausse soutenue du revenu disponible, effet richesse lié à la progression des prix immobiliers et des marchés financiers, lente amélioration du marché de l'emploi.

Pourtant, l'économie américaine a dû absorber une phase d'austérité budgétaire sans précédent, et, à partir de mi-2013, une remontée brutale des taux souverains. De plus, de forts blocages politiques, conduisant à une fermeture temporaire de certaines agences fédérales, ont poussé les entreprises à la prudence dans leur politique d'investissement.

Après avoir soufflé le chaud et le froid tout au long du deuxième semestre, la Fed a finalement décidé en décembre de restreindre la création monétaire. Le programme d'achats mensuels a été ramené de 85 à 75 milliards de dollars par mois et sa fin est désormais prévue courant 2014.

Japon : un électrochoc monétaire

L'année a également vu une inflexion radicale dans la stratégie du Japon. Le nouveau Premier ministre M. Abe a mis en œuvre une triple action d'une ampleur sans précédent, axée sur un programme de réformes structurelles et sur une relance budgétaire et monétaire. L'ambition est grande, car l'ensemble repose sur la modification progressive du comportement des agents privés, notamment via une meilleure intégration des femmes et des étrangers dans la population active et une redistribution plus forte des bénéfices des entreprises par le biais de hausses de salaire.

Mais ces mutations exigent du temps et les premiers résultats, mitigés, devraient in fine être décevants. La banque centrale du Japon sera donc contrainte d'accélérer encore la cadence de l'assouplissement monétaire en 2014, ce qui pénalisera la devise japonaise.

Pays émergents : un palier de croissance perdu

L'atonie dans les pays développés et l'activisme des banques centrales avaient conduit les investisseurs à se tourner massivement vers les pays émergents. Mais en 2013, compte tenu de l'incertitude sur l'avenir des conditions de liquidité aux Etats-Unis, ces derniers se sont amplement désengagés. Ces mouvements ont entraîné une chute très sensible des devises locales, contraignant les autorités à relever les taux directeurs pour endiguer la fuite des capitaux et lutter contre l'accélération de l'inflation. Ce cycle de resserrement monétaire a fortement pénalisé la conjoncture économique et continuera de peser à moyen terme.

La Chine reste un cas à part en raison des contrôles de capitaux qu'elle exerce à ses frontières. Mais l'année 2013 a aussi été charnière du fait de l'arrivée d'une nouvelle équipe dirigeante et de la définition de sa politique de changements structurels. Le gouvernement s'est notamment engagé à encadrer plus strictement l'activité de financement et à améliorer la transparence des institutions financières, pour contenir le gonflement de la bulle immobilière et gagner en contrôle sur le shadow banking. Un autre objectif central de l'assainissement du modèle est la diminution de la dette contractée par les collectivités locales qui ont profité d'un financement bon marché pour mener de lourds projets d'investissement dont les rendements s'amenuisent globalement, afin de soutenir artificiellement la croissance. La lutte contre ces déséquilibres limite la capacité de rebond du PIB, dont le rythme de progression devrait baisser lentement tout en se maintenant au-dessus de 7 %.

Périmètre de consolidation du Groupe

Le périmètre de consolidation du Groupe n'a pas connu d'évolution notable en 2013 par rapport à 2012. Voir la note 1.2 des états financiers consolidés 2013 du Groupe CM11-CIC.

Afin de permettre la comparabilité des évolutions des éléments du compte de résultat présentées dans le présent chapitre, les résultats des entités entrées dans le périmètre de consolidation pour la première fois en 2013 sont éliminés. Le résultat 2012 des entités entrées dans le périmètre de consolidation en 2012 est annualisé.

Activité du Groupe

Avec toujours une forte ambition pour ses sociétaires et clients, le Groupe a su concilier croissance, efficacité et maîtrise des risques au cours de l'année 2013. Il a poursuivi sa dynamique de développement dans ses différents métiers – banque, assurance, services – et contribué au financement de l'économie dans les régions. Ses bonnes performances commerciales, dopées notamment par la banque de détail qui représente près de 80 % de son produit net bancaire lui ont permis d'afficher un résultat net de plus de 2,2 milliards d'euros en 2013, en progression de 21,5 % par rapport à 2012. En particulier :

- Le Groupe CM11-CIC a acquis environ 300 000 nouveaux clients portant leur nombre à 24,1 millions à la clôture de l'exercice.

- Les encours de crédits à la clientèle ont progressé de près de 6,5 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012 pour atteindre 275,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Cette croissance a été tirée par celle des crédits d'investissement (crédits d'équipement) qui s'est élevée à 2,4 milliards d'euros (+ 4,5 %) et par celle des crédits à l'habitat qui ont progressé de 4,9 milliards d'euros (+ 3,5 %).
- Les dépôts de la clientèle (hors dépôts et pensions SFEF) ont augmenté de 6,0 % par rapport au 31 décembre 2012, pour s'établir à 226,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013. L'augmentation de l'encours total des dépôts (+ 13 milliards d'euros) résulte principalement de l'accroissement des encours des comptes courants (+ 13,6 %), des dépôts sur Livrets Bleu/Livrets A (+ 8,4 %) et de l'épargne logement (+ 4,5 %).
- En 2013, le Groupe a ajouté à son portefeuille, en base nette, 530 000 nouveaux contrats d'assurance (provenant pour 87 % des assurances de risques) portant ainsi le nombre total de contrats souscrits à 26,2 millions

Les encours de crédits à la clientèle des réseaux bancaires de CM11 et du CIC en banque de détail s'élèvent à 243,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013 (+ 2,8 % par rapport au 31 décembre 2012). Les dépôts des réseaux bancaires de CM11-CIC ressortent à 197,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 3,7 % par rapport au 31 décembre 2012. Malgré les nouvelles contraintes réglementaires et les difficultés liées au contexte économique, l'activité des principales filiales du Groupe (TARGOBANK Allemagne, la BECM, TARGOBANK Espagne, Cofidis et Banque Casino) est restée soutenue, avec des encours de crédits à la clientèle atteignant 31,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Au 31 décembre 2013, les encours de crédits à la clientèle ont atteint 12,6 milliards d'euros pour la banque de financement et de marché et 8,6 milliards d'euros pour la banque privée.

Enfin, tirant profit de son expertise technologique, le Groupe a renforcé sa position dans le secteur de la monnaie électronique, des services de paiement et de la téléphonie mobile, ce qui lui ouvre de nouvelles possibilités pour répondre aux besoins de ses clients et créer de nouvelles sources de revenus.

Résultats du Groupe

Les résultats du Groupe au titre de l'exercice 2013 sont le reflet d'un contexte économique tendu marqué néanmoins par des évolutions favorables dans le secteur de la banque de détail et par une forte croissance des ventes d'assurance vie. La persistance d'un environnement incertain a affecté les activités de financement et de marché et a également pesé sur le produit net bancaire du métier de banque privée du Groupe. Les effets de la progression du produit net bancaire global ont été amoindris par la hausse des frais généraux, principalement due aux nouvelles taxes et charges sociales, néanmoins compensée par la baisse du coût du risque des activités bancaires courantes.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des principaux éléments du compte de résultat du Groupe pour les exercices 2012 et 2013

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
Produit net bancaire	11 977	11 462	4,5 %
Charges générales d'exploitation et dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	(7 431)	(7 341)	1,2 %
Résultat brut d'exploitation	4 546	4 121	10,3 %
Coût du risque	(1 112)	(1 081)	2,9 %
Résultat d'exploitation	3 434	3 040	13,0 %
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	(5)	(149)	-96,6 %
Gains ou pertes sur autres actifs	7	16	-56,3 %
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	(27)	-
Résultat avant impôt	3 436	2 880	19,3 %
Impôt sur les sociétés	(1 222)	(1 057)	15,6 %
Résultat net	2 214	1 823	21,4 %
Intérêts minoritaires	203	201	1,0 %
Résultat net - part du Groupe	2 011	1 622	24,0 %

Produit net bancaire

Le produit net bancaire du Groupe CM11-CIC s'inscrit à 11 977 millions d'euros au titre de l'exercice 2013, en progression de 4,5 % par rapport à 2012.

Les principaux éléments expliquant la variation du PNB du Groupe entre 2012 et 2013 sont les suivants :

- Hausse de 25,1 % des revenus nets d'intérêts qui ressortent à 6 172 millions d'euros en 2013 contre 4 934 millions d'euros en 2012, grâce à la progression des marges d'intérêt due à la hausse de l'encours moyen des comptes d'épargne réglementée, avec notamment une forte augmentation des dépôts sur Livrets Bleu et Livrets A, consécutive à l'augmentation en 2012 du plafond réglementaire des versements que les particuliers peuvent effectuer sur ces comptes. Les marges d'intérêt moyennes ont également augmenté en 2013, bénéficiant de la baisse du coût des ressources, cette dernière compensant le recul du rendement des crédits. En particulier, le taux du livret bleu a baissé de 2,25% à 1,25% au cours de l'exercice.
- Hausse des commissions nettes encaissées qui s'élèvent à 2 836 millions d'euros en 2013 contre 2 626 millions d'euros en 2012 (+ 8,0 %). Les commissions encaissées ont augmenté suite à la hausse des commissions de crédits et des commissions financières perçues principalement par la banque de détail sur les activités de crédit et les opérations de bourse.
- Pertes de 178 millions d'euros sur les instruments financiers en juste valeur enregistrées en 2013, à mettre en regard de gains comptabilisés pour 898 millions d'euros en 2012. Les produits provenant des titres de transactions ont baissé en 2013 générant également une baisse équivalente du coût de refinancement de cette activité. En 2012, les gains relatifs aux titres du métier du capital-développement se sont élevés à 93 millions d'euros ; pour le reste, la variation découle de la hausse de la valeur de marché des titres du portefeuille de négociation pour compte propre.
- Gains sur les titres disponibles à la vente totalisant 344 millions d'euros en 2013 contre 251 millions d'euros en 2012. Cette augmentation découle de cessions plus importantes en 2013, dans l'activité Fixe Income, de titres AFS swappés. En 2012, le Groupe a comptabilisé des reprises nettes de dépréciations pour 31 millions d'euros.

- Augmentation des produits nets des autres activités, qui s'établissent à 2 803 millions d'euros en 2013 contre 2 753 millions d'euros en 2012, hausse principalement imputable à la progression des revenus de l'activité d'assurance, qui est analysée ci-dessous.

La banque de détail et l'assurance représentent ensemble environ 89,8 % du produit net bancaire de l'exercice 2013 contre 88,9 % en 2012. Le produit net bancaire a augmenté entre 2012 et 2013 pour tous les secteurs, à l'exception des activités de financement et de marché et de la banque privée. Le tableau ci-dessous montre la répartition du produit net bancaire par activité. Une analyse du PNB et des autres éléments du compte de résultat par activité figure sous le titre « —Résultats par activité ».

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
Banque de détail	9 311	8 782	6,0 %
Assurance	1 440	1 412	2,0 %
Financements et marchés	826	927	-10,9 %
Banque privée	444	463	-4,1 %
Capital-développement	119	100	19,0 %
Logistique et holding	436	370	17,8 %
Interactivités	(600)	(593)	1,2 %
Total	11 977	11 462	4,5 %

La répartition géographique du produit net bancaire du Groupe montre la prédominance des activités de banque et d'assurance sur le marché domestique du Groupe, la France, qui représente environ 82,1 % du PNB de l'exercice 2013, soit une part légèrement inférieure à celle de 2012, en raison de la croissance importante de l'activité hors d'Europe. Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du Groupe par zone géographique pour les exercices 2012 et 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/2012)
	2013	2012	
France	9 830	9 497	3,5 %
Europe hors France	1 966	1 792	9,7 %
Autres pays	181	173	4,6 %
Total	11 977	11 462	4,5 %

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation ressort à 4 546 millions d'euros en 2013 contre 4 121 millions d'euros en 2012, soit une amélioration de 10,3 % qui reflète la progression du produit net bancaire décrite ci-dessus, ainsi qu'une progression maîtrisée des frais généraux. Le coefficient d'exploitation global s'améliore à 62,0 % en 2013 contre 64,0 % en 2012.

Les charges générales d'exploitation et les dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles totalisent 7 431 millions d'euros en 2013, en hausse de 1,2 % par rapport à 2012. La légère hausse des charges générales d'exploitation découle des éléments suivants :

- Un accroissement de 0,6 % des charges de personnel qui s'affichent à 4 395 millions d'euros en 2013 contre 4 368 millions d'euros en 2012, avec une légère baisse de l'effectif moyen qui passe de 62 129 en 2012 à 61 516 en 2013. L'effectif moyen augmente de 1,1 % hors France et baisse de 1,4 % en France.

- Les autres charges générales d'exploitation (y compris amortissements et provisions) augmentent de 2,1 % pour s'établir à 3 036 millions d'euros en 2013 contre 2 973 millions d'euros en 2012. Les services extérieurs représentent la plus grande part de ces charges avec 2 139 millions d'euros en 2013 et 2 083 millions d'euros en 2012, une hausse de 2,7 % découlant essentiellement de l'entrée d'Agrupacio dans le périmètre des assurances et des frais liés à la migration de Cofidis sur le système d'information du Groupe.

Coût du risque

Le coût du risque du Groupe a augmenté, s'établissant à 1 112 millions d'euros en 2013 contre 1 081 millions d'euros en 2012. Des précisions complémentaires sont apportées sous le titre « —Analyse du coût du risque et des créances douteuses ».

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation ressort à 3 434 millions d'euros en 2013 contre 3 040 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 13,0 %. Cette progression du résultat d'exploitation est essentiellement liée à celle du produit net bancaire, ainsi qu'à l'augmentation plus modérée des charges générales d'exploitation et du coût du risque, comme indiqué ci-dessus.

Autres éléments du compte de résultat

Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence. La quote-part du Groupe dans le résultat net des entreprises mises en équivalence a connu une amélioration, la perte nette ressortant à 5 millions d'euros en 2013 contre 149 millions d'euros en 2012. Le montant constaté en 2013 correspond en particulier au résultat net des participations du Groupe dans *Banco Popular Español* pour 12 millions d'euros, la Banque Marocaine du Commerce Extérieur pour 34,6 millions d'euros et la Banque de Tunisie pour 11,8 millions d'euros, résultat compensé par une provision pour dépréciation de 33,8 millions d'euros comptabilisée sur la participation du Groupe dans *Banca Popolare di Milano*, qui s'ajoute à la perte de 13,2 millions d'euros constatée au titre de la quote-part du Groupe dans la perte nette de cette entité.

Gains ou pertes sur autres actifs. Les gains ou pertes sur autres actifs sont en recul à 7 millions d'euros en 2013 contre 16 millions d'euros en 2012.

Impôt sur les sociétés. La charge nette d'impôt sur les sociétés du Groupe s'élève à 1 222 millions d'euros en 2013 contre 1 057 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 15,6 %, imputable essentiellement à la progression du résultat d'exploitation.

Résultat net

Le résultat net part du Groupe ressort à 2 214 millions d'euros en 2013 contre 1 622 millions d'euros en 2012, en amélioration de 21,4 %. Cette hausse résulte des éléments indiqués ci-dessus.

Résultats par activité

Banque de détail

La banque de détail est de loin le secteur d'activité le plus important du Groupe. En 2013, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 77,7 % du métier de la banque de détail. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat de la banque de détail pour les exercices 2012 et 2013.

Exercice clos le 31 décembre			
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Variation (2013/ 2012)
Produit net bancaire	9 311	8 782	6,0 %
Frais de fonctionnement	(5 721)	(5 713)	0,1 %
Résultat brut d'exploitation	3 590	3 070	16,9 %
Coût du risque	(1 020)	(878)	16,2 %
Gains ou pertes sur autres actifs	55	(81)	NS
Résultat avant impôt	2 625	2 111	24,3 %
Impôt sur les sociétés	(881)	(750)	17,5 %
Résultat net	1 743	1 361	28,1 %

L'activité de banque de détail s'est inscrite dans une dynamique de croissance en 2013, malgré un environnement de marché difficile :

- En 2013, le produit net bancaire du secteur de la banque de détail s'établit à 9 311 millions d'euros (+ 6,0 %). Cette progression s'explique principalement par l'amélioration des marges d'intérêt liée à la baisse du coût de refinancement consécutive à l'abaissement des taux d'intérêt réglementés sur le Livret Bleu et le Livret de développement durable et compensant la baisse du rendement des crédits. La progression est également due à la hausse de l'encours moyen des comptes d'épargne réglementée, comme le Livret Bleu et le Livret A dont les dépôts ont augmenté de 8,4 %, en raison principalement de l'augmentation en 2012 du plafond réglementaire des versements pouvant être effectués sur ces comptes. Le produit net bancaire a en outre bénéficié de l'augmentation des frais et commissions perçus sur l'octroi des crédits et la vente de produits d'assurance.
- Les dépôts de la clientèle des réseaux bancaires s'élèvent à 189,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 181,8 milliards d'euros au 31 décembre 2012, soit une hausse de 4,0 %. Les réseaux de CM11 et du CIC ont représenté respectivement 35,6% et 39,7% de cette augmentation. Pour leur part, Targobank Allemagne et la BECM ont contribué à cette hausse respectivement pour 9,6% et 15,1 %.
- Les crédits à la clientèle des réseaux de banque de détail ressortent à 231,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 225,7 milliards d'euros au 31 décembre 2012, soit une hausse de 2,4 %. Ces crédits se répartissent entre les réseaux de CM11 et du CIC respectivement pour 46 % et 44,4 % et Targobank Allemagne à hauteur de 4,6 %. Cette progression a été partiellement compensée par une réduction de 3,4 % des crédits à la clientèle de la BECM en raison de la faiblesse de la demande de crédits sur le marché des entreprises en France et de l'arbitrage des sociétés foncières en faveur des émissions obligataires.

Réseaux bancaires

En 2013, le produit net bancaire du réseau de CM11 en banque de détail a connu une hausse de 6,1 % à 3 097 millions d'euros et celui du réseau CIC une progression de 7,2 % à 3 111 millions d'euros. Ces progressions s'expliquent principalement par l'amélioration des marges d'intérêt et par la hausse des commissions nettes perçues pour l'octroi de prêts (notamment les crédits à l'habitat). Le réseau de CM11, comme celui du CIC, a bénéficié de la hausse de l'encours moyen des comptes d'épargne réglementée comme le Livret Bleu et le Livret A. La progression affichée par le réseau bancaire du CIC est imputable à la hausse des crédits d'investissement, des crédits d'équipement et des crédits à l'habitat, combinée à l'ouverture de 15 nouvelles agences au sein du réseau du CIC. En outre, la croissance des deux réseaux a été tirée par l'acquisition de 193 000 nouveaux clients au total.

Le produit net bancaire de Targobank Allemagne progresse de 4,8 % à 1 361 millions d'euros en 2013, bénéficiant de la hausse de 4,5 % des crédits à la clientèle, de l'ouverture de huit nouvelles agences, du déploiement progressif d'une offre de crédit automobile et de la reprise de

l'activité de gestion de patrimoine. Les dépôts de la clientèle de Targobank Allemagne sont en hausse, passant de 10,6 milliards d'euros au 31 décembre 2012 à 11,3 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Le produit net bancaire du réseau bancaire de la Banque Européenne du Crédit Mutuel (BECM) augmente de 7,3 % à 207 millions d'euros en 2013. Cette augmentation résulte de l'abaissement du coût des dépôts, qui a influé positivement sur la marge d'intérêt, combinée à la stabilité des commissions nettes encaissées par rapport à 2012. L'action forte menée par les collaborateurs a permis à la BECM de continuer à faire croître significativement ses dépôts, qui augmentent de 20,3 % pour s'établir à 6,5 milliards d'euros. L'épargne financière s'élève à 3,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 2,6 % par rapport à l'année précédente. Néanmoins, l'atonie économique et la faiblesse de la demande de crédits sur le marché des entreprises en France, conjuguées à l'arbitrage des sociétés foncières en faveur des émissions obligataires, ont entraîné une diminution des crédits accordés de 3,4 % à 10,1 milliards d'euros d'encours. Les frais généraux restent maîtrisés à 75,4 millions d'euros (+ 1,6 %), mais les provisions nettes pour dépréciation des créances douteuses augmentent de près de 7,7 millions d'euros à 23,7 millions d'euros. Le résultat net ressort ainsi à 66,3 millions d'euros, soit un niveau équivalent à 2012.

Les métiers d'appui de la banque de détail

Le produit net bancaire de Cofidis augmente de 6,6% (+ 0,5 % à périmètre constant, en excluant l'entrée de périmètre de Sofemo en 2013) à 1 137 millions d'euros en 2013 (1 067 millions d'euros en 2012), stimulé par la hausse de 16,1 % des crédits à la clientèle par rapport à 2012 (+ 3,2 % en excluant Sofemo), progression partiellement absorbée par celle des frais généraux (+ 6,8 % en variation brute et + 2,5 % en excluant Sofemo) en lien avec le programme de convergence du système informatique. La société Sofemo, anciennement filiale de crédit à la consommation de BFCM, a intégré le périmètre de Cofidis en mai 2013.

Dans un contexte de contraction économique du secteur bancaire, le produit net bancaire de Banque Casino augmente de 1,8 % en 2013, tiré par la croissance de l'activité globale de crédit, soutenue en partie par le lancement d'une offre de paiement en 4 fois pour financer les ventes de Cdiscount (site marchand du groupe Casino). Les frais généraux et le coût du risque de Banque Casino sont également en baisse en 2013.

S'agissant du métier de la banque de détail, les commissions nettes encaissées augmentent de 5,4 % en 2013 et représentent plus de 35 % du PNB de cette activité. Les commissions nettes encaissées par les réseaux bancaires de CM11 et du CIC ont augmenté respectivement de 6,9 % et 7,3 % en 2013. Les commissions encaissées par les agences des réseaux bancaires du Groupe progressent de 5,8 % en 2013 grâce notamment aux commissions sur crédits et comptes (1 122 millions d'euros) et aux commissions sur opérations de Bourse (234 millions d'euros). Les commissions reversées au titre de la distribution des contrats d'assurance se sont élevées à 991 millions d'euros en 2013 (983 millions d'euros en 2012) et les commissions sur services (banque à distance, télésurveillance, transactions immobilières et téléphonie mobile) sont restées stables en 2013 à 213 millions d'euros (212 millions d'euros en 2012). Ces progressions ont été partiellement compensées par un recul des commissions sur moyens de paiement à 428 millions d'euros.

Le résultat brut d'exploitation de la banque de détail ressort à 3 590 millions d'euros en 2013 contre 3 070 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 16,9 %. Les frais généraux sont restés stables en 2013 à 5 721 millions d'euros contre 5 713 millions d'euros en 2012. Le coefficient d'exploitation des activités de banque de détail s'améliore, passant de 65,1 % en 2012 à 61,4 % en 2013.

Le coût du risque augmente de 16,2 % entre 2012 et 2013, en raison essentiellement de l'environnement économique difficile qui affecte particulièrement la clientèle des professionnels et des entreprises. Le coût du risque augmente dans la quasi-totalité des réseaux bancaires du Groupe, et notamment des réseaux bancaires de CM11 et du CIC en banque de détail dont le coût du risque

affiche une hausse de 31,2 % et 56,2 %, respectivement. Le coût du risque de Targobank Allemagne et de Cofidis a connu une progression modérée.

Ces éléments ont permis au résultat net de la banque de détail d'atteindre 1 743 millions d'euros en 2013 contre 1 361 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 28,1 %

Assurance

En 2013, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 11,8 % des activités d'assurances. Le tableau ci-dessous détaille les éléments constitutifs du résultat du métier Assurance pour les exercices 2012 et 2013, tel que présenté dans les états financiers consolidés du Groupe.

(en millions d'euros)	Exercice clos le 31 décembre			
	2013	2012	Variation (2013/ 2012)	Variation (2013/2012) (A périmètre constant)
Produit net bancaire	1 440	1 412	2,0 %	-1,9 %
Frais de fonctionnement	(411)	(356)	15,5 %	2,0 %
Résultat brut d'exploitation	1 028	1 056	-2,6 %	-3,2 %
Coût du risque	-	-	-	NS
Gains ou pertes sur autres actifs	(28)	(41)	-31,7 %	-31,4 %
Résultat avant impôt	1 000	1 015	-1,5 %	-2,1 %
Impôt sur les sociétés	(372)	(412)	-9,7 %	-10,2
Résultat net	628	603	4,2 %	3,4 %

En 2013, le produit net bancaire du métier Assurance baisse de 1,9 %, à périmètre constant (en excluant la nouvelle filiale d'assurance espagnole Agrupacio AMCI, détenue à 77,4 %, et qui a contribué au PNB à hauteur de 55 millions d'euros). En données réelles, le produit net bancaire du métier Assurance a progressé de 2,0 % à 1 440 millions d'euros en 2013.

Le nombre de contrats d'assurance s'affiche en hausse avec 26,18 millions de contrats au 31 décembre 2013 contre 24,84 millions de contrats au 31 décembre 2012. Au 31 décembre 2013, la répartition des contrats d'assurance par branche s'établit comme suit : dommages (31 %), emprunteurs (23 %), prévoyance (20 %), vie (13 %), automobile (8 %) et santé (5 %).

- En 2013, le chiffre d'affaires de l'assurance s'affiche à 9,9 milliards d'euros, en progression de 20,6 % (+18 % à périmètre constant). Le chiffre d'affaires de l'assurance vie augmente de 27,6 % à 6,1 milliards d'euros.
- En 2013, l'assurance dommage représente un chiffre d'affaires de 630 millions d'euros, en hausse de 8,8 %, à périmètre constant, la progression du chiffre d'affaires de l'assurance automobile s'étant par ailleurs établie à 5,7 % (759 millions), à périmètre constant également. Le chiffre d'affaires de l'assurance de personnes (principalement la prévoyance et l'assurance protection de l'emprunteur) augmente de 3,4 % en 2013 à 2 252 millions d'euros, à périmètre constant.
- L'effet positif de l'amélioration des fréquences de sinistres en assurances de biens sur le résultat 2013 du métier Assurance est complètement annulé par les effets conjugués défavorables des évolutions législatives et réglementaires et de la faiblesse des taux d'intérêt. Parmi les évolutions législatives et réglementaires, figuraient notamment la décision du Fonds de Garantie des Assurances Obligatoires de cesser d'assumer la charge de l'indexation des rentes allouées aux victimes d'accidents de la circulation à compter du 1er janvier 2013, la prise en compte pour le provisionnement de ces dossiers d'une inflation de 2,25 % et l'impact des taux d'actualisation sur la charge de provisionnement. Les commissions versées en 2013 aux réseaux distributeurs par les activités de GACM s'élèvent à 1 089 millions d'euros (+ 1,4 % par rapport à 2012).

Les frais généraux augmentent de 15,5 % à 411 millions d'euros en 2013 (356 millions d'euros en 2012), essentiellement du fait d'un changement de périmètre (intégration de la nouvelle filiale espagnole d'assurance, Agrupacio AMCI). En 2013, les frais généraux augmentent de 2,0 % à périmètre constant. En 2013, comme en 2012, le coût du risque du métier Assurance est nul.

La charge d'impôt sur les sociétés diminue en 2013 ; l'exercice 2012 était impacté par l'exit taxe à hauteur de 35 millions d'euros.

Ainsi, le résultat net du métier Assurance atteint 628 millions d'euros en 2013 contre 603 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 4,2 % (+ 3,4 % à périmètre constant).

Financements et marchés

En 2013, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 6,9 % des activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat du métier Financements et marchés pour les exercices 2012 et 2013.

	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire	826	927	-10,9 %
Frais de fonctionnement	(273)	(288)	-5,2 %
Résultat brut d'exploitation	554	639	-13,3 %
Coût du risque	(44)	(85)	-48,2 %
Gains ou pertes sur autres actifs	-	(1)	NS
Résultat avant impôt	509	554	-8,1 %
Impôt sur les sociétés	(182)	(193)	-5,7 %
Résultat net	328	361	-9,2 %

Banque de financement

Le produit net bancaire des activités de financement s'établit à 314 millions d'euros en 2013 (324 millions d'euros en 2012), en baisse de 3,1 %. Cette baisse s'explique par un contexte économique toujours tendu, caractérisé par une réduction des marges d'intérêt ainsi que par le faible volume des nouvelles opérations de financement. Les encours de crédit s'élèvent à 12 milliards d'euros au 31 décembre 2013 et les dépôts atteignent 8,8 milliards d'euros à la même date.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 225 millions d'euros en 2013, en baisse par rapport à 2012 (232 millions d'euros), et le coefficient d'exploitation reste stable en 2013 à 28,3 %.

Le coût du risque affiche une baisse de 38,3 % à 37 millions d'euros en 2013 (60 millions d'euros en 2012), en raison d'une baisse des provisions pour dépréciations collectives de 18 millions d'euros et d'une baisse de 5 millions d'euros des risques avérés.

La charge d'impôt sur les sociétés passe de 40 millions d'euros en 2012 à 64 millions d'euros en 2013, en raison des avoirs fiscaux enregistrés en 2012 et non reconductibles en 2013.

Ainsi, le résultat net des activités de financement est en retrait de 5,5 % à 124 millions d'euros en 2013 (131 millions d'euros en 2012).

Activités de marché

Le produit net bancaire des activités de marché s'établit à 513 millions d'euros en 2013 (603 millions d'euros en 2012), en recul de 14,9 %. La plupart des activités de marché ont marqué le pas en 2013, notamment CM-CIC Marchés et CM-CIC Securities dont le produit net bancaire s'est inscrit en recul de 18 % et 20 %, respectivement. Cigogne Management a toutefois fait exception en affichant en 2013 une progression de 8 % par rapport à 2012. La baisse découle d'un niveau élevé de

PNB en 2012 découlant de valorisations pessimistes en fin 2011 et d'une baisse des fonds propres alloués aux activités de marché.

Le résultat brut d'exploitation ressort à 329 millions d'euros en 2013 contre 407 millions d'euros en 2012, soit une baisse de 19,2 %. Cette baisse du résultat brut d'exploitation provient pour l'essentiel de la baisse du produit net bancaire, les frais généraux affichant une baisse de 6,1 % en 2013 à 184 millions d'euros (196 millions d'euros en 2012).

Le coût du risque des activités de marché est en recul à 7 millions d'euros en 2013 (25 millions d'euros en 2012) grâce à une amélioration des risques à New York.

Ainsi, le résultat avant impôt des activités de marché ressort en baisse à 322 millions d'euros en 2013 contre 383 millions d'euros en 2012. Après impôt, le résultat net s'établit à 204 millions d'euros en 2013 contre 230 millions d'euros en 2012.

Banque privée

En 2013, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 3,7 % du métier de banque privée. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat du métier de banque privée pour les exercices 2012 et 2013.

	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
<i>(en millions d'euros)</i>			
Produit net bancaire	444	463	-4,1 %
Frais de fonctionnement	(329)	(334)	-1,5 %
Résultat brut d'exploitation	115	129	-10,9 %
Coût du risque	(7)	(29)	-72,4 %
Gains ou pertes sur autres actifs	-	6	NS
Résultat avant impôt	108	106	1,9 %
Impôt sur les sociétés	(38)	(27)	40,7 %
Résultat net	70	79	-11,4 %

Le produit net bancaire de la banque privée ressort à 444 millions d'euros en 2013, en retrait de 4,1 % (463 millions d'euros en 2012), du fait de la baisse de 20 millions d'euros du PNB de la Banque de Luxembourg, qui a subi une diminution de ses produits d'intérêts compensée seulement en partie par une hausse des commissions perçues. Cette baisse est partiellement absorbée par la progression de 17 millions d'euros du produit net bancaire total de CIC Suisse et de la Banque Transatlantique.

Les actifs sous gestion et en conservation de la banque privée baissent légèrement de 73,6 milliards d'euros fin 2012 à 71,9 milliards à fin 2013. La Banque de Luxembourg porte 64% de cet encours et la Banque Transatlantique 25%.

Les frais généraux diminuent à 329 millions d'euros en 2013 (334 millions d'euros en 2012), principalement. Suite aux effets conjugués du recul du produit net bancaire et d'une baisse moins marquée des frais généraux, le résultat brut d'exploitation est en repli de 10,9 % à 115 millions d'euros en 2013 (129 millions d'euros en 2012).

Le coût du risque est en baisse à 7 millions d'euros en 2013 sachant que le montant de 29 millions d'euros enregistré en 2012 incluait l'impact des charges de dépréciation portant sur certains titres grecs.

Ainsi, le résultat net des activités de banque privée, en retrait de 11,4 %, s'établit à 70 millions d'euros en 2013 (79 millions d'euros en 2012).

Capital-développement

En 2013, le produit net bancaire du Groupe provenait à hauteur de 1,0 % du métier de capital-développement. Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat du métier de capital-développement pour les exercices 2012 et 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
Produit net bancaire	119	100	19,0 %
Frais de fonctionnement	(34)	(34)	-
Résultat brut d'exploitation	85	66	28,8 %
Coût du risque	-	-	NS
Gains ou pertes sur autres actifs	-	-	NS
Résultat avant impôt	85	66	28,8 %
Impôt sur les sociétés	-	2	NS
Résultat net	86	67	28,4 %

En dépit de conditions économiques toujours tendues, les résultats du métier Capital-développement se sont améliorés en 2013, avec une hausse de 19,0 % du produit net bancaire, lequel ressort à 119 millions d'euros contre 100 millions d'euros en 2012. Cette hausse découle des plus-values réalisées et d'une augmentation des dividendes perçus.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des investissements et des capitaux gérés par ce secteur au 31 décembre 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	
Montant total des investissements effectués par le Groupe en 2013	199
Cumul des capitaux investis par le Groupe ¹	1 716
Valeur du portefeuille du Groupe, hors capitaux gérés pour compte de tiers	1 894
Capitaux gérés pour compte de tiers ²	363

¹ Dont 83 % investis dans des sociétés non cotées, le solde correspondant à des fonds et à des sociétés cotées.

² Y compris les engagements d'investissement

Les frais généraux restent stables en 2013 par rapport à 2012. Ainsi, le résultat net des activités de capital-développement s'élève à 86 millions d'euros en 2013 contre 67 millions d'euros en 2012.

Logistique et holding

Les activités logistique et holding sont constituées de deux secteurs distincts. Le premier rassemble les activités qui ne sont pas rattachées à l'un des autres métiers, telles que les participations historiques du Groupe dans des sociétés du secteur de la presse et des médias implantées dans l'est de la France, EI Telecom (anciennement NRJ Mobile), qui fournit des services de téléphonie mobile aux clients de la banque de détail, et Euro Protection Surveillance qui délivre des prestations de télésurveillance aux particuliers. Le second regroupe les activités de coordination et de portage des filiales, notamment les systèmes d'information, l'immobilier du Groupe, les prestations de CM-CIC Services, filiale créée en mai 2008 pour centraliser et rationaliser la logistique, les processus de paiement, les plates-formes de services et les services de support destinés aux membres de CM11-CIC et des caisses locales d'autres fédérations. Les résultats de la structure holding intègrent également les participations et les acquisitions du Groupe (notamment les amortissements d'écarts d'évaluation et les coûts de refinancement des acquisitions), ainsi que les frais de démarrage des nouvelles succursales et caisses locales.

Le tableau ci-dessous présente les éléments constitutifs du résultat du métier Logistique et holding pour les exercices 2012 et 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
Produit net bancaire	436	370	17,8 %
Frais de fonctionnement	(1 263)	(1 209)	4,5 %
Résultat brut d'exploitation	(826)	(839)	-1,6 %
Coût du risque	(41)	(90)	-54,5 %
Gains ou pertes sur autres actifs	(25)	(44)	-43,2 %
Résultat avant impôt	(892)	(972)	-8,2 %
Impôt sur les sociétés	250	323	-22,6 %
Résultat net	(642)	(649)	1,1 %

Le produit net bancaire issu des activités Logistique et holding ressort à 436 millions d'euros en 2013 contre 370 millions d'euros en 2012. Ces chiffres s'expliquent comme suit :

- L'activité « logistique et divers » du Groupe génère un produit net bancaire ou des marges commerciales pour un montant total de 1 293 millions d'euros en 2013 contre 1 240 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 4,3 %. Cette progression résulte principalement de la croissance affichée par [Euro Information et Euro Protection Services], qui contribuent à hauteur de 73,3 millions d'euros à l'augmentation du PNB de ce métier, laquelle est en partie compensée par la baisse du produit net bancaire et de la marge commerciale d'EI Telecom (- 7 millions d'euros) et du pôle presse du Groupe (- 13 millions d'euros). Le parc d'EI Telecom a progressé pour atteindre plus de 1,2 million de clients en 2013.
- Les activités « holding » du Groupe génèrent un produit net bancaire négatif de 857 millions d'euros en 2013 contre 870 millions d'euros en 2012. Cette amélioration du PNB tient principalement à la réduction des coûts de financement du fonds de roulement et du coût d'allocation du capital. Le PNB de 2013 comprend le coût de refinancement de Targobank Allemagne, le coût de refinancement du fonds de roulement d'autres entités du Groupe, l'amortissement des écarts d'évaluation de Cofidis et de Targobank Allemagne et les frais de démarrage des Caisses locales CM11 et des succursales du CIC.

Les frais généraux augmentent de 4,5 %, passant de 1 209 millions d'euros en 2012 à 1 263 millions d'euros en 2013, conséquence des charges engagées pour la préparation de la migration informatique de l'ensemble du Groupe vers une plate-forme évolutive.

Le coût du risque de ce métier ressort à 41 millions d'euros en 2013 contre 90 millions d'euros en 2012, montant incluant l'impact des provisions constatées sur Targobank Espagne (16 millions d'euros en 2013).

Ainsi, les activités logistique et holding affichaient un résultat net négatif de 642 millions d'euros en 2013 contre 649 millions d'euros en 2012.

Analyse du coût du risque et des créances douteuses

Le coût du risque s'établit à 1 112 millions d'euros en 2013 contre 1 081 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 2,9 % qui reflète des évolutions contrastées : augmentation importante du coût du risque des réseaux de CM11 et du CIC et de la BECM, mais recul significatif du coût du risque des activités de financement du Groupe. Le coût du risque des réseaux de CM11, du CIC et de la BECM évolue à la hausse essentiellement en raison de charges liées aux prêts consentis à la clientèle des professionnels et des entreprises (GME et PME). Cette catégorie de clientèle a

rencontré des difficultés dans un contexte économique difficile, difficultés qui ont également donné lieu à la constitution supplémentaire de provisions collectives pour créances irrécouvrables.

Le tableau ci-dessous présente le coût du risque rapporté aux encours de crédits à la clientèle pour 2012 et 2013.2

Coût du risque (% des crédits à la clientèle)	Exercice clos le 31 décembre		
	2013	2012*	2012
Banque de détail (hors TARGOBANK Allemagne, Cofidis et filiales support du réseau)	0,21 %	0,19 %	0,19 %
Particuliers	0,08 %	0,08 %	0,07 %
<i>Crédits à l'habitat</i>	0,06 %	0,06 %	0,06 %
Financements et marchés (grandes entreprises, international, financements spécialisés)	0,20 %	0,48 %	0,48 %
Banque privée	0,10 %	0,31 %	0,31 %
TARGOBANK Allemagne	1,25 %	1,43 %	1,57 %
Cofidis	3,49 %	3,92 %	3,92 %
Coût du risque global clientèle	0,380 %	0,367 %	0,369 %

* Chiffres retraités suite à la reconstitution à hauteur de 1 163 millions d'euros de créances intégralement amorties depuis plus de 5 ans sur Targobank Allemagne

Au 31 décembre 2013, la part des créances douteuses dans le portefeuille global reste stable et le ratio de couverture des créances douteuses par des provisions s'inscrit en légère hausse par rapport au 31 décembre 2012 (en baisse par rapport aux chiffres retraités de 2012). Le tableau ci-dessous synthétise les données du Groupe relatives aux créances douteuses et aux provisions pour créances irrécouvrables des exercices 2012 et 2013 (les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué) :

(en milliards d'euros)	Au 31 décembre		
	2013	2012*	2012
Montant brut de l'encours de crédits à la clientèle	284,1	277,2	276,0
Créances douteuses	13,0	12,6	11,4
Provisions pour dépréciation des créances	8,7	8,6	7,4
<i>Dont provisions pour dépréciation individuelle</i>	<i>8,0</i>	<i>8,0</i>	<i>6,8</i>
<i>Dont provisions pour risques pays, secteurs et autres risques</i>	<i>0,7</i>	<i>0,6</i>	<i>0,6</i>
Ratio des créances douteuses (créances douteuses/montant brut des crédits à la clientèle)	4,6 %	4,6 %	4,1 %
Ratio de couverture des créances douteuses	66,8 %	67,9 %	64,7 %

* Chiffres retraités suite à la reconstitution à hauteur de 1 163 millions d'euros de créances intégralement amorties depuis plus de 5 ans sur Targobank Allemagne

Se reporter au Rapport sur les risques figurant au chapitre III.3 du document de référence 2013 pour de plus amples informations concernant le portefeuille de crédits du Groupe, les risques liés aux engagements hors bilan, les provisions et les expositions douteuses.

Résultats du Groupe BFCM

Les résultats du Groupe BFCM au titre de l'exercice 2013 ont été portés par les mêmes facteurs qui ont influé sur les résultats du Groupe CM11-CIC. Le tableau ci-dessous présente les chiffres clés du Groupe BFCM pour les exercices 2012 et 2013.

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre		Variation (2013/ 2012)
	2013	2012	
Produit net bancaire	8 445	8 159	3,5 %
Charges générales d'exploitation et dotations/reprises sur amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles	(5 198)	(5 140)	1,1 %
Résultat brut d'exploitation	3 247	3 019	7,6 %
Coût du risque	(965)	(962)	0,3 %
Résultat d'exploitation	2 282	2 057	10,9 %
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	13	(131)	NC
Gains ou pertes sur autres actifs	5	12	-58,3 %
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0	(27)	NC
Résultat avant impôt	2 300	1 910	20,4 %
Impôt sur les sociétés	(816)	(711)	14,8 %
Résultat net	1 484	1 200	23,7 %
Intérêts minoritaires	273	270	1,1 %
Résultat net - part du Groupe	1 211	930	30,2 %

NC : non comparable

Le tableau ci-dessous explique le passage du produit net bancaire du Groupe CM11-CIC au produit net bancaire du Groupe BFCM au 31 décembre 2013 :

<i>(en millions d'euros)</i>	Exercice clos le 31 décembre 2013
Produit net bancaire du Groupe CM11-CIC	11 977
Sociétés exclues du périmètre de consolidation BFCM	(4 090)
<i>Dont les sociétés du métier de la banque de détail</i>	<i>(2 994)</i>
<i>Dont les sociétés du métier Assurance</i>	<i>(102)</i>
<i>Dont les sociétés du métier Logistique et holding (filiales informatiques)</i>	<i>(922)</i>
<i>Dont les sociétés du métier Logistique et holding (filiales diverses)</i>	<i>(72)</i>
Retraitements de consolidation	558
Produit net bancaire du Groupe BFCM	8 445

Produit net bancaire

Le PNB du Groupe BFCM passe de 8 159 millions d'euros en 2012 à 8 445 millions d'euros en 2013, en amélioration de 3,5 %. Les principaux éléments expliquant cette évolution du PNB du Groupe BFCM entre 2012 et 2013 sont détaillés ci-dessous et résultent de facteurs identiques à ceux qui ont touché le Groupe :

- Une hausse de 34,3 % des revenus nets d'intérêts à 4 240 millions d'euros en 2013 (3 156 millions d'euros en 2012), tirés par la croissance des marges. Cette augmentation, légèrement inférieure en valeur absolue (mais supérieure en pourcentage) à celle enregistrée par le Groupe CM11-CIC, s'explique par la contribution des réseaux de CM11 en banque de détail, absents du périmètre du Groupe BFCM ;

- Une hausse de 7,3 % des commissions nettes encaissées qui évoluent de 1 943 millions d'euros en 2012 à 2 085 millions d'euros en 2013. Les commissions encaissées ont augmenté suite à la hausse des commissions de crédits et des commissions financières perçues principalement par la banque de détail sur les activités de crédit et les opérations de bourse.
- Une évolution défavorable concernant les résultats sur les instruments financiers en juste valeur, avec des gains totalisant 886 millions d'euros en 2012 et des pertes se montant à 145 millions d'euros en 2013 ;
- Une augmentation des gains sur cessions des instruments financiers disponibles à la vente, avec des gains de 342 millions d'euros en 2013 contre 243 millions d'euros en 2012 ; et
- Une relative stabilité des produits nets des autres activités (net des charges des autres activités) qui ressortent à 1 925 millions d'euros en 2013 et à 1 931 millions d'euros en 2012.

La banque de détail représente l'activité la plus importante du Groupe BFCM, suivie par l'assurance et les activités de financement et de marché. Le tableau ci-dessous montre la répartition du produit net bancaire par activité. Une analyse du produit net bancaire et des autres éléments du compte de résultat par activité figure sous le titre « —Résultats par activité ».

Exercice clos le 31 décembre			
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Variation (2013/ 2012)
Banque de détail	6 210	5 854	6,1 %
Assurance	1 338	1 318	1,5%
Financements et marchés	826	927	-10,9 %
Banque privée	444	464	-4,3 %
Capital-développement	119	100	19,0 %
Logistique et holding	(449)	(446)	0,7 %
Interactivités	(43)	(58)	-25,9 %
Total	8 445	8 159	3,5 %

Le produit net bancaire du Groupe BFCM en banque de détail a progressé de 6,1 % par rapport à 2012, une évolution proche de celle du PNB issu des activités de banque de détail du Groupe CM11-CIC.

De façon générale, le PNB des autres activités du Groupe BFCM est comparable à celui des activités similaires du Groupe CM11-CIC (cf. analyse ci-dessus), à l'exception des activités logistique et holding (pour les raisons décrites sous le titre « —Présentation des informations figurant dans le présent chapitre »).

La France a contribué au produit net bancaire du Groupe BFCM à hauteur de 74,6 % en 2013 (75,9 % en 2012). Le tableau ci-dessous indique la répartition du produit net bancaire du Groupe par zone géographique pour les exercices 2012 et 2013.

Exercice clos le 31 décembre			
<i>(en millions d'euros)</i>	2013	2012	Variation (2012/ 2011)
France	6 298	6 193	1,7 %
Europe hors France	1 966	1 793	9,6 %
Autres pays	181	173	4,6 %
Total	8 445	8 159	3,5 %

Résultat brut d'exploitation

Le résultat brut d'exploitation du Groupe BFCM s'établit à 3 247 millions d'euros en 2013 contre 3 019 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 7,6 %. Les charges générales d'exploitation (y compris amortissements et provisions) augmentent de 1,1 % pour s'établir à 5 198 millions d'euros en 2013 contre 5 140 millions d'euros en 2012. Le coefficient d'exploitation du Groupe BFCM s'améliore à 61,6 % en 2013 (63,0 % en 2012).

Le résultat brut d'exploitation de la banque de détail ressort à 2 457 millions d'euros en 2013 contre 2 106 millions d'euros en 2012, soit une augmentation de 16,7 %. Le coefficient d'exploitation de la banque de détail s'établit à 60,5 % en 2013 contre 64,0 % en 2012, amélioration qui reflète les évolutions analysées précédemment pour les activités de banque de détail du Groupe CM11-CIC.

Coût du risque

Le coût du risque du Groupe BFCM demeure relativement stable à 962 millions d'euros en 2012 et 965 millions d'euros en 2013. En revanche, le coût du risque du Groupe CM11-CIC évolue à la hausse.

Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation du Groupe BFCM s'élève à 2 282 millions d'euros en 2013 contre 2 057 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 10,9 % qui reflète la progression du résultat brut d'exploitation et la stabilité du coût du risque, comme indiqué ci-dessus.

Résultat net

Le résultat net part du groupe du Groupe BFCM ressort à 1 211 millions d'euros en 2013 contre 930 millions d'euros en 2012, soit une hausse de 30,2 %.

Opérations avec les entités du Groupe CM11-CIC

En 2013, le résultat brut d'exploitation du Groupe BFCM est issu, à hauteur de 714 millions d'euros, d'opérations réalisées avec des entités du Groupe CM11-CIC ne faisant pas partie du Groupe BFCM (principalement les Caisses locales et la CF de CM, ainsi que la part non consolidée de TARGOBANK Espagne et de Banque Casino). En 2012, les opérations réalisées avec des entités du Groupe CM11-CIC ont généré un résultat brut d'exploitation de 856 millions d'euros. La baisse de 16,6 % provient principalement de la diminution du financement des Caisses locales qui ont augmenté la part de leurs besoins financés par le biais des dépôts.

Les revenus nets d'intérêts de ces opérations atteignent 890 millions d'euros en 2013 contre 1 060 millions d'euros en 2012. Au 31 décembre 2013, les encours de crédits accordés aux entités du Groupe CM11 ne faisant pas partie du Groupe BFCM s'établissent à 36,7 milliards d'euros (38,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012). Les commissions nettes encaissées s'élèvent à 191 millions d'euros en 2013 (177 millions d'euros en 2012).

Les produits nets des autres activités enregistrés par ces entités ressortent à 54 millions d'euros en 2013 contre 10 millions d'euros en 2012.

7.3 Situation financière du Groupe CM11-CIC au 31 décembre 2013

Les analyses qui suivent portent sur la situation financière du Groupe CM11-CIC au 31 décembre 2013 et au 31 décembre 2012.

Le total du bilan du Groupe CM11-CIC s'est accru de 2,2 % en 2013 par rapport à fin 2012. La structure de bilan est le reflet de l'activité de banque commerciale du Groupe et des mesures prises par le Groupe pour renforcer sa structure financière en vue de satisfaire aux nouvelles exigences réglementaires qui seront applicables dans les années à venir. En particulier :

- Le Groupe finance une plus grande partie des crédits à la clientèle au moyen des dépôts, cette évolution s'inscrivant dans le prolongement de la stratégie déployée par le Groupe au cours des dernières années. Le montant total des dépôts affiche une hausse de 13 milliards d'euros alors que la progression des crédits à la clientèle avoisine 6,5 milliards d'euros. Le ratio crédits/dépôts s'est progressivement amélioré : il s'établit à 1,22x au 31 décembre 2013 contre 1,26x au 31 décembre 2012 et 1,36x au 31 décembre 2011.
- Le Groupe a poursuivi avec succès sa stratégie en matière de trésorerie et de refinancement :
 - Accroissement des ressources à moyen et long terme avec des émissions publiques représentant 64% des volumes réalisés, laissant une part non négligeable aux ressources sous un format de placement privé.
 - Les investisseurs américains et japonais ont également contribué à ces levées de fonds via les deux émissions suivantes, réalisées en octobre 2013 :
 - une émission inaugurale BFCM sous une documentation juridique US144A et portant sur 1.750 millions d'USD (1.270 millions d'euros) à 3 et 5 ans ;
 - une émission « Samouraï » BFCM de 108 milliards de JPY (817 millions d'euros) intéressante d'une part en raison de sa taille (une des plus importantes opérations de ce type réalisées au Japon en 2013), et d'autre part par la qualité de son placement auprès de plus de 100 investisseurs japonais différents.
 - Consolidation de la situation de liquidité du groupe CM11-CIC et de sa résistance totale en cas de fermeture prolongée du marché monétaire grâce à la détention d'un coussin d'actifs éligibles au LCR et/ou à la BCE qui ressort à 145% des tombées de ressources de marché sur les 12 mois à venir (situation au 31/12/2013).
 - Le groupe CM11-CIC présente un excédent de ressources stables de 22,3 milliards d'euros sur les emplois stables. Cette situation résulte d'une politique axée depuis plusieurs années sur le renforcement des dépôts et l'allongement de la dette de marché.

L'encours du refinancement MLT s'élève ainsi à 71,9 milliards d'euros, soit 65% du total à fin décembre 2013.

- Le ratio créances douteuses/total des crédits à la clientèle s'accroît et passe de 4,1 % au 31 décembre 2012 à 4,6 % au 31 décembre 2013. En outre, le ratio de couverture des créances douteuses du Groupe est resté élevé (66,7% au 31 décembre 2013 contre 64,7 % au 31 décembre 2012).
- On observe une diminution des ratios de fonds propres du Groupe (qui demeurent toutefois à un niveau élevé), avec un ratio de fonds propres de base qui ressort à 13,0 % au 31 décembre 2013 contre 14,1 % 31 décembre 2012. Se reporter au chapitre « Adéquation du capital du Groupe » pour de plus amples renseignements

Actifs

Synthèse. Les actifs consolidés du Groupe s'élèvent à 510,3 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 499,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012 (+ 2,2 %).

Cette hausse de 2,2 % du total des actifs entre 2012 et 2013 découle de plusieurs éléments : accroissement des créances sur les banques centrales (+ 9,9 milliards d'euros, soit + 94,7 %), des actifs financiers disponibles à la vente (+ 15,9 milliards d'euros, soit + 22,1 %) et des prêts et créances sur la clientèle (+ 6,4 milliards d'euros, soit + 2,4 %), partiellement compensé par la baisse des prêts et créances sur les établissements de crédit (- 14,3 milliards d'euros, soit - 26,6 %), des actifs financiers à la juste valeur par résultat (- 2,0 milliards d'euros, soit - 4,4 %) et des comptes de régularisation et actifs divers (- 4,7 milliards d'euros, soit - 24,4 %).

Actifs financiers à la juste valeur par résultat. Les actifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent les instruments financiers détenus à des fins de transaction (y compris les instruments dérivés) et certains actifs financiers désignés par le Groupe à la juste valeur par résultat à la date de leur acquisition (y compris les titres du métier de capital-développement). Ces actifs sont réévalués à leur juste valeur lors de chaque arrêté.

Le montant total des actifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 42,4 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 44,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012, soit une baisse de 4,4 %. Les actifs financiers à la juste valeur par résultat représentent 8,3 % du total des actifs du Groupe au 31 décembre 2013.

Prêts et créances sur les établissements de crédit. Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont constitués des dépôts à vue, des prêts interbancaires et des prises en pension de titres. Les prêts et créances sur les établissements de crédit atteignent 39,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 53,9 milliards d'euros au 31 décembre 2012, un recul de 26,6 % qui découle en partie de la baisse des reversements obligatoires auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de l'ordre de 3 à 4 milliards d'euros.

Prêts et créances sur la clientèle. Les prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 275,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 269,4 milliards d'euros au 31 décembre 2012, soit une hausse de 2,4 %, essentiellement due à l'accroissement des crédits à l'habitat qui ressortent à 145,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 140,7 milliards d'euros au 31 décembre 2012.

Actifs financiers disponibles à la vente. Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres à revenu fixe ou variable qui ne peuvent être classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat ni en actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. Ces actifs sont réévalués en fonction de leur valeur de marché ou d'une valeur similaire lors de chaque arrêté et la variation de valeur en résultant est enregistrée directement en capitaux propres.

Les actifs financiers disponibles à la vente totalisent 88,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 72,1 milliards d'euros au 31 décembre 2012.

Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance sont des titres assortis de paiements fixes ou déterminables et d'échéances fixes, que le Groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés au bilan au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et se répartissent en deux catégories : les certificats de dépôt négociables et les obligations. Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance atteignent 12,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 13,7 milliards d'euros au 31 décembre 2012, en retrait de 12,5 %.

Passifs (hors capitaux propres)

Synthèse. Les passifs consolidés du Groupe s'élèvent à 478,3 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 469,5 milliards d'euros au 31 décembre 2012 (+ 1,9 %). Ces passifs comprennent des dettes subordonnées à hauteur de 5,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013 et 6,4 milliards d'euros au 31 décembre 2012. La hausse du total des passifs constatée en 2013 provient principalement des éléments suivants : hausse des dettes envers la clientèle (dépôts principalement) de 12,8 milliards d'euros (+ 5,9 %), des provisions techniques des contrats d'assurance de 4,3 milliards d'euros (+ 6,0 %) et des dettes représentées par un titre de 4,2 milliards d'euros (+4,5 %), partiellement compensée par un recul des dettes envers les établissements de crédit de 9,8 milliards d'euros (- 34,0 %) et des comptes de régularisation et passifs divers de 3,4 milliards d'euros (- 21,1 %).

Passifs financiers à la juste valeur par résultat. Le montant total des passifs financiers à la juste valeur par résultat ressort à 30,9 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en retrait de 2,1 %.

Dettes envers les établissements de crédit. Les dettes envers les établissements de crédit diminuent de 9,8 milliards d'euros (- 34,0 %) pour s'établir à 19,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013, pour les mêmes raisons que celles décrites ci-dessus pour expliquer la baisse des actifs interbancaires.

Dettes envers la clientèle. Les dettes envers la clientèle sont essentiellement constituées des dépôts à vue, des comptes à terme, des comptes d'épargne réglementée et des mises en pensions de titres. Les dettes envers la clientèle s'élèvent à 229,3 milliards d'euros au 31 décembre 2013 et 216,5 milliards d'euros au 31 décembre 2012. Ces montants incluent les dépôts de la SFEF (institution française créée à l'initiative de l'Etat français en vue de fournir des liquidités au plus fort de la crise financière). Hors dépôts SFEF, les dettes envers la clientèle ressortent à 226,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 213,6 milliards d'euros au 31 décembre 2012. Cette progression provient pour l'essentiel de celle des comptes d'épargne réglementée, consécutive à l'augmentation du plafond des versements que les particuliers peuvent effectuer sur ces comptes, et également de la hausse des autres comptes d'épargne et comptes courants ordinaires.

Dettes représentées par un titre. Les dettes représentées par un titre sont constituées des certificats de dépôt négociables et des émissions obligataires. Les dettes représentées par un titre s'élèvent à 98,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 4,5 %. Une présentation des programmes d'émission de titres du Groupe figure sous le titre « —Liquidité et refinancement ».

Provisions techniques des contrats d'assurance. Les provisions techniques des contrats d'assurance s'établissent à 77,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 72,7 milliards d'euros au 31 décembre 2012, soit une augmentation de 6,0 %.

Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres consolidés part du Groupe représentent 29,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013 contre 27,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012, l'évolution correspondant en majeure partie au résultat net de 2013.

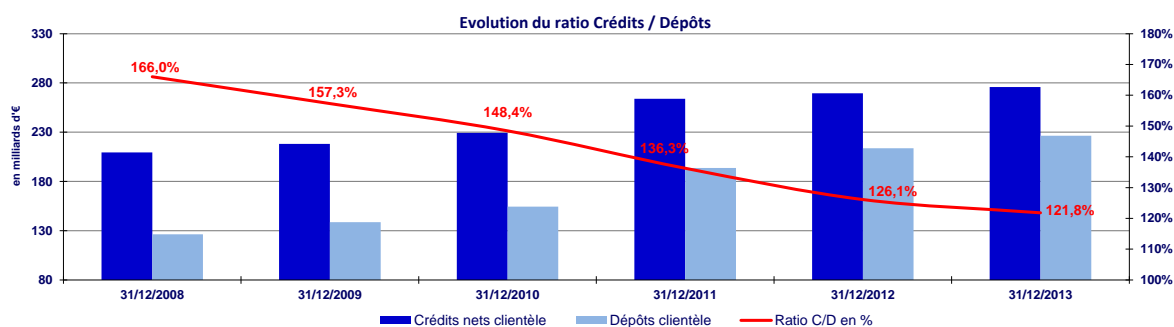
Les intérêts minoritaires restent stables à 2 436 millions d'euros au 31 décembre 2013 contre 2 441 millions d'euros au 31 décembre 2012.

Liquidité et refinancement

Au 31 décembre 2013, le Groupe dispose d'une position solide en matière de liquidité, qui résulte d'une politique axée sur le refinancement de l'activité de banque de détail du Groupe essentiellement par le biais des dépôts. En outre, la BFCM procède régulièrement à des émissions obligataires qui sont placées sur le marché domestique auprès des clients du réseau bancaire du Groupe.

A l'instar de l'année 2012, le début de 2013 a été marqué par des tensions sur les marchés financiers en raison de la persistance de la crise bancaire internationale. Malgré l'amélioration des conditions économiques au deuxième trimestre 2013, qui a permis d'accroître les rendements sur les marchés actions grâce au retour de la confiance des investisseurs dans la zone euro, les signes d'un possible abandon par la Réserve fédérale américaine des mesures d'assouplissement quantitatif ont créé un climat d'incertitude.

Dans le cadre de sa stratégie visant à renforcer sa liquidité, le Groupe s'est attaché à diminuer le ratio crédits/dépôts. En effet, dans le contexte de marché actuel, les dépôts représentent une ressource de financement à court terme plus stable que les instruments de marché et bénéficieront d'un traitement prudentiel plus favorable dans les années à venir. Au 31 décembre 2013, l'encours de crédits à la clientèle du Groupe s'élève à 275,0 milliards d'euros et les dépôts de la clientèle (hors dépôts SFEF) s'établissent à 226,5 milliards d'euros, ce qui correspond à un ratio crédits/dépôts de 1,22x (contre 1,26x au 31 décembre 2012). Au cours des dernières années, ce ratio a diminué de façon importante, comme en témoigne le graphique ci-dessous :



Le risque de liquidité du Groupe fait l'objet d'une gestion stricte dans le cadre d'un dispositif piloté par la BFCM sur la base d'un système de gestion centralisée du risque, décrit dans le chapitre III.3 Rapport sur les risques du document de référence 2013. La gestion de la liquidité repose sur les principes suivants :

- Le respect du ratio de liquidité français à un mois (encaissements et décaissements à un mois) ou de tout autre ratio similaire applicable localement par chaque entité du Groupe séparément.
- Le maintien d'un volant d'actifs liquides mobilisables et éligibles en garantie des prêts de la Banque centrale européenne, actifs qui couvrent plus de 30 jours de fermeture des marchés et de situation de crise affectant les remboursements des clients, et qui peuvent être mobilisés en quelques jours pour couvrir jusqu'à 85 % des besoins de refinancement à court terme.
- La limitation du ratio de transformation de la banque commerciale à 90 % sur les maturités de 3 mois à 7 ans.
- Le recours limité au marché des prêts interbancaires.
- La diversification des sources de refinancement par type d'investisseurs, par marché géographique et par devise.

Au total, le refinancement du Groupe s'élève à 110 milliards d'euros au 31 décembre 2013 dont 38 milliards d'euros de refinancement à court terme et 72 milliards d'euros de refinancement à moyen et long terme. Le refinancement du Groupe représentait 110,1 milliards d'euros au 31 décembre 2012 et 107,8 milliards d'euros au 31 décembre 2011. La dette du Groupe venant à échéance en 2014 s'établit à 13,8 milliards d'euros.

A cet égard, le refinancement comprend les obligations à moyen et long terme (émises pour l'essentiel dans le cadre des programmes EMTN) ; les dettes subordonnées ; les dettes sécurisées comme les obligations sécurisées, la titrisation et les dettes envers la SFEF ; les certificats de dépôt à court terme, les billets de trésorerie, les dépôts interbancaires et les dettes envers la Banque centrale européenne.

Les maturités de la dette globale du Groupe ont sensiblement évolué entre 2012 et 2013. Le refinancement à moyen et long terme représente environ 65 % du refinancement total du Groupe au 31 décembre 2013 contre 60 % à fin 2012³. Au 31 décembre 2013, les dettes à moyen et long terme s'élèvent à 71,9 milliards d'euros, dont 30,6 milliards d'euros d'obligations garanties, 36,6 milliards d'euros d'obligations non sécurisées, et 4,6 milliards d'euros d'obligations placées par l'intermédiaire des réseaux bancaires.

S'agissant du refinancement à court terme, le Groupe a pour stratégie de maintenir un montant suffisant d'actifs éligibles en garantie auprès de la Banque centrale européenne pour couvrir les maturités jusqu'à 12 mois au moins. Pour ses besoins à court terme, le Groupe n'hésite pas à utiliser ce type de refinancement lorsqu'il présente les conditions les plus avantageuses. Selon la politique du Groupe, les emprunts à un jour ne peuvent excéder 10 milliards d'euros, principe qui a été

³ Le Groupe a changé sa méthode de calcul de ce pourcentage en 2013. Précédemment, l'excédent de refinancement à court terme replacé au jour le jour était déduit du refinancement à court terme. En début 2013, toute la dette à court terme de refinancement est incluse dans le calcul. Le chiffre relatif à 2012 a été mis à jour pour refléter la nouvelle méthodologie.

systématiquement respecté depuis 2008. De façon générale, la position de trésorerie nette à un jour varie entre des prêts de l'ordre de 2 milliards d'euros et des emprunts du même montant.

Grâce à l'augmentation significative de la proportion du refinancement à moyen et long terme au cours des dernières années, le Groupe estime qu'il ne dépend pas de façon importante du marché du refinancement à court terme pour mener ses activités bancaires courantes. Afin de surveiller sa position en matière de liquidité et de refinancement, le Groupe utilise un indicateur appelé « ressources stables », qui correspond à la somme des capitaux propres, des dépôts de la clientèle et du refinancement à moyen et long terme. Cet indicateur de ressources stables est comparé à la somme des crédits à la clientèle, des titres détenus jusqu'à l'échéance et des emplois obligatoires (comme le dépôt obligatoire à la Caisse des dépôts et consignations d'une partie des dépôts reçus des clients sur les comptes d'épargne réglementée). A fin 2013, les ressources stables du Groupe s'élèvent à 334,6 milliards d'euros et le total des crédits à la clientèle, titres détenus jusqu'à l'échéance et emplois obligatoires s'établissent à 312,3 milliards d'euros. Le Groupe présente ainsi un excédent de ressources stables de 22,3 milliards d'euros sur les actifs financiers stables.

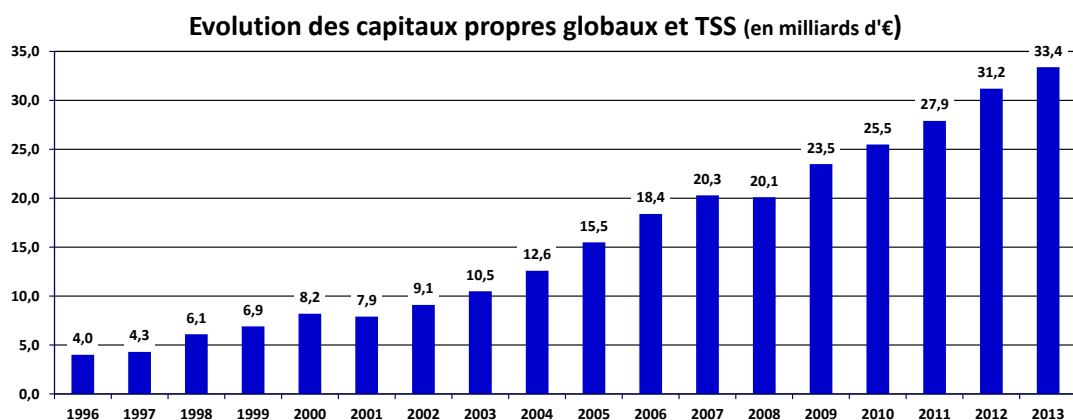
Ratios d'adéquation des fonds propres

Le tableau ci-dessous présente les fonds propres réglementaires du Groupe au 31 décembre 2013 et 2012.

<i>En milliards d'euros, excepté les pourcentages</i>	31 décembre 2013	31 décembre 2012
	CM11-CIC	CM11-CIC
FONDS PROPRES DE BASE (Tier 1)	22 645,5	21 837,8
Capital	5 758,6	5 807,7
Réserves éligibles	24 831,9	23 053,7
Titres hybrides	2 103,9	2 103,9
Déductions des fonds propres de base (dont notamment les immobilisations incorporelles)	(10 048,9)	(9 127,6)
FONDS PROPRES COMPLEMENTAIRES (Tier 2)	0	0
Titres subordonnés et autres éléments en Tier 2	3 330,1	3 142,6
Déductions des fonds propres complémentaires (dont les titres d'assurance)	(3 330,1)	(3 142,6)
TOTAL NET DES FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES	22 645,5	21 837,8
EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE DE CREDIT	9 957,8	10 080,3
Risques de crédit pondérés	124 472,9	126 003,3
Administrations centrales et banques centrales	43,5	71,9
Etablissements	7 410,4	7 032,8
Entreprises	55 546,8	54 939,1
Clientèle de détail	42 012,5	40 543,9
Actions	7 036,2	6 974,1
Autres actifs	12 423,6	16 441,5
EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DES RISQUES DE MARCHE	242,9	285,4
EXIGENCES DE FONDS PROPRES AU TITRE DU RISQUE OPERATIONNEL	1 214,9	1 183,5
SEUIL PLANCHER DES EXIGENCES DE FONDS PROPRES	1 019,3	844,6
RATIO DE SOLVABILITE GLOBAL	14,6%	14,1 %
Ratio Tier 1	14,6%	14,1 %

Impact de Bâle III pour le Groupe

Au 31 décembre 2013, les capitaux propres comptables et titres super subordonnés s'élèvent à 33,4 milliards d'euros et les fonds propres de base à 22,6 milliards d'euros.



Le ratio de solvabilité Core Tier One, déterminé selon les règles de Bâle 2,5, ressort à 14,6 %, l'un des meilleurs au niveau européen, facilitant ainsi l'accès du Groupe aux marchés financiers. Les informations sur les risques du ratio de solvabilité du Groupe CM11-CIC sont présentées dans le chapitre « Informations relatives au pilier 3 de Bâle II » du document de référence 2013.

Selon les règles Bâle 3, définies dans le Règlement CRR du 26 juin 2013 et entrées en vigueur au 1er janvier 2014, le ratio Core Tier One au 31 décembre 2013 s'élève à 13,0 %. Par ailleurs, le ratio de levier s'établit à 5,2 %.

8. Facteurs de risques

Le Groupe est exposé à plusieurs catégories de risques inhérents aux activités bancaires

Il existe quatre grandes catégories de risques inhérentes aux activités du Groupe qui sont résumées ci-dessous. Les facteurs de risques décrits dans les paragraphes suivants détaillent ou illustrent par des exemples spécifiques ces différents types de risques, et décrivent également d'autres risques auxquels le Groupe est exposé.

Risque de crédit

Le risque de crédit représente le risque de perte financière du fait de l'incapacité d'un débiteur à remplir ses obligations contractuelles. Le débiteur peut être une banque, un établissement financier, une entreprise industrielle ou commerciale, un État et ses diverses entités, un fonds d'investissement ou une personne physique. Le risque de crédit concerne les activités de prêt ou d'engagement par signature ainsi que d'autres activités exposant le Groupe au risque de défaut d'une contrepartie, telles que ses activités de négociation, de marchés de capitaux, de dérivés et de règlement-livraison. En ce qui concerne les prêts à l'habitat, le degré du risque de crédit dépend également de la valeur du logement garantissant le prêt en question. Le risque de crédit existe également dans le cadre des activités d'affacturage du Groupe, bien que le risque se situe au niveau du défaut des clients du débiteur plutôt que du débiteur lui-même.

Risque de marché et de liquidité

Le risque de marché est le risque que fait peser sur les bénéfices toute fluctuation défavorable des paramètres de marché. Ces paramètres incluent notamment les taux de change, les valeurs et taux d'intérêt des obligations, les cours des valeurs mobilières et des matières premières, les cours des instruments financiers dérivés, les *spreads* de crédit sur les instruments financiers et les prix d'autres actifs, notamment dans le secteur de l'immobilier.

La liquidité des actifs constitue également une composante importante du risque de marché. En cas de liquidité insuffisante ou inexistante, un instrument financier ou tout autre actif négociable pourrait ne pas être négocié à sa valeur estimée (comme cela a été le cas récemment pour certaines catégories d'actifs dans un environnement de marché perturbé). Un manque de liquidité peut être dû à un accès réduit aux marchés de capitaux, à des exigences imprévues en matière de trésorerie ou de capitaux ou à des contraintes juridiques.

Le risque de marché concerne les portefeuilles de négociation ainsi que les portefeuilles d'investissement du Groupe. S'agissant de ces derniers, le risque de marché recouvre :

- le risque associé à la gestion actif-passif, c'est-à-dire le risque que fait peser sur les résultats le non-adossement de l'actif et du passif du portefeuille bancaire ou des métiers de l'assurance. Ce risque découle principalement du risque de taux d'intérêt ;
- le risque associé aux activités d'investissement, qui dépend directement des fluctuations de la valeur des actifs investis au sein des portefeuilles de titres, lesquelles peuvent être inscrites au compte de résultat ou directement dans les capitaux propres ; et
- le risque associé à certaines autres activités, telles que l'immobilier, qui est indirectement affecté par les variations de valeur des actifs négociables détenus dans le cadre normal de ses affaires.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel représente le risque de pertes dues à l'inadéquation ou la défaillance de processus internes, ou dû à des événements extérieurs, qu'ils soient intentionnels, accidentels ou naturels. Les procédures internes incluent notamment les ressources humaines, les systèmes informatiques, la gestion du risque et les contrôles internes (y compris la prévention des fraudes). Les

événements extérieurs comprennent, par exemple, les inondations, les incendies, les tempêtes, les tremblements de terre ou encore les attentats.

Risque d'assurance

Le risque d'assurance est le risque que fait peser sur les bénéficiaires tout décalage entre les sinistres prévus et les sinistres survenus. Selon les produits d'assurance concernés, le risque varie en fonction de l'évolution de facteurs macroéconomiques, des changements de comportement de la clientèle, de l'évolution de la politique de santé publique, des pandémies, des accidents et des catastrophes naturelles (tels que les tremblements de terre, les tempêtes, les accidents industriels ou les actes de terrorisme ou de guerre).

Des conditions de marché ou économiques difficiles pourraient avoir un effet défavorable significatif sur les conditions dans lesquelles évoluent les établissements financiers et donc sur la situation financière et les résultats du Groupe

Les activités du Groupe sont sensibles à l'évolution des marchés financiers et, à l'environnement économique en France, en Europe et en général dans le reste du monde. Le Groupe pourrait être confronté à une détérioration importante des conditions de marché et économiques, qui pourrait résulter notamment de crises affectant les dettes souveraines, les marchés de capitaux, le crédit ou la liquidité, de récessions régionales ou globales, de fortes fluctuations du prix des matières premières, des taux de change ou des taux d'intérêts, de l'inflation ou de la déflation, ou d'événements géopolitiques défavorables (tels que les catastrophes naturelles, les attentats ou les conflits militaires). Les perturbations du marché et les forts ralentissements économiques, qui sont susceptibles d'intervenir soudainement et dont les effets peuvent par conséquent ne pas être totalement couverts, pourraient affecter de manière ponctuelle ou durable les conditions dans lesquelles évoluent les établissements financiers et avoir un effet défavorable significatif sur la situation financière et les résultats ou le coût du risque du Groupe.

Les marchés européens ont récemment connu des perturbations importantes liées aux incertitudes pesant sur la capacité de certains pays de la zone euro à refinancer leur dette ainsi que la volonté et la capacité des États membres de l'Union européenne à apporter une aide financière aux emprunteurs souverains concernés. Ces perturbations ont contribué à accroître la volatilité du taux de change de l'euro contre les autres devises significatives, ont affecté les indices des marchés d'actions et créé une incertitude sur les perspectives économiques à court terme de certains pays de l'Union européenne ainsi que sur la qualité des prêts bancaires aux emprunteurs souverains de ces États. Les marchés financiers ont récemment fait et pourraient continuer à faire l'objet d'une volatilité élevée.

Le Groupe détient des titres de dette émis par certains des pays qui ont été le plus affecté par la crise. Le Groupe est également présent sur le marché interbancaire et se trouve par conséquent indirectement exposé aux risques liés à la dette souveraine détenue par les établissements financiers avec lesquels il traite. En outre, l'incertitude actuelle relative aux obligations souveraines de certains pays européens a eu, et pourrait continuer à avoir, un impact indirect sur les marchés financiers en Europe et dans le monde, et donc sur l'environnement dans lequel le Groupe mène ses activités.

Outre l'impact direct de ces éléments, le Groupe a été indirectement affecté par la propagation de la crise de la zone euro, qui a affecté la plupart des pays de la zone euro, y compris la France, le marché domestique du Groupe. Les notations de crédit de la dette souveraine française ont été abaissées en 2011, avec pour résultat mécanique un abaissement des notations de crédit des banques commerciales françaises, y compris celle de BFCM.

De surcroît, la perception de l'impact de la crise européenne sur les banques françaises a rendu certains acteurs de marché, tels que les fonds monétaires américains, plus réticents à financer les banques françaises que par le passé, affectant l'accès des banques françaises, y compris celui du Groupe, aux liquidités, en particulier en dollars U.S. Cette situation s'est dans une certaine mesure atténuée depuis que la Banque Centrale Européenne a fourni d'importantes liquidités au marché, mais il n'est pas certain que les conditions de marché défavorables ne se renouvelleront pas à l'avenir.

Si les conditions économiques ou du marché en France ou ailleurs en Europe se détérioraient, en particulier en raison d'une aggravation de la crise de la dette souveraine (tel un défaut au titre d'une

dette souveraine ou l'impression qu'un État pourrait se retirer de l'euro), les marchés sur lesquels le Groupe opère pourraient être significativement perturbés, et l'activité, les résultats et la situation financière du Groupe pourraient être affectés défavorablement de manière significative.

Des mesures législatives et réglementaires prises en réponse à la crise financière mondiale pourraient avoir un effet défavorable significatif sur le Groupe et sur l'environnement économique et financier dans lequel il opère

Des mesures législatives et réglementaires ont récemment été adoptées ou proposées afin d'introduire un certain nombre de changements, dont certains permanents, dans l'environnement financier mondial. Si l'objectif de ces nouvelles mesures est d'éviter une récurrence de la crise financière, l'impact des nouvelles mesures pourrait être de modifier substantiellement l'environnement dans lequel le Groupe et d'autres établissements financiers évoluent.

Les nouvelles mesures adoptées ou susceptibles d'être adoptées incluent des exigences en matière de fonds propres et de liquidité plus contraignantes, la taxation des opérations financières, la limitation ou l'imposition de la rémunération des employés au-delà de niveaux spécifiés, des limites aux types d'activités que les banques commerciales peuvent entreprendre (en particulier les opérations pour compte propre et l'investissement et la détention d'une participation dans des fonds de capital-investissement et fonds spéculatifs) ou de nouvelles exigences en matière de séparation des comptabilités relatives à certaines activités, des restrictions sur certains types d'activités financières ou de produits tels que les produits dérivés, l'annulation obligatoire d'une dette ou la conversion obligatoire en capital de certains titres de créances, des régimes de redressement et de résolution améliorés, et la création de nouvelles autorités réglementaires aux pouvoirs renforcés. Certaines des nouvelles mesures sont des propositions en cours de discussion et sujettes à révision et interprétation, et qui devront être adaptées au cadre législatif de chaque pays par les régulateurs nationaux.

En conséquence de certaines de ces mesures, le Groupe a dû ajuster significativement, et pourrait devoir continuer à ajuster, certaines de ses activités pour permettre au Groupe de se conformer à ces nouvelles exigences. En outre, l'environnement politique général évolue de façon défavorable pour les banques et le secteur financier, avec pour conséquence une pression accrue de la part des instances législatives et réglementaires en vue d'adopter des mesures réglementaires plus contraignantes, en dépit du fait que ces mesures peuvent avoir des conséquences défavorables sur l'activité de prêt et les autres activités financières, et sur l'économie. Du fait de l'incertitude permanente quant aux nouvelles mesures législatives et réglementaires, il n'est pas possible de prédire leur impact sur le Groupe.

Les activités du Groupe sont fortement concentrées en France, exposant le Groupe à des risques liés à un potentiel ralentissement de l'économie française

Le marché français représente la part la plus importante du produit net bancaire et des actifs du Groupe. En 2013, environ 79% du produit net bancaire du Groupe a été réalisé en France, et environ 90% du risque de crédit client du Groupe trouvait son origine en France à la fin de l'année 2013.

Du fait de la concentration des activités du Groupe en France, une détérioration significative des conditions économiques en France aurait un impact plus important sur les résultats et la situation financière du Groupe que cela ne serait le cas pour un groupe aux activités plus diversifiées sur un plan international. Un ralentissement économique en France pourrait affecter la qualité du crédit des particuliers et entreprises constituant la clientèle du Groupe, rendre plus difficile pour le Groupe l'identification de clients pour de nouvelles activités qui satisfont ses critères de crédit, et affecter les revenus issus des commissions suite à un ralentissement des ventes des polices d'assurance vie et des activités d'encours sous gestion ou de courtage. En outre, si la valeur des logements en France devait être significativement affectée par des conditions économiques défavorables, les activités et le portefeuille de crédits à l'habitat du Groupe (qui représentaient environ 54% du portefeuille total des créances saines du Groupe, hors intérêts courus, au 31 décembre 2013) pourraient être significativement et défavorablement affectés.

BFCM doit maintenir des notations de crédit élevées, ou l'activité et la rentabilité du Groupe pourraient être défavorablement affectées

Les notations de crédit sont importantes pour la liquidité de BFCM, et donc du Groupe. Un abaissement des notations de crédit pourrait avoir un impact défavorable sur la liquidité et la compétitivité de BFCM, augmenter son coût de refinancement, limiter l'accès aux marchés de capitaux ou déclencher des clauses dans certains contrats bilatéraux sur produits dérivés dans les secteurs marchés et financement du Groupe (CM-CIC Marchés). Le 18 juillet 2013, Fitch Ratings a confirmé la notation de BFCM à A+, et le 24 juillet 2013, Moody's Investors Service a confirmé la notation de BFCM à Aa3.

Le coût de refinancement long terme non sécurisé de BFCM est directement lié à son spread de crédit (l'écart entre le rendement de ses obligations et le rendement des obligations d'Etat de mêmes maturités), qui dépend à son tour dans une large mesure de sa notation de crédit, elle-même corrélée à la notation du risque souverain. L'accroissement des spreads de crédit peut engendrer une augmentation significative des coûts de refinancement de BFCM. Les évolutions de spreads de crédit sont continues, dépendent du marché et subissent parfois des changements imprévisibles et fortement volatils. Les spreads de crédit sont également influencés par les perceptions du marché quant à la solvabilité de l'émetteur. En outre, les spreads de crédit peuvent résulter des modifications du coût d'achat de credit default swaps de certaines obligations de BFCM, ce coût dépendant à la fois de la qualité de crédit de ces obligations et d'un certain nombre de facteurs liés au marché que BFCM et le Groupe ne contrôlent pas.

Malgré les politiques, procédures et méthodes de gestion du risque mises en œuvre, le Groupe peut être exposé à des risques non identifiés ou imprévus, susceptibles d'occasionner des pertes significatives

Le Groupe a investi de manière significative dans le développement de sa politique de gestion des risques et les techniques, procédures et méthodes d'évaluation du risque correspondantes et a l'intention de poursuivre ses efforts en la matière. Néanmoins, les techniques et stratégies de gestion du risque du Groupe pourraient ne pas être totalement efficaces afin de limiter son exposition au risque dans tous les environnements économiques de marché ou face à certains types de risques, en particulier les risques que le Groupe n'aurait pas pu identifier ou anticiper.

Certains des indicateurs et outils qualitatifs que le Groupe utilise pour gérer ses risques s'appuient sur des observations du comportement passé du marché. Pour quantifier son exposition au risque, le Groupe procède ensuite à une analyse, notamment statistique, de ces observations. Les procédures utilisées par le Groupe pour évaluer les pertes liées à son exposition au risque de crédit ou la valeur de certains actifs sont fondées sur des analyses complexes et subjectives qui reposent notamment sur des prévisions concernant les conditions économiques et l'impact de ces conditions sur la capacité de remboursement des emprunteurs et la valeur des actifs. En période de perturbation sur les marchés, de telles analyses pourraient aboutir à des estimations inexactes et en conséquence mettre en cause la fiabilité de ces procédures d'évaluation.

Ces outils et indicateurs peuvent livrer des conclusions erronées quant à la future exposition au risque, en raison notamment de facteurs que le Groupe n'aurait pas anticipés ou correctement évalués dans ses modèles statistiques. Cela diminuerait la capacité du Groupe à gérer ses risques et pourrait affecter ses résultats.

Comme tous les établissements financiers, le Groupe est soumis au risque de violation de sa politique et de ses procédures de gestion du risque, que ce soit du fait d'une erreur humaine ou d'un acte fautif intentionnel. Ces dernières années, plusieurs établissements financiers ont connu des pertes importantes du fait d'activités de marché non autorisées menées par des employés. Si le Groupe met en œuvre ses meilleurs efforts pour s'assurer du respect de sa politique et de ses procédures de gestion du risque, il est impossible d'être certain que cette surveillance permettra effectivement d'éviter des pertes causées par des activités interdites.

Compte tenu du caractère international de ses activités, le Groupe pourrait être vulnérable aux environnements politiques, macroéconomiques et financiers ou aux situations particulières des pays où il conduit ses activités

Le Groupe est exposé au risque pays, qui est le risque que les conditions économiques, financières, politiques ou sociales d'un pays étranger affectent ses intérêts financiers.

Le système d'appréciation et de surveillance du risque pays au sein du Groupe est fondé sur une méthodologie propre de notation. La notation interne des pays combine des critères de solidité structurelle de l'économie, de capacité à payer, de gouvernance et de stabilité politique.

Si les activités internationales relativement limitées du Groupe limitent son exposition au risque pays en comparaison d'établissements financiers plus actifs sur le plan international, le Groupe a d'importantes activités et affiliés en Espagne, Italie, Europe de l'Est et Afrique du Nord, qui pourraient exposer le Groupe à des risques importants. Le Groupe surveille le risque pays et le prend en compte dans les provisions enregistrées dans ses comptes. Cependant, une modification importante de l'environnement politique ou macroéconomique pourrait nécessiter l'enregistrement de provisions additionnelles ou faire encourir au Groupe des pertes d'un montant supérieur aux provisions actuelles.

Le Groupe est soumis à une réglementation importante et susceptible d'évoluer

Plusieurs régimes réglementaires et de contrôle par les autorités s'appliquent au Groupe en France et dans chacun des pays où le Groupe mène ses activités.. Outre le préjudice porté à sa réputation, le non-respect de ces réglementations exposerait le Groupe à des interventions importantes des autorités réglementaires, à des amendes, à des avertissements publiés par les autorités, à des suspensions d'activité, voire dans des cas extrêmes, au retrait de l'agrément des activités du Groupe. Le secteur des services financiers a connu un contrôle accru de plusieurs autorités réglementaires au cours des dernières années, de même qu'une augmentation des pénalités et amendes infligées par ces autorités réglementaires, tendance qui pourrait s'accélérer dans le contexte financier actuel.

De plus, les activités et les résultats du Groupe peuvent être affectés de manière défavorable par diverses mesures ou décisions qui pourraient être prises par les autorités réglementaires françaises, l'Union européenne ou les gouvernements étrangers et par des organismes internationaux. De telles contraintes pourraient limiter la capacité des entités du Groupe à développer leurs métiers ou à poursuivre certaines activités. La nature et l'impact de ces éventuels changements des politiques et mesures réglementaires ne sont pas prévisibles et sont hors du contrôle du Groupe. De tels changements peuvent, entre autres, avoir trait aux éléments suivants :

- les politiques monétaires, les politiques de taux d'intérêt et autres politiques des banques centrales et des autorités réglementaires ;
- l'évolution générale des politiques gouvernementales ou réglementaires susceptibles d'influer significativement sur les décisions des investisseurs, en particulier sur les marchés où le Groupe est présent ;
- l'évolution générale des exigences réglementaires, notamment des règles prudentielles en matière d'adéquation des fonds propres, telles que par exemple la réglementation mettant en œuvre les exigences de Bâle III/CRD IV ;
- la mise en œuvre de la directive sur la résolution bancaire, et notamment le risque de « bail-in » (annulation ou conversion en actions des dettes, dont notamment les titres obligataires), lors d'une procédure de sauvegarde ou de résolution ;
- l'évolution des règles et procédures relatives aux contrôles internes ;
- l'évolution des règles en matière d'information financière ;
- l'évolution de la législation fiscale ou des modalités de sa mise en œuvre ;
- l'évolution des normes comptables ;

- la limitation de la rémunération des employés ;
- l'expropriation, la nationalisation, le contrôle des prix, le contrôle des changes, la confiscation d'actifs et l'évolution de la législation relative au droit de propriété des étrangers ;
- et toute évolution défavorable de la situation politique, militaire ou diplomatique engendrant une instabilité sociale ou un contexte juridique incertain, susceptible d'affecter la demande des produits et services proposés par le Groupe,
- les mesures adoptées récemment qui ont ou sont susceptibles d'avoir un impact sur le Groupe, comprennent notamment (i) l'ordonnance du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement, entrée en vigueur le 1er janvier 2014, la loi française du 26 juillet 2013 qui prévoit la séparation des opérations dites spéculative des activités utiles au financement de l'économie, elle crée également un principe d'imputation prioritaire des pertes sur les actionnaires et les créanciers. Cette loi dote l'ACPR de larges pouvoirs d'intervention comme par exemple révoquer les dirigeants, ou transférer tout ou partie des activités ou des actifs (ii) l'ordonnance du 20 février 2014 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation française au droit de l'Union européenne en matière financière, la Directive et le Règlement sur les fonds propres réglementaires dits "CRD IV" du 26 juin 2013 et dont un nombre important de dispositions sont applicables depuis le 1er janvier 2014, les projets de normes techniques de réglementation et d'exécution relatives à la Directive et au Règlement CRD IV élaborées par l'EBA, (iii) la consultation sur la réforme structurelle du secteur bancaire de l'Union européenne de 2013 et la proposition de la Commission Européenne de réforme structurelle du secteur bancaire européen du 29 janvier 2014, la proposition de Règlement sur les indices de référence, (iv) le mécanisme européen de surveillance unique, le mécanisme européen de résolution unique et la directive européenne sur le redressement et la résolution des banques,
- la Banque Centrale Européenne ("BCE") procède actuellement à une évaluation complète du Groupe et d'autres banques européennes, dont le résultat est incertain. La BCE a annoncé en octobre 2013 qu'elle débiterait une évaluation complète, reposant sur des tests de résistance et un examen de la qualité des actifs, de certaines grandes banques européennes, dont le Groupe. Les résultats de cette évaluation, dont la publication est attendue en novembre 2014, pourrait déboucher sur des recommandations en vue de l'adoption de mesures de contrôle et mesures correctives supplémentaires affectant le Groupe et le secteur bancaire en général. Il n'est pas encore possible de mesurer l'impact éventuel de telles mesures sur le Groupe. Par ailleurs, la publication des résultats de la BCE ou la mise en œuvre de mesures de contrôle supplémentaires perçues par le marché comme défavorables au Groupe ou aux titres émis par le Groupe pourrait avoir un impact négatif sur le prix des titres émis par le Groupe.

Le Groupe est soumis à une réglementation importante et fluctuante dans les pays et régions où il exerce ses activités l'exposant au risque de non-conformité.

Les risques de non-conformité concernent notamment l'incapacité à respecter intégralement des règles liées aux activités financières ou bancaires, qu'elles soient de nature législative ou réglementaire, des normes professionnelles et déontologiques, d'instructions, de l'éthique dans les comportements professionnels. L'adoption par différents pays d'exigences légales ou réglementaires multiples et parfois divergentes exacerbe ce risque.

Un dispositif de contrôle dédié s'assure de la maîtrise de ces risques, et donc de leurs impacts (pertes financières, sanctions judiciaires, administratives ou disciplinaires), avec l'objectif de préserver la réputation du Groupe.

Le Groupe fait face à une concurrence importante

Les principaux métiers du Groupe sont tous confrontés à une vive concurrence. Les marchés français et européens des services financiers témoignent d'une certaine maturité, et la demande de produits de services financiers est dans une certaine mesure, liée au développement économique général. La concurrence dans un tel environnement se fonde sur de nombreux facteurs, notamment les produits et services offerts, les prix, les systèmes de distribution, le service client, la réputation, la solidité financière perçue et la bonne volonté à utiliser le capital pour répondre aux besoins des clients. Certains des concurrents du Groupe en France sont plus grands et disposent de ressources plus importantes que le Groupe, et ils pourraient bénéficier d'une meilleure réputation dans certaines régions de France. Les filiales internationales du Groupe font également face à une concurrence importante de la part des banques et établissements financiers ayant leur siège dans les pays où lesdites filiales mènent leurs activités, ainsi que de la part d'autres établissements financiers qui sont présents dans ces pays. Si le Groupe n'est pas à même de faire face à l'environnement concurrentiel en France ou sur ses autres marchés avec des offres de produits et de services attractives qui sont rentables, il pourrait perdre des parts de marché dans d'importants segments de son activité ou subir des pertes sur certaines ou toutes ses activités. Par ailleurs, tout ralentissement de l'économie globale ou de l'environnement économique dans lequel se situent les principaux marchés du Groupe est susceptible d'accroître la pression concurrentielle, notamment à travers une intensification de la pression sur les prix et une contraction du volume d'activité du Groupe et de ses concurrents.

Les revenus du Groupe générés par les activités d'assurance vie, de courtage et de gestion d'actifs et d'autres activités générant des commissions pourraient diminuer en cas de repli des marchés

Le récent ralentissement des marchés s'est traduit par une baisse du volume des transactions sur le marché et à une réduction de la croissance des produits de gestion d'actifs, d'assurance vie et des produits similaires. Ces opérations et produits génèrent des commissions pour le Groupe, qui ont été impactées de manière défavorable par le ralentissement affectant ces domaines pendant la crise financière. Par ailleurs, les commissions que le Groupe facture à ses clients pour la gestion de leurs portefeuilles étant généralement calculées sur la valeur ou la performance de ces portefeuilles, le repli des marchés a diminué la valeur des portefeuilles gérés réduisant ainsi les revenus du Groupe issus des activités de gestion d'actifs et de gestion privée. Tout repli futur pourrait avoir des effets semblables sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Indépendamment d'un éventuel ralentissement du marché, toute sous-performance de l'activité de gestion d'actifs et d'assurance-vie du Groupe peut avoir pour conséquence une augmentation des retraits et une baisse des flux investis, ce qui réduirait les revenus du Groupe générés par les activités de gestion d'actifs et d'assurance.

Des incertitudes sur la solidité financière et le comportement des autres institutions financières et acteurs du marché financier pourraient avoir un effet défavorable sur le Groupe

La capacité du Groupe à effectuer des opérations de financement, d'investissement et des opérations portant sur des produits dérivés pourrait être affectée par des incertitudes sur la solidité financière des autres institutions financières ou des acteurs du marché financier. Les établissements financiers sont étroitement interconnectés, en raison notamment de leurs activités de négociation, de compensation, de contrepartie et de financement. En conséquence, la défaillance d'un acteur du secteur, voire de simples rumeurs ou interrogations concernant la stabilité d'un ou plusieurs établissements financiers ou une perte de confiance dans l'industrie financière de manière générale, ont conduit à une contraction généralisée de la liquidité sur le marché et pourraient à l'avenir conduire à des pertes ou défaillances supplémentaires. Le Groupe est exposé directement et indirectement aux risques des nombreuses contreparties financières avec lesquelles il interagit, telles que les courtiers, les banques commerciales ou d'investissement, les organismes de placement collectif, les fonds spéculatifs (*hedge funds*), ainsi que d'autres clients institutionnels, avec lesquels le Groupe conclut de manière habituelle des transactions. Un grand nombre de ces transactions exposent ainsi le Groupe à un risque de défaillance des co-contractants ou des clients du Groupe. Ce risque serait exacerbé si les actifs détenus en garantie

par le Groupe ne pouvaient pas être cédés ou si leur prix ne permettait pas de couvrir l'intégralité de l'exposition du Groupe au titre des prêts ou produits dérivés en défaut.

Un repli prolongé des marchés pourrait réduire la liquidité et rendre difficile la cession d'actifs, ce qui pourrait entraîner des pertes importantes

Dans plusieurs activités du Groupe, une baisse prolongée des marchés, en particulier du prix des actifs, peut réduire le niveau d'activité sur ces marchés ou leur liquidité. De tels développements peuvent entraîner des pertes importantes si le Groupe n'est pas en mesure de dénouer rapidement ses positions dégradées. Ce risque est particulièrement accru en ce qui concerne les actifs détenus par le Groupe dont les marchés sont intrinsèquement peu liquides. Les actifs détenus par le Groupe qui ne se négocient pas sur des marchés réglementés ou d'autres plateformes d'échange, tels que les contrats portant sur les produits dérivés conclus entre banques, peuvent être valorisés sur la base de modèles internes du Groupe plutôt sur la base du prix de marché. Il est difficile de suivre en permanence le cours de ces actifs et le Groupe pourrait ainsi être conduit à enregistrer des pertes non anticipées.

A des fins d'investissement le Groupe prend des positions sur les marchés de dette, de devises, et d'actions, ainsi que sur des actions non cotées, des actifs immobiliers et d'autres types d'actifs. La volatilité, c'est-à-dire l'amplitude de la variation de prix sur une période ou sur un marché donné, indépendamment du niveau de marché, pourrait avoir une incidence défavorable sur ces positions. La volatilité, si elle s'avérait insuffisante ou excessive par rapport aux anticipations du Groupe, pourrait également engendrer des pertes sur de nombreux autres produits utilisés par le Groupe tel que les produits dérivés.

Toute variation significative des taux d'intérêt est susceptible de peser sur le produit net bancaire ou la rentabilité du Groupe

Le montant des revenus nets d'intérêts encaissés par le Groupe au cours d'une période donnée influe de manière significative sur son produit net bancaire et sa rentabilité de cette période. Les taux d'intérêt sont affectés par de nombreux facteurs sur lesquels le Groupe n'a aucune emprise. L'évolution des taux d'intérêt du marché peut affecter différemment les taux d'intérêt appliqués aux actifs porteurs d'intérêt et les taux d'intérêt payés sur la dette contractée. Toute évolution défavorable de la courbe des rendements peut diminuer les revenus nets d'intérêts des activités de prêt du Groupe. En outre, l'augmentation des taux d'intérêt sur les financements à court terme du Groupe et le non-adossement des échéances sont susceptibles de peser sur sa rentabilité.

Toute augmentation substantielle des provisions ou toute perte dépassant les niveaux de provisions déjà comptabilisés pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats ou la situation financière du Groupe

Dans le cadre de ses activités de prêt, le Groupe constitue périodiquement des provisions pour créances douteuses, qui sont comptabilisées dans son compte de résultat au poste « coût du risque ». Le niveau global de provisions du Groupe est établi en fonction de l'historique des pertes, du volume et du type de prêts accordés, des pratiques du marché, des arriérés de prêts, des conditions économiques ou d'autres facteurs reflétant le taux de recouvrement de divers prêts.

Bien que le Groupe s'efforce de constituer un niveau suffisant de provisions, ses activités de prêt pourraient le conduire à augmenter à l'avenir ses provisions pour pertes sur prêts en raison d'une augmentation des actifs non performants, d'une détérioration des conditions économiques semblable à celle survenue en 2008 et 2009, ou d'événements affectant certains pays, tels que les événements récents en Grèce. Toute hausse significative des provisions pour pertes ou un changement important de l'estimation par le Groupe du risque de perte propre à son portefeuille de prêts non dépréciés, ainsi que toute survenance de pertes supérieures aux provisions constituées au titre des prêts en question, pourraient avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Les stratégies de couverture mises en place par le Groupe n'écartent pas tout risque de perte

Le Groupe pourrait subir des pertes si l'un des différents instruments ou l'une des stratégies de couverture qu'il utilise pour couvrir les différents types de risque auxquels il est exposé s'avérait inefficace. Nombre de ces stratégies s'appuient sur l'observation du comportement passé des marchés et l'analyse des corrélations historiques. À titre d'exemple, si le Groupe détient une position longue sur un actif, il pourrait couvrir le risque en prenant une position courte sur un autre actif dont l'évolution a, par le passé, permis de neutraliser l'évolution de la position longue. Il se peut cependant que cette couverture soit partielle, que ces stratégies ne couvrent pas tous les risques futurs ou qu'elles ne permettent pas une diminution effective du risque dans toutes les configurations de marché. Toute évolution inattendue du marché peut également diminuer l'efficacité de ces stratégies de couverture du Groupe. En outre, la manière dont les gains et les pertes résultant de certaines couvertures inefficaces sont comptabilisés peut accroître la volatilité des résultats publiés par le Groupe.

La capacité du Groupe à attirer et retenir des employés qualifiés est cruciale pour le succès de son activité et tout échec à ce titre pourrait affecter de façon significative sa performance

Les employés du Groupe constituent une ressource des plus importantes et la concurrence pour attirer du personnel qualifié est intense dans beaucoup de domaines du secteur des services financiers. Les résultats du Groupe dépendent de sa capacité à attirer de nouveaux employés et à retenir et motiver ses employés actuels. L'adoption ou la proposition de mesures législatives et réglementaires encadrant plus strictement la rémunération des salariés du secteur financier pourrait peser sur la capacité du Groupe à attirer et retenir du personnel qualifié. Des changements dans l'environnement économique pourraient conduire le Groupe à déplacer des employés d'une activité à l'autre ou à réduire le nombre d'employés dans certaines de ses activités. Cela pourrait provoquer des perturbations temporaires dans la mesure où les employés doivent s'adapter à leurs nouvelles fonctions et pourrait réduire la capacité du Groupe à tirer profit des améliorations de l'environnement économique. En outre, des lois actuelles ou futures (y compris celles relatives à l'immigration et l'externalisation des services) pourraient entraver la capacité du Groupe à délocaliser des services ou des employés d'une juridiction à une autre. Cela pourrait avoir un impact sur la capacité du Groupe à tirer profit d'opportunités commerciales ou de potentiels gains d'efficacité.

Les événements futurs pourraient être différents des hypothèses retenues par les dirigeants pour établir les états financiers du Groupe, ce qui pourrait à l'avenir l'exposer à des pertes non anticipées

En application des normes et interprétations IFRS en vigueur à ce jour, le Groupe doit utiliser certaines estimations lors de l'établissement de ses états financiers, notamment des estimations comptables relatives à la détermination des provisions sur les prêts et créances douteuses, des provisions relatives à des litiges potentiels, et de la juste valeur de certains actifs et passifs. Si les valeurs que le Groupe a retenues pour ces éléments s'avéraient significativement inexactes, ou si les méthodes relatives à leur détermination venaient à être modifiées dans le cadre de normes ou interprétations IFRS à venir, le Groupe s'exposerait, le cas échéant, à des pertes non anticipées.

Toute interruption ou défaillance des systèmes informatiques du Groupe ou de tiers peut entraîner un manque à gagner et engendrer des pertes

Comme la plupart de ses concurrents, le Groupe dépend étroitement de ses systèmes de communication et d'information. Toute panne, interruption ou défaillance dans ces systèmes pourrait entraîner des erreurs ou des interruptions au niveau des systèmes de gestion de la clientèle, de comptabilité générale, de dépôts, de transactions et/ou de traitement des prêts. Si le Groupe connaissait une défaillance de ses systèmes informatiques, même sur une courte période, il serait incapable de répondre à certains besoins de clients dans les délais et pourrait ainsi perdre des opportunités de transactions. De même, une panne temporaire des systèmes d'information du Groupe, en dépit des systèmes de sauvegarde et des plans d'urgence, pourrait entraîner des coûts considérables en termes de récupération et de vérification d'information. Le Groupe ne peut garantir que de telles pannes ou interruptions ne se produiront pas ou, si elles se produisent, qu'elles seront résolues de manière

adéquate. La survenance de telles défaillances ou interruptions pourrait avoir un effet défavorable sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Des événements imprévus peuvent provoquer une interruption des activités du Groupe et entraîner des pertes substantielles ainsi que des coûts supplémentaires

Des événements imprévus tels que des troubles politiques et sociaux, une catastrophe naturelle grave, une pandémie, des attentats ou toute autre situation d'urgence, pourraient provoquer une brusque interruption des activités du Groupe et entraîner des pertes substantielles dans la mesure où ils ne seraient pas, ou ne seraient qu'insuffisamment, couverts par une police d'assurance. Ces pertes pourraient concerner des biens matériels, des actifs financiers, des positions de marché ou des collaborateurs clés. De tels événements pourraient, de plus, perturber l'infrastructure du Groupe ou celle de tiers avec lesquels le Groupe conduit ses activités et pourraient également engendrer des coûts supplémentaires (liés notamment aux coûts de déplacement du personnel concerné) et alourdir les charges du Groupe (en particulier les primes d'assurance). À la suite de tels événements, le Groupe pourrait être dans l'incapacité d'assurer certains risques, ce qui augmenterait le risque global du Groupe.

Un risque de réputation et un risque juridique pourraient avoir un effet défavorable sur la rentabilité et les perspectives commerciales du Groupe

Plusieurs problèmes sont susceptibles d'engendrer un risque de réputation et de nuire au Groupe et à ses perspectives commerciales, en particulier une gestion inadéquate des conflits d'intérêts potentiels, des exigences légales et réglementaires, des questions relatives à la concurrence, des problèmes déontologiques, des lois en matière de blanchiment d'argent, des politiques en matière de sécurité de l'information et des pratiques liées aux ventes des produits et aux transactions. Pourraient également nuire à la réputation du Groupe tout comportement inapproprié d'un salarié, toute fraude ou malversation commise par des acteurs du secteur financier auxquels le Groupe est exposé, toute diminution, retraitement ou correction des résultats financiers, ou toute action juridique ou réglementaire à l'issue potentiellement défavorable. Tout préjudice porté à la réputation du Groupe pourrait s'accompagner d'une perte d'activité, susceptible de peser sur ses résultats et sur sa situation financière. Une gestion inadéquate de ces problèmes pourrait donner lieu à un risque juridique supplémentaire pour le Groupe et provoquer une augmentation du nombre de litiges et du montant des dommages et intérêts réclamés au Groupe ou l'exposer à des sanctions de la part des autorités réglementaires.

Risques relatifs à l'organisation du Groupe

BFCM ne détient aucune participation ou intérêt financier dans les Caisses Locales

BFCM ne détient aucune participation dans les Caisses Locales. Par conséquent, BFCM ne partage ni les bénéfices ni les pertes des Caisses Locales. Son intérêt économique quant aux résultats des Caisses Locales est limité au financement qu'elle leur fournit dans le cadre de son activité en tant que bras financier du Groupe. En outre, BFCM ne dispose pas de droits de vote ou d'autres droits pour influencer la gestion, la stratégie ou la politique des Caisses Locales.

Les Caisses Locales contrôlent BFCM et sont susceptibles d'avoir des intérêts différents de ceux des investisseurs dans les titres émis par la BFCM

La quasi-totalité des actions de BFCM est détenue directement ou indirectement par les Caisses Locales, notamment 93% par l'intermédiaire de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel, (ci-après CF de CM). Par conséquent, la CF de CM et les Caisses Locales déterminent à elles seules l'issue des votes aux assemblées des actionnaires de BFCM, y compris les votes sur des décisions telles que la nomination ou cooptation de membres de son conseil d'administration ainsi que la distribution de dividendes. Bien que le maintien de la réputation de la BFCM en tant qu'émetteur de premier plan soit un enjeu essentiel pour le Groupe, il ne peut pas être exclu que certaines décisions prises par l'assemblée générale des actionnaires de la BFCM soient contraires aux intérêts des porteurs de titres obligataires émis par ce dernier.

BFCM ne participe pas au mécanisme de solidarité propre aux Caisses Locales

Les Caisses Locales n'ont aucunement l'obligation de soutenir ni la liquidité ni la solvabilité de BFCM dans l'hypothèse où un tel soutien pourrait être nécessaire. Si les notations financières de BFCM se fondent en partie sur l'hypothèse des agences de notation qu'un tel soutien serait fourni en cas de besoin en raison du rôle clef joué par BFCM dans la structure financière du Groupe, cette hypothèse se fonde sur l'opinion des agences de notation quant aux intérêts économiques des Caisses Locales, et non sur une quelconque obligation juridique. Si la situation financière de BFCM devait se détériorer, il ne pourrait y avoir d'assurance que les Caisses Locales ou la CF de CM fourniraient des apports supplémentaires en capitaux ou tout autre soutien à la BFCM.

Des banques locales, qui mènent leurs activités sous l'enseigne Crédit Mutuel appartiennent à des fédérations qui ne font pas partie du Groupe

Sur les dix-huit fédérations de Crédit Mutuel actives en France, seules onze fédérations composent Groupe. Les banques de sept autres fédérations utilisent le nom et le logo Crédit Mutuel, ou pour leurs filiales non mutualistes, mentionnent leur appartenance au Crédit Mutuel. Si l'une ou plusieurs des fédérations du Crédit Mutuel qui sont en dehors du Groupe devait rencontrer des difficultés, telles qu'un ralentissement de ses activités, une détérioration de la qualité des actifs ou un abaissement d'une notation financière, il est possible que le marché ne fasse pas la distinction entre cette fédération en difficulté qui ne fait pas partie du Groupe et les fédérations du Groupe. Dans une telle hypothèse, les difficultés rencontrées par une fédération en dehors du Groupe pourraient avoir un impact défavorable sur la réputation du Groupe et/ou avoir un impact sur les résultats et la situation financière du Groupe.

Les Caisses Locales qui font partie du Groupe sont membres d'un mécanisme de soutien financier qui comprend l'ensemble des dix-huit fédérations de Crédit Mutuel

Les dix-huit fédérations de Crédit Mutuel disposent d'un mécanisme de soutien financier mutuel en vertu duquel des Caisses Locales du Groupe pourraient se voir dans l'obligation d'apporter leur soutien à des caisses locales de fédérations hors Groupe. Bien que le système de soutien d'une banque locale serait initialement mis en œuvre au niveau régional, au sein de la fédération de ladite banque locale, si les ressources au niveau régional étaient insuffisantes, il pourrait alors être fait appel au mécanisme de soutien national, c'est-à-dire au soutien des autres fédérations. Si les Caisses Locales du Groupe bénéficient également du soutien des fédérations hors Groupe, elles demeurent exposées aux risques relatifs aux caisses locales qui ne font pas partie du Groupe.

Certains aspects de la gouvernance du CM11 sont soumis aux décisions prises par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel

En droit français, certaines questions relatives à la gouvernance des dix-huit fédérations de Crédit Mutuel (ce qui comprend les onze fédérations du Groupe et les sept fédérations hors Groupe) sont déterminées par un organe central connu sous le nom de Confédération Nationale du Crédit Mutuel (« CNCM »). La CNCM représente toutes les caisses locales des dix-huit fédérations devant les autorités françaises de régulation et de supervision bancaires. En outre, la CNCM a le pouvoir d'exercer des fonctions de surveillance financière, technique et administrative quant à l'organisation des banques Crédit Mutuel, et de prendre des mesures pour assurer leur bon fonctionnement, y compris la radiation d'une banque de la liste des banques autorisées à mener leurs activités au sein du système Crédit Mutuel.

9. Gouvernance

L'assemblée générale ordinaire du 7 mai 2014 a procédé au renouvellement du mandat d'administrateur d'Hervé BROCHARD, de Roger DANGUEL, de François DURET, de Jean-Louis GIRODOT, de Gérard OLIGER et de Michel VIEUX.

Composition organes sociaux de la BFCM après le Conseil d'administration du 31/07/2014

Nom dirigeant	Poste*	Date nomination	Date échéance	Représentant
LUCAS Michel	PDG	10/05/2007	31/12/2015	
HUMBERT Jacques	VPCA	03/05/2006	31/12/2014	
BOISSON Jean-Louis	MCA	03/05/2006	31/12/2014	
BONTOUX Gérard	MCA	06/05/2009	31/12/2014	
BROCHARD Hervé	MCA	10/05/2013	31/12/2016	
CORGINI Maurice	MCA	03/05/2006	31/12/2014	
CORMORECHE Gérard	MCA	10/05/2007	31/12/2015	
DANGUEL Roger	MCA	07/05/2008	31/12/2016	
DURET François	MCA	11/05/2011	31/12/2016	
GIRODOT Jean-Louis	MCA	07/05/2008	31/12/2016	
GRAD Etienne	MCA	17/12/2010	31/12/2015	
MARTIN Jean Paul	MCA	10/05/2007	31/12/2015	
OLIGER Gérard	MCA	07/05/2008	31/12/2016	
PECCOUX Albert	MCA	03/05/2006	31/12/2014	
TETEDOIE Alain	MCA	10/05/2007	31/12/2014	
VIEUX Michel	MCA	11/05/2011	31/12/2016	
CFCM MAINE ANJOU ET BASSE NORMANDIE	MCA	18/11/2011	31/12/2014	LEROYER Daniel

Censeurs :

BARTHALAY René, BAZILLE Jean Louis, BLANC Yves, BOKARIUS Michel, BRUNEL Jean Pierre, BRUTUS Aimée, DIACQUENOD Gérard, DUMONT Marie-Hélène, FLOURIOT Bernard, GROC Monique, LAVAL Robert, LUTZ Fernand, TESSIER Alain, TRINQUET Dominique.

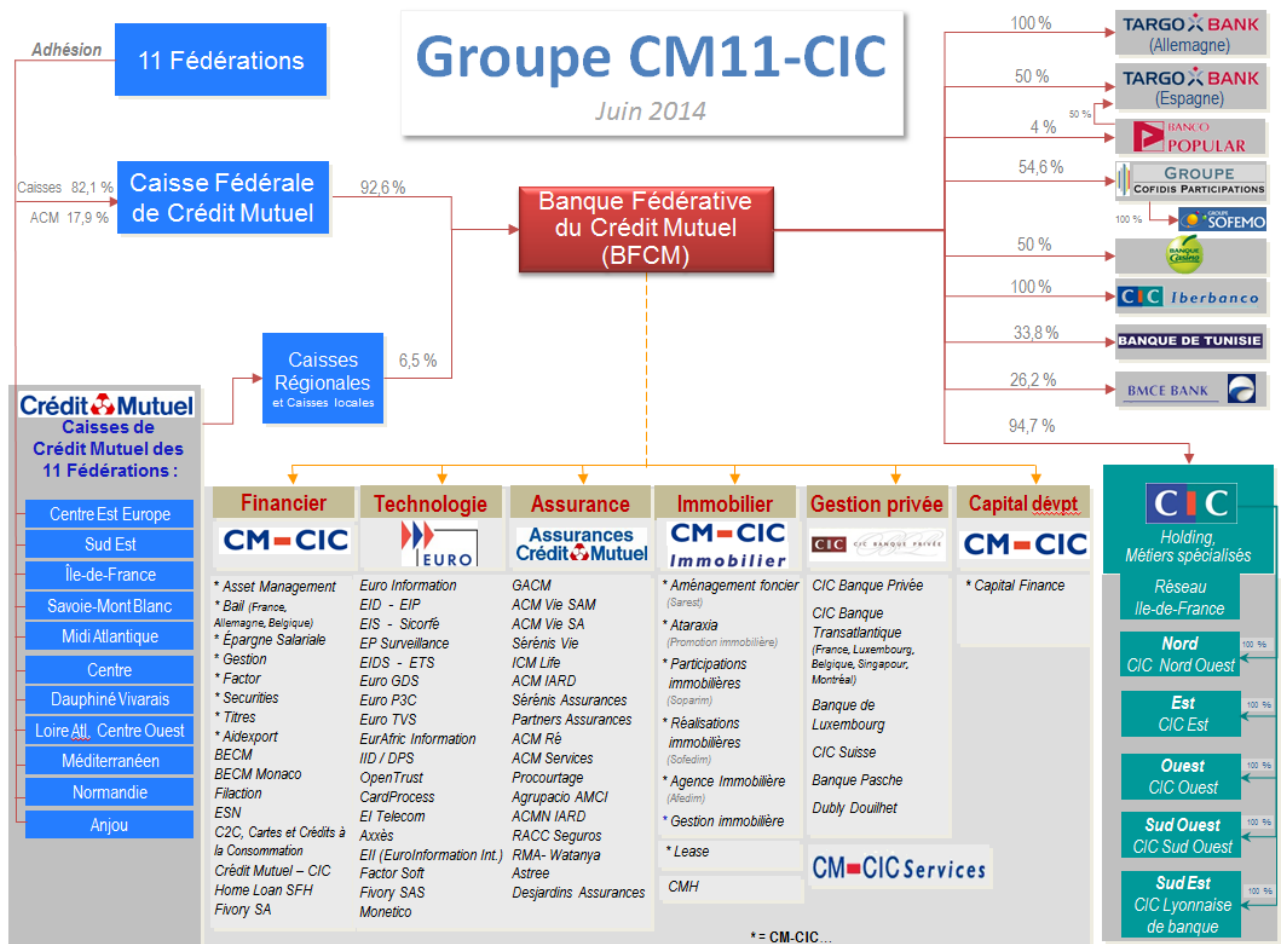
** Abréviations*

MCA : Membre du Conseil d'administration

PDG : Président-directeur général

10. Informations concernant le Groupe CM11-CIC et la BFCM – Evénements récents et perspectives

10.1 Présentation du Groupe



10.2 Répartition du capital de la BFCM au 30 juin 2014

Raison sociale détentrice	% détenu	Nombre d'actions	Montant nominal détenu	Devise
CFdeCM - CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL	92,63	24 625 918	1 231 295 900,00	EUR
CRCM LOIRE ATLANTIQUE ET CENTRE OUEST	2,79	741 949	37 097 450,00	EUR
CRCM CENTRE- ORLEANS	1,16	308 726	15 436 300,00	EUR
CFCM MAINE ANJOU ET BASSE NORMANDIE - LAVAL	0,84	222 965	11 148 250,00	EUR
CRCM ANJOU - ANGERS	0,66	176 001	8 800 050,00	EUR
CRCM ILE DE FRANCE	0,55	146 411	7 320 550,00	EUR
CRCM DE NORMANDIE - CAEN	0,47	123 936	6 196 800,00	EUR
CRCM MEDITERRANEEN - MARSEILLE	0,28	74 690	3 734 500,00	EUR
CCM DU SUD EST - LYON (ex CFCM)	0,23	61 545	3 077 250,00	EUR
CCM DU CENTRE EST EUROPE (ensemble)	0,22	58 834	2 941 700,00	EUR
CRCM MIDI ATLANTIQUE	0,09	24 514	1 225 700,00	EUR
CCM DU SUD EST (ensemble)	0,02	5 683	284 150,00	EUR
CFCM ANTILLES-GUYANE - FORT DE FRANCE	0,01	2 477	123 850,00	EUR
CRCM DAUPHINE VIVARAIS - VALENCE	0,01	2 480	124 000,00	EUR
CCM ILE DE FRANCE (ensemble)	0,01	1 890	94 500,00	EUR
CCM LOIRE ATLANTIQUE ET CENTRE OUEST (ensemble)	0,01	1 470	73 500,00	EUR
CCM MEDITERRANEEN (ensemble)	0,00	1 260	63 000,00	EUR
CCM MIDI-ATLANTIQUE (ensemble)	0,00	1 140	57 000,00	EUR
CCM CENTRE (ensemble)	0,00	1 030	51 500,00	EUR
CCM DE NORMANDIE (ensemble)	0,00	730	36 500,00	EUR
CCM DAUPHINE-VIVARAIS (ensemble)	0,00	470	23 500,00	EUR
CAISSES DE CREDIT MUTUEL SAVOIE MONT BLANC (ensemble)	0,00	460	23 000,00	EUR
CCM ANJOU - ANGERS (ensemble)	0,00	390	19 500,00	EUR
FEDERATION DU CM CENTRE EST EUROPE	0,00	81	4 050,00	EUR
PERSONNES PHYSIQUES	0,00	42	2 100,00	EUR
CRCM SAVOIE MONT BLANC - ANNECY	0,00	20	1 000,00	EUR
CAISSE REGIONALE NORMANDE DE FINANCEMENT	0,00	10	500,00	EUR
CFCM NORD EUROPE	0,00	1	50,00	EUR
CFCM OCEAN-LA ROCHE SUR YON	0,00	1	50,00	EUR
CREDIT MUTUEL AGRICOLE ET RURALE	0,00	10	500,00	EUR
TOTAUX :	100,00	26 585 134	1 329 256 700,00	

10.3 Augmentation de capital de la BFCM

Les assemblées générales extraordinaires du 7 mai 2013 de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel ont octroyé au Conseil d'administration respectivement de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel et au Conseil d'administration de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel une délégation de compétence à l'effet de réaliser en une ou plusieurs fois une augmentation de capital d'un plafond maximum de 5 milliards d'euros en numéraire.

Cette délégation de compétence a été consentie en application des dispositions de l'article L.225-129-2 du code de commerce pour une durée maximum de 26 mois à compter de la décision de l'assemblée générale.

Lors de la réunion du 27 février 2014 pour la Banque Fédérative du Crédit Mutuel et du 28 février 2014 pour la Caisse Fédérale, les Conseils d'administration respectifs ont décidé d'utiliser cette délégation et de procéder par cascade à une augmentation de capital maximum de 2,7 milliards d'abord réalisée par la Caisse Fédérale auprès de ses actionnaires puis par la Banque Fédérative avec comme souscripteur principal la Caisse Fédérale et par ailleurs son principal actionnaire à 94%.

La réalisation définitive des opérations portant sur le montant prévu de 2,7 milliards ont été constatées par les conseils respectifs qui se sont tenus le 1^{er} août 2014 et qui corrélativement ont modifié les statuts conformément à la délégation précitée des assemblées générales.

10.4 Cession de la participation dans Banca Popolare di Milano

Le 3 avril 2014, le Groupe a annoncé avoir vendu sur le marché la totalité de sa participation dans la Banca Popolare di Milano (BPM). Cette cession fait suite à la modification de la loi italienne en date du 17 décembre 2012, modification que BPM avait notifiée au Groupe le 4 septembre 2013 avec un délai d'un an pour se mettre en conformité.

10.5 Principaux risques et incertitudes pour le second semestre 2014

Risques

Les principaux risques sont développés dans la partie « 8 – Facteurs de risques » du présent document

Incertaines

Les principales incertitudes sont développées en page 7 dans la sous-partie « Perspective 2014 »

10.6 Evénements récents propres au Groupe CM11-CIC et à la BFCM intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité

Aucun événement significatif de la situation financière ou commerciale de Groupe n'est survenu depuis la clôture du 30 juin 2014 pour lequel des états financiers vérifiés ont été publiés, de nature à altérer la solvabilité.

11. Documents accessibles au public – Responsable de l’information

Documents accessibles au public

Pendant la durée de validité du document de référence, les documents suivants (ou copie de ces documents) peuvent être consultés :

Par voie électronique sur le site internet de la BFCM (Espace Institutionnel)

<http://www.bfcm.creditmutuel.fr>

- Les informations financières historiques de la BFCM et du Groupe CM11-CIC pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d’enregistrement.
- Le document de référence de l’exercice 2013 et ceux des deux exercices précédents.

Sur support physique

- L’acte constitutif et les statuts de l’émetteur.
- Tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l’émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le document de référence.
- Les informations financières historiques des filiales de la BFCM pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d’enregistrement.

En adressant une demande par courrier à :

Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Département Juridique
34 Rue du Wacken BP 412
67002 STRASBOURG Cedex

Responsable de l’information

M. Marc BAUER

Directeur Général Adjoint de la BFCM et Directeur financier du groupe CM11-CIC

Téléphone : 03 88 14 68 03

Email : marc.bauer@creditmutuel.fr

12. Responsable de l'actualisation du document de référence et du rapport financier semestriel – Attestations

Pour le Groupe BFCM

Michel Lucas, Président-directeur général de la Banque Fédérative du Crédit Mutuel

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés du Groupe BFCM pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes KPMG Audit et Ernst & Young et Autres une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de son actualisation.

Fait à Strasbourg, le 5 août 2014

Pour le Groupe CM11-CIC

Michel Lucas, Président du Conseil d'administration de la Caisse Fédérale de Crédit Mutuel

Attestation du responsable

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la présente actualisation du document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés du Groupe CM11-CIC pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes KPMG Audit et Ernst & Young et Autres une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes donnés dans la présente actualisation ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document de référence et de son actualisation.

Fait à Strasbourg, le 5 août 2014

13. Tables de concordance

13.1 Table de concordance - Groupe BFCM

Table de concordance du document de référence Chapitres du schéma de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Document de référence 2013 enregistré le 6 mai 2014 sous le n° R.14-28	Actualisation le 5 août 2014 sous le n° R.14-28-A01
Chapitre I Personnes responsables		
1.1 Responsable du document de référence	367	115
1.2 Attestation du responsable	367	115
Chapitre II Contrôleurs légaux des comptes		
2.1 Contrôleurs légaux des comptes	368	-
2.2 Démission et non renouvellement	368	-
Chapitre III Facteurs de risque		
3.1 Les risques de l'émetteur	192-216	99-109
Chapitre IV Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la société	28-29	-
4.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	363	-
4.1.2 Lieu de constitution de la BFCM et son numéro d'enregistrement	363	-
4.1.3 Date de constitution et durée de vie de la BFCM	363	-
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation régissant les activités de la BFCM, pays d'origine, numéro de téléphone du siège statutaire de la BFCM	363	-
4.1.5 Evénements récents propres à la BFCM et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	365	113
Chapitre V Aperçu des activités		
5.1 Principales activités		
5.1.1 Principales activités	17-26	-
5.1.2 Nouveau produit vendu et/ou nouvelle activité exercée	15	-
5.1.3 Principaux Marchés :	15	-
5.1.4 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	15	-
Chapitre VI Organigramme		
6.1 Présentation de la société et du groupe	10-12	111
6.2 Lien de dépendance de l'émetteur par rapport à d'autres entités du Groupe.	349	-
Chapitre VII Informations sur les tendances		
7.1 Déclaration sur les perspectives de la BFCM	191	113
7.2 Tendance connue, incertitude ou demande ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur au moins pour l'exercice en cours	191	113
Chapitre VIII Prévisions ou estimations de bénéfice		
	365	-
Chapitre IX Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Noms et fonctions des membres des organes d'administration, de direction de la BFCM et principales activités significatives exercées en dehors de celle-ci.	31-36	110
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	37	-
Chapitre X Principaux actionnaires		
10.1 Indications quant à la détention et au contrôle direct ou indirect de la BFCM par le groupe (CM11-CIC) et description de la nature de ce contrôle.	348	-
10.2 Accord connu par la BFCM susceptible d'entraîner un changement de son contrôle.	349	-

Chapitre XI Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques	370	-
11.2 Etats financiers	218-289/296-327	-
11.3.1 Rapport d'audit des contrôleurs légaux sur les informations financières historiques	290-291/328-329	71
11.3.2 Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	360-362	-
11.3.3 Informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	365	-
11.4 Date des dernières informations financières	365	5
11.5 Informations semestrielles intermédiaires	365	17-19
11.5.1 Informations financières semestrielles	365	47-70
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	365	-
11.7 Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	365	-
Chapitre XII Contrats importants	365	-
Chapitre XIII Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts	365	-
Chapitre XIV Documents accessibles au public		
14.1 Documents accessibles au public	367	114
14.2 Responsable de l'information	367	114

13.2 Table de concordance – Groupe CM11-CIC

Table de concordance du document de référence Chapitres du schéma de l'annexe XI du règlement européen n° 809/2004	Document de référence 2013 enregistré le 6 mai 2014 sous le n° R.14-28	Actualisation le 5 août 2014 sous le n° R.14-28-A01
Chapitre I Personnes responsables		
1.1 Responsable du document de référence	368	115
1.2 Attestation du responsable	368	115
Chapitre II Contrôleurs légaux des comptes		
2.1 Contrôleurs légaux des comptes	368	-
2.2 Démission et non renouvellement	368	-
Chapitre III Facteurs de risque		
3.1 Les risques de l'émetteur	NA	NA
Chapitre IV Informations concernant l'émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la société	NA	NA
4.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'émetteur	NA	NA
4.1.2 Lieu de constitution de l'émetteur et son numéro d'enregistrement	NA	NA
4.1.3 Date de constitution et durée de vie de l'émetteur	NA	NA
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation régissant les activités de l'émetteur, pays d'origine, numéro de téléphone du siège statutaire de l'émetteur	NA	NA
4.1.5 Evénements récents propres à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	NA	NA
Chapitre V Aperçu des activités		
5.1 Principales activités		
5.1.1 Principales activités	17	-
5.1.2 Nouveau produit vendu et/ou nouvelle activité exercée	15	-
5.1.3 Principaux Marchés :	15	-

5.1.4 Eléments sur lesquels est fondée toute déclaration de l'émetteur concernant sa position concurrentielle	15	-
Chapitre VI Organigramme		
6.1 Présentation de la société et du groupe	10	111
6.2 Lien de dépendance de l'émetteur par rapport à d'autres entités du Groupe.	NA	NA
Chapitre VII Informations sur les tendances		
7.1 Déclaration sur les perspectives du Groupe CM11-CIC	69	113
7.2 Tendances connues, incertitudes ou demandes ou tout engagement ou événement raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur au moins pour l'exercice en cours	69	113
Chapitre VIII Prévisions ou estimations de bénéfice		
Chapitre IX Organes d'administration, de direction et de surveillance		
9.1 Noms et fonctions des membres des organes d'administration, de direction de la BFCM et principales activités significatives exercées en dehors de celle-ci.	NA	NA
9.2 Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de direction et de surveillance	NA	NA
Chapitre X Principaux actionnaires		
10.1 Indications quant à la détention et au contrôle direct ou indirect de la BFCM par le groupe (CM11-CIC) et description de la nature de ce contrôle.	NA	NA
10.2 Accord connu par la BFCM susceptible d'entraîner un changement de son contrôle.	NA	NA
Chapitre XI Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'émetteur		
11.1 Informations financières historiques	NA	NA
11.2 Etats financiers	88	-
11.3.1 Rapport d'audit des contrôleurs légaux sur les informations financières historiques	159	46
11.3.2 Autres informations vérifiées par les contrôleurs légaux	NA	NA
11.3.3 Informations financières figurant dans le document d'enregistrement qui ne sont pas tirées des états financiers vérifiés de l'émetteur	365	-
11.4 Date des dernières informations financières	NA	5
11.5 Informations semestrielles intermédiaires	NA	6-16 et 20-23
11.5.1 Informations financières semestrielles	NA	24-45
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	(1)	-
11.7 Changement significatif de la situation financière de l'émetteur	NA	NA
Chapitre XII Contrats importants		
Chapitre XIII Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts		
Chapitre XIV Documents accessibles au public		
14.1 Documents accessibles au public	368	111
14.2 Responsable de l'information	368	111

(1) A ce jour, aucune procédure judiciaire et d'arbitrage en cours dans une entité du Groupe CM11-CIC n'est susceptible d'avoir des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité du Groupe CM11-CIC

Banque Fédérative du Crédit Mutuel – Société Anonyme au capital de 1 329 256 700 €
Siège social : 34, rue du Wacken – 67913 Strasbourg Cedex 9 – Tel. 03 88 14 88 14
Adresse télégraphique : CREDITMUT – Telex : CREMU X 880034 F – Télécopieur : 03 88 14 67 00
Adresse SWIFT : CMCIFRPA – R.C.S. Strasbourg B 355 801 929 – ORIAS N° 07 031 238
N° d'identification de TVA intracommunautaire : FR 48 355 801 929